



« Plongée dans l'inconnu »

Le directeur de l'ABBL, Jerry Grbic, au sujet de la politique des banques en matière de crédits immobiliers et de leurs rapports aux clients

Verwaltung der Armen

Dier Revis-Evaluation zeigt: Corinne Cahen hätte sich die Reform sparen und einfach das RMG für Familien mit Kindern erhöhen können

Scouts (pour) toujours

Pour certains, le scoutisme est kitsch voire ringard. Il est pourtant perméable à l'ensemble de la société et les scouts ont une influence sur le monde politique et économique

„Dat war zu eiser Zäit anescht“

Frank Engels Fokus positioniert sich gesellschaftspolitisch als reaktionäre Partei und hofft, damit kleinbürgerliche Boomer anzusprechen

Umschwung

Der Bio-Fachhändler Naturata erlebt einen wirtschaftlichen Einbruch. Das Unternehmen versucht sich mit alten Marketingrezepten neu aufzustellen

Eskapismus

Im Speckgürtel der Hauptstadt entwickelt sich eine neue Art des urbanen Campingtourismus. Ein Besuch in Alzingen und Kockelscheuer

Foto: Sven Becker



« Plongée dans l'inconnu »

Interview : Pierre Sorlut

Le directeur de l'ABBL, Jerry Grbic, au sujet de la politique des banques en matière de crédits immobiliers et de leurs rapports aux clients

Sam Becker

Jerry Grbic
lundi à la House
of Finance,
rue Erasme

D'Land : *La Banque centrale européenne remonte les taux directeurs comme jamais elle ne l'a fait. Cela profite à la rentabilité des banques, mais cela pénalise énormément les gens qui veulent acheter un bien, surtout les primo-accédants.*

Jerry Grbic : Tout d'abord précisons que la Banque centrale européenne (BCE) est à l'initiative, de manière directe, dans la fixation des taux à court terme (qui permettent aux banques de se refinancer, ndlr). Nous sortons d'une décennie de taux bas. Une bonne partie des emprunteurs, jusqu'à quarante ans, n'ont jamais connu de taux élevés. Ils sont peut être devenus propriétaires d'appartement ou de maison avec des taux bas. Là, en l'espace de huit mois, on a multiplié par trois et demi les taux d'intérêt. Une bonne partie de la population active est plongée dans l'inconnu.

En 2007, les taux étaient plus élevés qu'aujourd'hui...

On a connu un environnement de taux similaire avant 2008 avec une inflation importante. La situation s'est inversée à cause de la crise financière. Aujourd'hui ce sont l'inflation et l'incertitude géopolitique qui freinent les investissements. D'aucuns anticipent en outre un ralentissement économique et que la BCE baisse ses taux dans les prochains mois, après très probablement les avoir encore augmentés de 25 points en automne. Beaucoup veulent acheter et doivent souscrire un emprunt, mais une grande incertitude plane. Les gens ont peur.

Comment a évolué le volume des prêts ces derniers mois ?

Nous constatons une baisse de trente à quarante pour cent de mai 2022 à mai 2023. Elle tient à cette incertitude et au fait que des gens n'ont plus la capacité de financement à cause des taux. En discutant avec leur banquier, ils se rendent compte qu'ils doivent revoir leur projet à la baisse. « Vous regardez un bien à un million, mais envisagez plutôt 800 000 », peut dire le banquier. À la fin de l'année dernière le marché était atone. Depuis quelques semaines les clients reviennent prendre la température auprès de leur banquier, discutent de nouveau de projets immobiliers. C'est positif.

Les banques seraient aussi plus attentives au prix et à la qualité du bien là où, pendant dix ans, elles ne regardaient pas ou peu.

Nous sommes très conscients de la difficulté que certains ménages éprouvent pour joindre les deux bouts

Ce n'est pas vrai. Avant de devenir CEO de l'ABBL, j'ai moi-même été banquier. Les banques ont toujours eu une approche conservatrice au Luxembourg. Elles n'ont pas attendu 2020 et les recommandations du Comité du risque systémique pour appliquer certaines mesures préventives, notamment au niveau des apports personnels pour se protéger elles-mêmes et leurs clients. Puis les banques doivent gérer la dispersion des échéances de remboursement et la gestion des liquidités. Par exemple, la Silicon Valley Bank a mal agi ici. Les banques en Europe et au Luxembourg doivent respecter divers ratios de liquidité et produire des rapports sur les risques liés aux taux d'intérêts qu'elles encourent dans leurs livres. Aussi bien du côté actif que du côté passif. Elles doivent aussi faire attention à qui elles accordent des crédits et comment.

Nous faisons ici référence au bien acheté...

Les banques veillent à la capacité de remboursement et à la valeur du bien avec le *ratio loan to value*. C'était vrai il y a cinq ans, ça l'est toujours aujourd'hui et cela le sera demain. Le problème maintenant est la valorisation. Les transactions du marché subissent une décote de vingt pour cent par rapport à 2021.

Oui et les banques doivent veiller à la valeur des biens dans leurs bilans

La maison qui valait un million il y a deux ans vaut toujours un million. Car après avoir subi une hausse de vingt pour cent, le marché a connu une décote de la même ampleur en deux ans. Grosso modo. Pour effectuer une bonne valorisation, la banque peut s'appuyer sur les dernières transactions qu'elle a elle-même réalisées, ainsi que sur les statistiques

publiques. Si la valeur d'un appartement de 60 m² a diminué de cinq pour cent, la banque va diminuer la valeur des biens équivalents dans son portefeuille. Mais les banques doivent aussi tenir compte de risques théoriques. Là, la banque regarde si ses clients remboursent bien, si leur capacité de remboursement n'est pas trop impactée par la hausse des taux et l'inflation. La banque peut savoir cela, car elle demande que les revenus soient domiciliés chez elle. Cela offre une vue assez détaillée sur le client. Les banques sont sensibilisées à la situation actuelle. Elles ont identifié les dossiers potentiellement à risque et nombre d'entre elles contactent leurs clients de manière pro-active.

Les crédits non-performants ont-ils augmenté par rapport au premier trimestre 2022 ?

Non. Au Luxembourg, les *non-performing loans* représentent 1,6 pour cent des emprunts souscrits. La moyenne européenne se situe à 2,3 pour cent.

La forte proportion de taux variables au Luxembourg, comme en Espagne ou en Suède, n'a pas fragilisé de nombreux emprunteurs ?

Le fait que la proportion de taux variables soit élevée au Luxembourg a des racines historiques. À l'époque du franc luxembourgeois, les marchés n'étaient pas assez profonds pour couvrir un taux fixe à un prix intéressant. L'euro a permis cela. Depuis son introduction, la culture a progressivement changé. En 2022, les banquiers ont recommandé à leurs clients de souscrire à des crédits à taux fixe pour couvrir le risque de hausse des taux. Chaque dossier est analysé individuellement par des *credit analysts* qui connaissent le marché, le bien, ainsi que les capacités de remboursement.

Oui, mais ceux qui avaient souscrit un emprunt à taux variable avant juin 2022 avec un tiers des revenus consacrés au remboursement se retrouvent aujourd'hui à payer bien plus

Je suis complètement d'accord. Mais quand les banques signent un crédit avec un client qui consacre un tiers de son revenu au remboursement, elles procèdent à un *stress test* pour voir si le client pourra toujours rembourser son prêt si les taux augmentent. Si le taux spot est à 1,3 pour cent, on simule la capacité de remboursement à un taux de cinq pour cent par exemple. Les banques continuent de faire ces *stress tests*,

mais le chiffre pris en compte n'est peut-être plus cinq mais sept pour cent.

Est-ce que les banques ouvrent leurs portes à leurs clients pour renégocier voire restructurer le crédit ?

D'une manière générale, crise ou pas crise, sur une période de vingt ans, beaucoup de choses peuvent se passer. La famille grandit. Il y a un divorce. Quand il arrive quelque chose, il faut aller voir son banquier. Normalement on trouve une solution. La politique de l'autruche n'est pas à privilégier. Un client ne connaît pas forcément toutes les options possibles. Pour l'instant, on n'a pas de problèmes de défaut. Mais chaque banque a identifié une population de clients potentiellement à risque. L'importance de connaître son client joue. Est-ce qu'on peut se limiter au remboursement des taux d'intérêt ? Parfois il faut vendre un des trois appartements. Y a-t-il d'autres sources de financement à trouver ? Nous sommes très conscients de la difficulté que certains ménages éprouvent pour joindre les deux bouts. Pour une famille qui a des revenus limités, si le remboursement a augmenté de 500-600 euros, plus l'inflation... Dans mon entourage familial, deux personnes m'ont déjà fait part de leur inquiétude. L'un a de l'argent de côté, mais a perdu sa capacité à épargner. La hausse a été tellement rapide qu'elle lui a fait peur. Il se dit « mon taux est passé de 1,5 à cinq. Et si dans six mois c'est à dix ? ». Aujourd'hui, aucun économiste ne prédit des taux à dix pour cent.

Et la deuxième personne de votre entourage ?

Il s'agit d'une autre population qui risque d'être perdante. Ceux qui ont entrepris voilà deux ans de construire une maison et qui voulaient partiellement financer cette construction par la vente de l'appartement qu'ils occupent actuellement. Ils avaient prévu dans leur business case de le vendre 600 000 euros. Aujourd'hui le prix espéré est plus près des 550 000. Il manque 50 000 euros au membre de la famille en question. La banque a proposé de restructurer le crédit pour qu'ils gardent leur maison. On cherche des solutions.

La banque n'a pas intérêt à avoir un client faire défaut...

La banque a une double responsabilité. Une par rapport à ses clients qui lui confient leur épargne. Une par rapport aux clients qui demandent un crédit. L'épargne qui lui est confiée, la banque va l'utiliser

pour faire crédit. Et elle doit protéger les avoirs de ses clients et ne peut donc pas prendre des risques inconsidérés au niveau des crédits qu'elle octroie. Et la banque n'a aucun intérêt à mettre un client dans une situation dans laquelle il ne pourrait pas rembourser son crédit. On sait qu'un cinquième de la population est vulnérable financièrement. Ils ne sont pas tous propriétaires et endettés. Mais il y a aussi des clients avec crédit dans des situations tendues. Ils limitent leurs dépenses, coupent dans leur budget vacances. Les gens essaient de s'adapter pour garder leur domicile. C'est une des explications pour lesquelles on a un taux de défaut si faible.

Comment les banques ajustent-elles leur politique commerciale ?

Après de longues années de taux bas voire négatifs, la marge d'intérêt s'est normalisée. On commence à toucher des intérêts sur l'argent que l'on place en dépôt auprès de la Banque centrale, alors qu'on en payait parfois ces dernières années. L'augmentation des taux à certes rapporté, mais sa rapidité a posé des problèmes aux banques. Regardez l'augmentation de 400 pour cent des provisions. Tout ça, c'est l'ajustement des portefeuilles. Viennent ensuite des provisions en vue de dossiers en défaut potentiel. Bien qu'on ait une augmentation de 39 pour cent de la marge d'intérêt, le bénéfice net n'augmente que de deux pour cent.

Oui, mais les provisions, ce n'est pas de l'argent perdu. Ce sont des sommes mises de côté qui ne sont pas ou peu taxées

C'est maintenant une obligation réglementaire de comptabiliser ainsi. Toutes ces réglementations visent à la stabilité. Tant qu'elle est assurée, on a la confiance du client. Si la confiance est ébranlée, aucun ratio ni règlement ne peut protéger d'un *bank run*, potentiellement fatal. D'autant plus que la digitalisation entraîne un phénomène nouveau. Regardez la rapidité avec laquelle la Silicon Valley Bank a connu un *outflow* de 42 milliards. Ce qui dans les années 80 prenait des journées et impliquait de longues heures de queue devant une agence bancaire, nécessite quelques clics aujourd'hui. Mais contrairement, à ce qui s'est passé aux États-Unis, il y a unanimité sur la qualité de la réglementation européenne en termes de solidité. Est-ce qu'il faut réglementer davantage sur la liquidité ? Je ne crois pas que cela arrivera. La croissance des coûts de conformité a augmenté de seize pour cent par an entre 2016 et

2021. Cela représente parfois plus de la moitié des charges pour les petites banques.

Cela a notamment provoqué une vague de consolidation...

À un moment donné cela devient problématique pour l'Europe. Si nous n'avons plus de banques rentables, les investisseurs ne vont plus investir. Un grand fonds a quitté le secteur bancaire européen pour investir en Asie et aux États-Unis. On doit garder un secteur bancaire rentable pour financer l'économie. Une grande partie de la transition énergétique et digitale passe par le prêt bancaire.

Est-ce que les banques gardent le même spread entre le taux directeur et le taux commercialisé aujourd'hui par rapport à début 2022 par exemple ?

Plus ou moins, oui. Cette marge brute tourne autour de un pour cent, entre 90 et 115 points. Elle comprend un certain nombre de charges comme des ressources humaines, une partie de la salle de marché, l'infrastructure. On peut jouer sur les taux, oui, pour quelques points de base, mais il faut veiller à la concurrence. Et à Luxembourg, l'activité de détail est très concurrentielle.

La grande crainte aujourd'hui réside dans la perspective d'une crise économique. Aujourd'hui, des clients particuliers freinent leurs dépenses d'eux-mêmes, mais s'ils perdent leur boulot...

Avec les revenus d'intérêts élevés, les banques n'ont plus tant besoin des crédits pour assurer leur rentabilité...

Si. Si vous avez aujourd'hui une baisse de la production de trente à quarante pour cent. En tant que banque, vous êtes en face d'un budget que vous n'allez pas réaliser. Certes la hausse des taux a été bénéfique, mais la production diminue. La grande crainte aujourd'hui réside dans la perspective d'une crise économique. Le cas échéant, on pourrait avoir une baisse du taux d'emploi. Aujourd'hui, des clients particuliers freinent leurs dépenses d'eux-mêmes, mais s'ils perdent leur boulot... C'est pour cela que nous disons que le gouvernement doit notamment faire quelque chose pour éviter les faillites dans le secteur de la construction.

Les banques luxembourgeoises sont de plus en plus concurrencées par les fonds de pension allemands, selon un courtier d'athome Finance. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Je crois que, d'une manière globale, la concurrence sur le marché luxembourgeois est assez intense pour que les banques offrent les meilleurs taux possibles. Maintenant si les clients sont refusés ici et vont à l'étranger, il faut savoir qu'un bailleur de fonds qui intervient pour l'acquisition d'un bien à Luxembourg, doit respecter la réglementation luxembourgeoise. J'ignore si ces structures ont un agrément pour faire ce business au Luxembourg et si elles respectent nos règles. Je ne peux qu'inviter les clients à bien vérifier les conditions générales, car il me semble qu'elles ne soient pas les mêmes qu'au Grand-Duché. Par exemple, si tout se passe très mal, la vente forcée est le dernier outil que la banque luxembourgeoise utilise ici. De l'autre côté de la frontière, les ventes forcées sont déclenchées plus systématiquement. Le courtier veut faire le deal pour sa commission. Rien d'autre ne l'intéresse.

Comment l'ABBL envisage-t-elle l'évolution du marché immobilier ?

L'attrait du Luxembourg reste intact. On a un solde migratoire positif. L'augmentation des taux a fait chuter la demande et l'offre. Ceux qui peuvent se permettre de ne pas mettre en vente un bien attendent. Cela permet une stabilisation. À la fois les acquéreurs et les vendeurs vont à terme revenir sur le marché. Au niveau des prix, il va y avoir des ajustements selon les régions, mais surtout en qualité. Un bien de 100 m² classe énergétique G non rénové va maintenant coûter beaucoup moins cher qu'un bien de la même taille en classe A dans la même rue. Les gens ne seront plus prêts à payer le même prix.

Un marché normal en somme...

Tout à fait. Avant chaque crise tout le monde investit dans l'immobilier si bien que n'importe quel bien dans un petit patelin vaut le même prix qu'à Bonnevoie ou à Merl. Le banquier va dire mais qu'achetez-vous ? Est-ce que c'est rénové etc.? Ils l'ont toujours fait. Mais là, un ajustement va se faire.

Comment les banques pourraient-elles jouer un rôle dans la politique du logement ?

Via le Klima-prêt qui est mis en place et que les banques soutiennent. Mais pour aller encore plus loin nous revendiquons du futur gouvernement une diminution du besoin de fonds propres pour des prêts immobiliers en rénovation. Le cas échéant les

banques pourraient consentir des prêts moins chers aux clients. C'est, dans l'absolu, une bonne chose pour le portefeuille des banques au niveau de leur expositions aux risques environnementaux et pour l'écologie. Si vous souhaitez que les banques participent à cette transition énergétique, il faut nous donner les moyens pour ce faire.

Que demande l'ABBL à ce sujet en cette année électorale ?

On propose un partenariat public-privé pour construire des logements abordables et loger les jeunes talents. Le terrain serait mis à disposition par l'État. La banque financerait la construction. Celle-ci serait remboursée par le loyer par les jeunes talents qui y habitent. Il s'agit de créer du logement

abordable pour toute l'économie. Tous les secteurs ressentent un besoin de main d'œuvre. Après, les revendications tournent principalement autour de l'attraction et la formation des talents.

Mais tout ne va pas si mal. Bank of London vient d'annoncer sa venue et le recrutement de 300 personnes.

Vous avez raison, mais il faut garder à l'esprit que cette banque a dans ses rangs quelqu'un de très influent qui milite pour le Luxembourg (Norbert Becker, ndlr). Puis il y a Bank of America, qui se déploie en Europe, y compris au Luxembourg. Les banques suivent les clients corporate et privés. Le Luxembourg a une carte à jouer en tant que place financière en Union européenne. Mais nous sommes en concurrence avec d'autres pays. ●

Banques résilientes, ménages vulnérables

La Banque centrale européenne a annoncé (BCE) ce jeudi relever ses taux directeurs de 25 points de base, accentuant encore sa hausse des taux historique. La CSSF et la BCE opèrent « un suivi rapproché » du risque lié à l'exposition des banques à ce brusque changement des taux d'intérêts, informe Claude Wampach, responsable de la supervision bancaire route d'Arlon. La part des crédits immobiliers pèse quarante pour cent du volume total, soit 16,5 milliards d'euros. Selon les derniers chiffres de la CSSF, les crédits sont majoritairement souscrits à taux variable, 55 pour cent au deuxième semestre de l'année dernière. « Leur part a augmenté dans les flux, signe que les nouveaux emprunteurs sont souvent réticents à fixer leurs taux d'intérêt à des niveaux élevés plus longtemps et optent pour le choix un peu plus attractif mais incertain du taux variable », explique Claude Wampach au Land.

Le directeur « supervision » dit ne pas observer, « pour l'instant, de matérialisation significative du risque en termes d'expositions non performantes ». Le ratio des non-performing loans serait tout juste passé à 1,4 pour cent pour les ménages, soit à peine trois points de base du dernier trimestre de 2022 au premier de cette année. Claude Wampach précise que les banques maintiennent des coussins de fonds propres « élevés » pour faire face

à une nouvelle probable détérioration du risque de crédit liée à la hausse des taux, l'inflation et à la dégradation de la conjoncture, synonyme de nouvelle baisse des taux. Et faut-il craindre la situation sur le marché de l'immobilier professionnel ? Fin 2022, les prêts accordés aux promoteurs représentaient trente pour cent de l'ensemble des prêts destinés à l'acquisition de biens immobiliers commerciaux, soit 6,4 milliards d'euros empruntés aux établissements de crédits locaux. 18 pour cent sont des prêts portant sur des biens immobiliers, existants ou non, acquis pour exercer l'activité commerciale de l'acquéreur. 51 pour cent sont des prêts visant l'acquisition de biens immobiliers déjà existants. Au cours de la deuxième partie de l'année dernière, seuls 1,02 pour cent des prêts destinés à l'acquisition de biens immobiliers étaient non-performants.

La CSSF ne s'inquiète pas d'un retournement du marché immobilier et d'un effondrement des prix. En tout cas pas pour les banques. Le régulateur estime une surévaluation des prix des logements autour de 7,4 pour cent (selon une modélisation interne). « Bien qu'une forte correction des prix nous semble peu probable, compte tenu du déficit structurel de l'offre, nous pensons qu'une modération peut être souhaitable car elle augmentera l'accessibilité au marché », écrit Claude Wampach au Land. Selon

le règlement européen sur les exigences de fonds propres, les banques doivent surveiller la valeur de la propriété de manière « fréquente », avec un minimum d'une fois tous les trois ans pour ce qui est de l'immobilier résidentiel. Elles ont aussi l'obligation d'effectuer une surveillance plus fréquente lorsque les conditions de marché changent fortement. En outre, la CSSF effectue un test de résistance pour les banques actives sur le marché immobilier résidentiel domestique. Même sous des scénarios extrêmes (par exemple une baisse de prix nominal de 25 pour cent accompagnée d'une augmentation à dix pour cent du taux de défaut), les banques luxembourgeoises se montreraient résilientes, principalement en raison de leurs ratios de capitaux propres élevés ainsi que des ratios loan-to-value plus stricts à l'octroi des prêts qui ont été introduits à partir de 2021. Claude Wampach s'inquiète toutefois d'un risque du côté de certains de leurs clients. : « Des poches de vulnérabilités peuvent exister pour les ménages avec un levier important et/ou des revenus faibles », dit-il. Les difficultés rencontrées par les ménages pour financer un bien provoquent une chute de la demande. « Les bilans des banques ont tendance à diminuer tandis que les provisions pour couvrir les pertes de crédit devraient augmenter, mais ce risque ne s'est pas matérialisé », complète la CSSF. pso



LEITARTIKEL

Bettel an Bettel

Peter Feist

Presserats-Präsident Roger Infalt hat recht: Was mit DP-Premier und Medienminister Xavier Bettel Ende voriger Woche abgemacht wurde, ist „ein großer Schritt nach vorn“. Berufsjournalist/innen sollen ein Zugangsrecht auf Informationen öffentlicher Einrichtungen erhalten. Das heißt: ein spezifisches Zugangsrecht. Vor den Wahlen 2018 hatte das Parlament das „Transparenzgesetz“ verabschiedet. Ohne Unterschiede zu machen, gibt es allen Bürger/innen ein Recht, „administrative Informationen“ zu erhalten. Von Ministerien und Verwaltungen, aber auch von Staatsrat oder Rechnungshof zum Beispiel.

Doch das kann schwierig sein. Was „administrative Informationen“ sind, ist nicht ganz klar. Die Herausgabe darf einen Monat dauern, bei Bedarf zwei. Sie kann aus diversen Gründen verweigert werden. Etwa wenn die betreffende Verwaltung meint, die nationale Sicherheit stehe auf dem Spiel, oder es gehe um „Vertrauliches“ oder um interne Verwaltungsverfahren. Beschwerden nimmt die Commission d'accès aux documents entgegen, doch die hat die Informationen selber nicht und kann schlecht einschätzen, ob eine Anfrage zu weit geht. Kann sein, am Ende bleibt nur der Gang vors Verwaltungsgericht. Was Zeit und Geld kostet.

Die Scheintransparenz ist ein Erbe des CSV-Staats. Die Diskussion um den Informationszugang ist fast 20 Jahre alt. 2004 hatten die – damals drei – Journalistengewerkschaften sie losgetreten. CSV-Premier Jean-Claude Juncker und seine Medienminister ließen sich auf die Gespräche ein, die sich, mit langen Unterbrechungen, über zwei Legislaturperioden hinzogen. Einem spezifischen Informationszugang für die Presse zustimmen wollte Juncker nie. „Transparenz für alle“ diente als Vorwand, um sie einzuschränken. Xavier Bettel sah das nicht viel anders: Für das 2018 verabschiedete Transparenzgesetz hatte er 2015 den Entwurf im Parlament eingereicht. In seinem Ansatz unterschied dieser Text sich wenig von dem, den Juncker Anfang 2013 hinterlegt hatte. Zu stark durchlüften wollte die liberale Koalition den CSV-Staat nun auch wieder nicht.

Für die Presse soll sich das nun ändern: Wird eine Information angefragt, die in einem Dokument steht, das auch Dinge enthält, die nicht kommuniziert werden sollen, würden diese Passagen unleserlich gemacht. Und die Zugangskommission bekäme die betreffenden Dokumente obligatorisch, so dass sie aufgeklärte Entscheidungen treffen und ihrem Daseinsgrund gerecht werden könnte. Vorausgesetzt natürlich, der „große Schritt“ bleibt nicht nur auf dem Papier stehen. Der Wahltermin ist nahe genug, dass im Medienministerium lediglich an einem Vorentwurf für eine Gesetzesänderung gearbeitet wird, den die nächste Regierung sich zu eigen machen kann oder nicht. Xavier Bettel hat eine Note an den nächsten *formateur* aufgesetzt, damit dieser dem Vorentwurf Beachtung schenkt.

Man versteht natürlich: Premier Bettel schreibt in erster Linie an *formateur* Bettel, wenn sich das nach den Wahlen so ergibt. Es ist dem gewieften Machtpolitiker durchaus zuzutrauen, dass er die Arbeitsgruppen-Gespräche über den Informationszugang für Journalist/innen inhaltlich und zeitlich so gestaltete, dass sich aus ihnen kein Gesetzentwurf mehr ergeben musste, sondern sich ein Wahlkampfversprechen auf einen DP-Staat ergab, der transparenter wäre als irgendeine Wiederkehr des CSV-Staats mit Luc Frieden an der Spitze. Sich selber setzt Bettel politisch freilich unter Druck: Einen Rückzieher hinter die Zusage von vergangener Woche könnte eine weitere Regierung mit ihm an der Spitze sich kaum erlauben. Die Note ist schon geschrieben und wurde vorigen Freitag vom Regierungsrat angenommen.

Die ganze Diskussion hat aber noch eine weitere Facette. Die Arbeit der Presse erleichtern zu wollen, ist das eine. Transparenz für alle Bürger/innen herzustellen, das andere. Vergessen werden darf nicht, dass die aktuelle Regelung weit weg ist von einer wie dem *Freedom of Information Act*, wie er in den USA für die gesamte Öffentlichkeit gilt. Meint die nächste Regierung es ernst mit der Transparenz, müsste sie auch daran gehen, sie für alle Bürger/innen zu verbessern. Angefangen mit den Zuständigkeiten der Beschwerdekommmission.

POLITIK

„Die CSV ist schwach!“

„Gambia“ sagte Fernand Kartheiser viel seltener als „CSV“, als er am Dienstag beim Bilan parlementaire der ADR nur kurz bilanzierte, dafür eine Wahlkampfred e hielt. Am Wahlprogramm der ADR wird noch geschrieben, doch offenbar will sie mal konservativer, mal liberaler als die CSV, in deren Fahrwasser Richtung Kammerwahlen manövrieren. Im Wählerreservoir der Christsozialen fischen, aber zugleich Schnittmengen mit ihnen pflegen, damit sich vielleicht eine Koalitionsfrage stellt. Die gutbürgerliche Fassade störten am Dienstag Nachfragen zu Macheten-Alain im SS-T-Shirt. Viel lieber sprach Kammergruppenchef Kartheiser von gesellschaftlichem und fiskalischem Konservatismus: Vom „ADR-Elterngeld“ statt „Abschaffung der Familie durch eine einheitliche Steuerklasse“. Vom fehlenden „Sputt“ für eine große Steuerreform, es sei denn, man stelle die Schuldengrenze infrage, „wie nun sogar die CSV“. Kein Spitzensteuersatz für Großverdiener, „wie die CSV will“, und weg mit den Plänen für Steuern auf braches Bauland und leere Wohnungen: Für Wohnungsbau müsse eine „freie Wirtschaft“ sorgen. Dass die ADR „Frieden in Europa“ will, Kartheiser sich aber gern an ihren „langen und intensiven Krieg“ für ein Verfassungsreferendum erinnert, sieht widersprüchlich aus. Doch bei Bedarf nicht viel Wert auf ideologische Kohärenz zu legen, ist der Politikfundus der ADR, und weil 2018, „auch die CSV“ ein Referendum versprochen hatte, will die ADR diesen Wortbruch weiter gegen sie verwenden und um die Stimmung hochzuhalten, noch vor den Wahlen einen alternativen Verfassungsvorschlag machen, Gesetzesvorschlag für ein Referendum inklusive. „Die CSV ist schwach!“, sagte Kartheiser, und wenn Luc Frieden behaupte, die ADR vertrete „extreme Positionen“, sollte er bedenken, „dass die CSV sogar für die allgemeine Impfpflicht war“ (Foto: Sven Becker). pf

des opportunités manquées sur certains sujets, la légalisation du cannabis et surtout une importante réforme fiscale. Même si le LSAP ne veut pas parler de coalition future avant la soirée du 8 octobre, il envoi e tout de même des signaux à l'extérieur et accorde des bons points aux partenaires de coalition. « Nous avons bien travaillé ensemble, sans agitation, sans décisions rapides, mais avec prudence, dans le calme, dans le dialogue. » Le désamour est en revanche affiché vis-à-vis de Luc Frieden et du CSV qui sont finalement les plus souvent cités dans le discours. En ligne de mire, les questions fiscales : « C'est déjà la troisième fois que Monsieur Frieden dit quelque chose sur les impôts et c'est la troisième fois qu'il se trompe complètement », envoi e Yves Cruchten à propos du taux d'imposition maximal. Il ne ferme évidemment pas la porte à un partenaire de coalition potentiel, sachant que lors des négociations « chaque parti doit mettre de l'eau dans son vin ». Entre les lignes, le chef de fraction a laissé entendre qu'il verrait bien le ressort du Logement passer dans les mains des socialistes, faisant référence aux succès politiques de Benny Berg, dernier ministre du Logement issu du LSAP. C'était en 1979 ! fc

Le LSAP distribue les points

Traditionnel exercice que celui du bilan de fin d'année pour les députés. Un peu plus rare quand il s'agit du bilan d'une législature et que les élections approchent. Lundi, devant la presse, le chef groupe parlementaire LSAP, Yves Cruchten, a distribué les bons et les mauvais points comme un professeur à l'heure de la remise des bulletins. Coup de cœur d'abord pour l'action de certains ministres, socialistes bien sûr, Taina Bofferdin g et Paulette Lenert en tête. La bonne santé économique du pays, malgré les crises sanitaire, énergétique et inflationnaire est saluée, mais le nom du ministre de l'Économie n'apparaît pas de le discours. Joutant la carte de l'honnêteté, il note « peut mieux faire » sur le livret de son parti, pointant

bei der parlamentarischen Bilanzpressekonferenz seiner Partei am Freitag vergangener Woche nicht nennen. Eine schriftliche Anfrage des *Land* ans CSV-Generalsekretariat, welche Kommunikationsstrategie die Partei damit verfolgt, blieb unbeantwortet. pf

Die Abgeordneten von Déi Lénk beklagten auf ihrer Bilanzpressekonferenz am Dienstag im Café Indi e's die Untätigkeit der Kammer in sozialen Fragen. Was darauf zurückzuführen sei, dass die Zusammensetzung des Parlaments längst nicht mehr die der Gesellschaft widerspiegle, sagte Nathalie Oberweis. Myriam Cecchetti wehrte sich gegen die von den großen Parteien immer wieder bemühte Zuschreibung der Linken als „extreme“ Partei, während David Wagner die Versäumnisse der Regierung in den letzten fünf Jahren in der Wohnungsbau- und Steuerpolitik aufzählte. Marc Baum versprach, Déi Lénk werde als erste Amtshandlung nach den Wahlen die Einsetzung eines parlamentarischen Untersuchungsausschusses beantragen, um die Profiteure unter den Promotoren und Baufirmen ausfindig zu machen, die die Konkurrenzbehörde in ihrem rezenten Bericht als mitverantwortlich für die Wohnungsnot ausmacht. Die im Wahlprogramm der Linken geäußerte Forderung nach der Auflösung der Nato relativierte David Wagner am Dienstag auf *Land*-Nachfrage. Vor dem Hintergrund des Ukraine-Krieges sei es keine aktive Forderung, generell stelle sich die Frage aber immer wieder: Dass die Linke sich schwer tut, in dieser Angelegenheit eine eindeutige Position zu entwickeln, liegt auch an ihrer Geschichte und ihrer basisdemokratischen Funktionsweise. Ihre Mitglieder sind, wenn es um die Nato geht, gespalten. ll

Ehe gewählt wird

Erst im September werden die Wähler/innen die Programme aller Parteien zu den Kammerwahlen studieren können. Bislang haben LSAP, Grüne, Linke und Fokus ihre Programme ins Netz gestellt. Das der DP gehe am heutigen Freitag Nachmittag online, teilte die Parteizentrale auf Anfrage mit. Die ADR will ihr Programm Ende August publik machen. Über das der Piraten soll am 31. August ein Nationalkongress abstimmen. Die KPL geht zurzeit davon aus, ihr Programm Anfang September zu publizieren. Am wenigsten festlegen will sich die CSV, die bisher zehn „Wahlprioritäten“ bekannt gemacht hat. Ein Datum für die Veröffentlichung des gesamten Programms wollte Spitzenkandidat Luc Frieden

bei der parlamentarischen Bilanzpressekonferenz seiner Partei am Freitag vergangener Woche nicht nennen. Eine schriftliche Anfrage des *Land* ans CSV-Generalsekretariat, welche Kommunikationsstrategie die Partei damit verfolgt, blieb unbeantwortet. pf

Profiteure benennen

Die Abgeordneten von Déi Lénk beklagten auf ihrer Bilanzpressekonferenz am Dienstag im Café Indi e's die Untätigkeit der Kammer in sozialen Fragen. Was darauf zurückzuführen sei, dass die Zusammensetzung des Parlaments längst nicht mehr die der Gesellschaft widerspiegle, sagte Nathalie Oberweis. Myriam Cecchetti wehrte sich gegen die von den großen Parteien immer wieder bemühte Zuschreibung der Linken als „extreme“ Partei, während David Wagner die Versäumnisse der Regierung in den letzten fünf Jahren in der Wohnungsbau- und Steuerpolitik aufzählte. Marc Baum versprach, Déi Lénk werde als erste Amtshandlung nach den Wahlen die Einsetzung eines parlamentarischen Untersuchungsausschusses beantragen, um die Profiteure unter den Promotoren und Baufirmen ausfindig zu machen, die die Konkurrenzbehörde in ihrem rezenten Bericht als mitverantwortlich für die Wohnungsnot ausmacht. Die im Wahlprogramm der Linken geäußerte Forderung nach der Auflösung der Nato relativierte David Wagner am Dienstag auf *Land*-Nachfrage. Vor dem Hintergrund des Ukraine-Krieges sei es keine aktive Forderung, generell stelle sich die Frage aber immer wieder: Dass die Linke sich schwer tut, in dieser Angelegenheit eine eindeutige Position zu entwickeln, liegt auch an ihrer Geschichte und ihrer basisdemokratischen Funktionsweise. Ihre Mitglieder sind, wenn es um die Nato geht, gespalten. ll

Roy Redings Gefolge

Das Virus, das aus den Medien und Politik weitgehend

verschwunden ist, lebt in der Bewegung „Liberté – Fräiheet“ als gemeinsames Feindbild weiter. Der Abgeordnete Roy Reding vereint hinter sich stolze Impfgegner wie Chantal Reinert, die sich während der Pandemie einen Namen gemacht hatte. Auf *Facebook* gibt sie kund: „Ich bin on fire, um einen Teil dazu beizutragen, damit die Menschen da draußen feststellten, dass die Politik, Medien, Pharma und Krieg nicht da sind, um uns gut zu tun.“ Mit auf der Wahlliste dieser postpolitischen Bewegung sind außerdem ADR-Aussteiger, wie der CFL-Angestellte Steve Schmitz und der Landwirt Guy Arend. sm

Die CGFP hat gefragt

In einer Sonderausgabe ihres Gewerkschaftsorgans *Fonction publique* listet die CGFP die Antworten der Parteien zu „Wahlprüfsteinen“ auf. Sie hebt hervor, dass alle neun befragten Parteien (die vier großen, sowie Linke, ADR, Piraten, Fokus und KPL) sich gegen Austerität aussprechen und für eine „umfassende Steuerreform zur finanziellen Entlastung der Privathaushalte“, die „gleich zu Beginn der nächsten Legislaturperiode in Angriff“ genommen würde. Dass auch die ADR das so sieht, verwundert angesichts der Aussagen ihres Kammergruppenchefs bei der parlamentarischen Bilanzpressekonferenz. Ob sie die automatische Anpassung der Steuertabelle an die Inflation „in vollem Umfang“ umsetzen würden, beantworteten LSAP und Grüne mit keinem klaren Ja oder Nein, die Piraten mit Nein, alle anderen Parteien mit Ja. Einer Index-Deckelung, einer Verschiebung oder Streichung von Index-Tranchen erteilen Fokus und Piraten keine „Absage“, die anderen Parteien tun das. KPL und Linke können sich vorstellen, dass nicht allein die CGFP Verhandlungen über die „Allgemeininteressen“ des öffentlichen Dienstes führt. Fokus würde den öffentlichen Dienst weiter für Nicht-Luxemburger/innen öffnen, die CSV schließt punktuelle Öffnungen nicht aus. pf

D ' L A N D



Mario Hirsch

studierte Recht und Politologie in Paris. Als Student verfasste er Aufsätze zur Politik. Journalistisch hatte er bereits als Jugendlicher gearbeitet, vor allem für das *Wort* und das *Land*. Er hätte eine wissenschaftliche Karriere beginnen können, etwa beim CNRS. Stattdessen ging er 1974 als 25-Jähriger zurück nach Luxemburg und wurde Redenschreiber für DP-Premier Gaston Thorn. Unter Léo Kirsch wurde er Ende der Siebzigerjahre Mitglied der *Land*-Redaktion, Anfang der Achtziger Berater des Satellitenfernseh-Geschäftsmanns Clay T. Whitehead. Von 1986 bis 1996 war Hirsch Sekretär der DP-Kammerfraktion (das 1992 privat aufgenommene Foto stammt aus dieser Zeit). 1997 war er Verbindungsmann der Luxemburger EU-Präsidentschaft zum EU-Sondergesandten für den Friedensprozess im Nahen Osten, Miguel Angel Moratinos. Bei all diesen Karrierestationen war Hirsch eher Akademiker und produktiver Autor denn ein Politikangestellter, schon gar nicht war er ein begabter Manager. Seine Berufung zum Geschäftsführer und Chefredakteur des *Lëtzebuurger Land* 1998 erwies sich als eine problematische Entscheidung. Im Laufe der Jahre häuften sich Konflikte mit der Redaktion, die im Sommer 2006 zu seinem Ausscheiden beim *Land* führten. Mario Hirsch wurde Direktor des Institut Pierre Werner und blieb es bis 2011. Am Montag dieser Woche verstarb er im Alter von 74 Jahren. pf

Blog

Verwaltung der Armen

Peter Feist

Die Revis-Evaluation zeigt: Corinne Cahen hätte sich die Reform sparen und einfach das RMG für Familien mit Kindern erhöhen können



Wo es wenig zu verdienen gibt: Horeca, Putzjobs, Kisten schleppen

Sie war die vielleicht wichtigste Pressekonferenz, die DP-Familienminister Max Hahn gab, ehe das Sommerloch sich auftut und anschließend der Wahlkampf beginnt: Am Freitag voriger Woche wurde Bilanz zum Revis-Gesetz gezogen. Für Hahns Vorgängerin Corinne Cahen war die Reform des RMG zum Revis eines der wichtigsten Projekte der Legislaturperiode bis 2018. Sie selber sei, erklärte sie bei der Lesung des Revis-Gesetzesentwurfs am 10. Juli 2018 in der Abgeordnetenkammer, „ganz vill op den Terrain“ gegangen. Und: „Dêi sozial Inklusioun ass ons ganz, ganz, ganz wichtig.“

Sie klappt bloß nicht so richtig. Wahrscheinlich nicht. Ganz genau lässt sich das nicht sagen, obwohl die Generalinspektion der Sozialversicherung (IGSS) und das Forschungszentrum Liser fünf Berichte über das am 1. Januar 2019 in Kraft getretene Revis geschrieben haben. Das liegt auch daran, dass die Jahre 2019 bis 2021 betrachtet wurden, zwei Jahre Covid also, in denen vieles anders lief. Da war es vielleicht ein Glück, dass die blau-rot-grüne Mehrheit in der Kammer vor fünf Jahren die Motion des CSV-Abgeordneten Marc Spautz verwarf, der eine Evaluation schon nach zwei Jahren Revis wollte und nicht erst nach drei, wie die DP-Fraktion vorschlug und sich damit durchsetzte.

Mit Sicherheit lässt sich sagen, dass Revis-Bezieher/innen mit Kindern höhere Zuwendungen erhalten. Das war eines der Hauptziele der Reform. Dazu wurden die Maximalbeträge der *allocation d'inclusion* erhöht, die im RMG *allocation complémentaire* hieß. Für Alleinerziehende mit einem Kind wurde das Maximum um 17,1 Prozent erhöht, woraus sich Anfang 2019 in der Tabelle 273 Euro monatlich mehr ergaben. Für zwei Erwachsene mit einem Kind wurden 8,8 Prozent mehr festgeschrieben; 206 Euro mehr laut Tabelle. Bei jedem weiteren Kind im Haushalt gelten entsprechend höhere Maximalbeträge.

Dass in der Praxis tatsächlich mehr Geld fließt, denn nicht immer wird die höchstmögliche *allocation* zuerkannt, hat die IGSS in einer Simulation ermittelt. Sie verglich, welche Hilfen 2021 pro Haushaltstyp im Schnitt eines Monats flossen und welche es im RMG-System gegeben hätte. Alleinerziehende mit einem Kind erhielten demnach dank der Reform im Schnitt 19,8 Prozent oder 192 Euro monatlich mehr, zwei Erwachsene mit einem Kind durchschnittlich 6,2 Prozent oder 81 Euro mehr. Mit weiteren Kindern nahmen die Hilfen zu, wie das in der Reform geplant war.

Revis-Bezieher/innen ohne Kind erhalten im Vergleich zum RMG weniger. Alleinlebende im Schnitt minus 50 Euro im Monatsschnitt, ein Haushalt aus zwei Erwachsenen 158 Euro weniger. Auf den ersten Blick sieht das ungerecht aus, auf den zweiten wird es komplizierter. Die *allocation d'inclusion* soll ein Zusatz sein, ein *complément*, wie es im RMG hieß. Am besten soll der Weg aus dem Revis auf den ersten Arbeitsmarkt führen. Und sollte das nicht gleich klappen, würden die Revis-Bezieher/innen so gut wie möglich „aktiviert“. Dass für Personen ohne

Nach der Revis-Logik ist schon eine „Aktivierung“ zum working poor auf dem ersten Arbeitsmarkt ein Erfolg

Kinder die Maximalhilfe um rund anderthalb Euro stieg, war vielleicht einem Zählfehler in der Revis-Software zu verdanken. Dass die tatsächlichen Zusätze an sie sanken, folgt der Logik, sie im Vergleich zum RMG wirksamer zu „aktivieren“. Es gehe darum, „de Betroffenen ze hëllef, erëm selwer hieft Liewen ze meeschderen, an net, de Leit eng minimal Existenzgrondlag ze accordéieren, vun där si riskéieren ni méi fortzekommen“, hatte der DP-Abgeordnete Claude Lamberty, parlamentarischer Berichterstatter zum Revis-Gesetz, vor fünf Jahren in der Kammer erläutert.

Was das in der Praxis bedeutet, wird selbst durch die fünf Berichte nicht ganz klar. Ende 2015 bezogen 10 193 Haushalte ein *complément* aus dem RMG. 9 257 davon waren trotz beruflicher Aktivität arm. 2018 rechnete Cahens Vorgänger Marc Spautz, nun CSV-Oppositionsabgeordneter, im Parlament vor, damit blieben 7,2 Prozent der Haushalte zu „aktivieren“. Er fragte sich, „ob ee fir d'Éischt net hätt eppes misse maachen fir d'9 257“.

Eine berechtigte Frage. Doch während vor fünf Jahren im Parlament erwähnt wurde, dass 92,8 Prozent der RMG-Haushalte *working poor* waren, sucht man eine solche Auskunft in den Revis-Berichten vergeblich. Die IGSS schreibt, bis 2021 habe die Zahl der Revis-Haushalte auf 10 701 zugenommen. Dass drei von zehn keine anderen Einkünfte hatten als die *allocation d'inclusion*, bedeutet aber vermutlich nicht, dass es nun 60 Prozent weniger Haushalte gibt als 2015, die arm trotz Arbeit sind. Die IGSS erwähnt in einer Fußnote, „dans la catégorie ‚plusieurs catégories‘ autour de la moitié des communautés domestiques disposent d'un revenu du travail“. Weil in „plusieurs catégories“ 22 Prozent für das Jahr 2021 stehen, sind rund die Hälfte davon elf Prozent. Damit hätte der Anteil der *working poor* an Haushalten mit Beihilfe seit 2015 um etwa 50 Prozent zugenommen.

Nach der Revis-Logik ist die „Aktivierung“ bereits erfolgreich, wenn sie in eine Existenz als *working poor* auf dem ersten Arbeitsmarkt führt. Das RMG, in dessen Bezeichnung „Mindest“ stand, sollte die letzte Instanz des sozialen Netzes sein. Die Aktivierung laut Revis entspricht dem in Deutschland mit den Hartz-Reformen verfolgten Ziel, die „Restkapazitäten“ der Hartz-Empfänger/innen zu „mobilisieren“. In Deutschland kommt das Ziel hinzu, sie einem Niedriglohnsektor zuzuführen. In Luxemburg gibt es einen Niedriglohnsektor offiziell nicht, doch das Schema ist dasselbe: Horeca, Putzjobs, Kisten schleppen. Hierzulande scheint das Problem auch darin zu bestehen, dass zur „Aktivierung“ ein bürokratisches Ungetüm an Dienststellen geschaffen wurde, die sich gegenseitig behindern und ihren Klient/innen offenbar besser zu helfen imstande wären, wenn das Revis anders organisiert wäre.

Der Staatsrat hatte das in seinem Gutachten zum Revis-Gesetzesentwurf kommen sehen, als er schrieb, die geplante Organisation sei „zumindest komplex“. In der aktuellen Praxis führt der Weg nicht zunächst zu einer Sozialarbeiterin, wie im RMG, sondern zu einem Berater der Adem. Mit ihm wird ein Zehn-Punkte-Katalog abgearbeitet, der die Eignung für den ersten Arbeitsmarkt ermittelt. Niedrige Qualifikation senkt die *employabilité*, fehlende Kenntnis der landesüblichen Sprachen auch, ebenso Kinder im Haushalt oder eine lange Arbeitslosigkeit. Wer beim Zehn-Fragen-Test schlecht abschneidet, wird von der Adem zu einem Aris geschickt, einem *agent régional d'inclusion sociale*. Die Aris sind Angestellte der regionalen Sozialämter, unterstehen aber dem Onis, dem Office national d'inclusion sociale.

Wenn ganz pragmatisch ein Zugang zum ersten Arbeitsmarkt selbst dann eine Verbesserung der persönlichen Situation einer Person ist, wenn sie dann noch immer eine Revis-Hilfe bezieht, dann gibt zu denken, dass der Zehn-Punkte-Test nach Auffassung der Praktiker nur in „mehr als der Hälfte der Fälle“ für ausgekräftigt genug und die Hinzuziehung eines Sozialarbeiters für nützlich gehalten wird. So lief das beim RMG: Da ermittelte ein Sozialarbeiter die individuellen Stärken und Probleme eines Antragstellers. Festgestellt wird heute auch ein „manque de mesures adaptées aux profils spécifiques et hétérogènes et en terme de couverture géographique“. Worin vermutlich einerseits zum Ausdruck kommt, dass die „Aktivierung“ oft Personen mit Flüchtlingsstatut betrifft (sie machten 2021 offenbar einen beträchtlichen Teil der Revis-Bezieher/innen aus, aber die IGSS erläutert nicht, welchen genau). Andererseits wurde mit dem Revis die Möglichkeit abgeschafft, RMG-Bezieher für begrenzte Zeit und sozusagen testweise bei einem Arbeitgeber unterzubringen.

Verstärkt wurden mit dem Revis dagegen die Sanktionen. Wer zum Beispiel einen Termin bei der Adem nicht einhält, bekommt das Revis für drei Monate gesperrt. Wer daraufhin seine Miete nicht zu zahlen vermag, kann beim Sozialamt nach Nothilfe fragen. Im Liser-Bericht heißt es verklausuliert, „les sanctions sont jugées parfois justifiables, mais (...) contreproductives par rapport au fait de travailler sur la motivation intrinsèque des personnes bénéficiaires“. So dass Corinne Cahen sich die große Revis-Reform womöglich hätte sparen und stattdessen einfach die RMG-Beihilfensätze für Haushalte mit Kindern erhöhen können. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Präzedenzfall

Nächsten Monat soll eine Indexanpassung der Löhne an die Preissteigerung fällig werden. Sie müsste im September ausgezahlt werden. Das wäre die zweite beziehungsweise dritte für dieses Jahr. Seit 1984 gilt unausgesprochen, dass die Unternehmen höchstens eine Indexranche jährlich zahlen sollen.

Eine Indexmanipulation einen Monat vor den Kammerwahlen wäre politisch riskant. Deshalb bot die Regierung im März der Tripartite an: Der Staat kompensiert fünf Monate lang die Kosten der Indexranche.

Einen Tag vor dem Sommerurlaub verabschiedete das Parlament die Indexregelung. Mit 57 von 60 Stimmen. Die Abgeordneten räumten ein, dass sie den Kompensierungsmechanismus nicht verstanden haben.

Die Verstaatlichung der Indexranche geschieht mittels der Mutualité des employeurs. Die Gegenseitigkeitsversicherung wurde 2008 geschaffen. Als mit dem Einheitsstatut die Benachteiligung der Arbeiter bei der Lohnfortzahlung im Krankheitsfall abgeschafft wurde. Ihr Budget plant für dieses Jahr 134 Millionen Euro staatliche Zuschüsse. Nun kommen weitere hinzu.

Ab 1. Januar werden die nach der Gesundheitsschädlichkeit der Betriebe gestaffelten Beiträge zur Mutualité für ein bis drei Jahre gesenkt. Auch jener Betriebe, deren Indexbranchen ohnehin von der öffentlichen Hand übernommen werden. Sie sollen das Geld später über Behörden und Krankenversicherung zurückerstatten. Sie wären dumm, wenn sie es täten. Denn davon steht kein Wort im Gesetz.

Die Salariatskammer rechnet in ihrem Gutachten vor, dass fünf Monate Indexranche Mehrkosten von 12,5 Prozent der Lohnmasse bereiten. Die Beitragssenkung in den Risikoklassen zwei und drei mache 16,5 Prozent der beitragspflichtigen Lohnmasse aus. Die Berufskammer fragt in ihrem Gutachten die Allgemeinheit: „[F]inira-t-elle par surcompenser le coût de la tranche indiciaire [?]“ (S. 3) Nimmt die Lohnmasse zu, steigen die Kosten für den Staat. Dann muss das Gesetz geändert werden.

Um Waren und Dienstleistungen herstellen zu können, kaufen Unternehmen Arbeitskraft. Beschleunigt sich die Inflation, erhöhen sie den Preis ihrer Waren und Dienstleistungen. Sie müssten auch den Preis ihrer

Arbeitskraft erhöhen. Dank des staatlichen Zuschusses machen sie fünf Monate lang einen Extraprofit: Aus der Differenz zwischen höheren Verkaufspreisen und unveränderten Lohnkosten. Die „Fiche financière“ des Gesetzesentwurfs beziffert die Verstaatlichung der Indexranche auf 340,6 Millionen Euro. Das entspricht dem Extraprofit.

57 von 60 Abgeordneten stimmten der Indexkompensierung zu. Und räumten ein, dass sie sie nicht verstanden haben

Die Verstaatlichung von Lohnkosten privater Firmen ist nicht neu. Seit Jahrzehnten übernimmt der Staat Lohnbestandteile. Etwa bei der Einstellung von Leuten, die ihre Arbeitskraft unter dem Wert verkaufen sollen. 2019 verstaatlichte er zwei Drittel einer Mindestloohnerhöhung mittels eines Steuerkredits. 2022 schob er die fällige Indexranche auf und ersetzte sie durch einen Steuergeld für niedrige Einkommen.

Präzedenzfall ist, dass der Staat nicht nur Lohnbestandteile von Arbeitslosen, Behinderten, Mindestlohnbeziehern oder Niedrigverdienern bezahlt. Sondern dass er dies für alle Lohnabhängigen tut. Und für alle Unternehmen: Auch für die BGL und die Sparkasse. Sie meldeten gerade eine halbe Milliarde Euro Profite. Auch für die Bauträger. Deren Profite sich laut Autorité de la concurrence binnen eines Jahrzehnts verachtfachen. Auch für Amazon mit 3,2 Milliarden Dollar Profit binnen drei Monaten. Das ist das Gegenteil der sozialen Selektivität, die Sparpolitiker, Lobbyisten und Leitartikel sonst vom Index verlangen.

Die Handelskammer befürchtet in ihrem Gutachten, „qu'il sera difficile pour l'État de compenser de la sorte de futures tranches indiciaires de manière récurrente“ (S. 5). Der Präzedenzfall stellt den Staat vor eine große Herausforderung: Wie überzeugt er die Unternehmen, jemals wieder Lohnanpassungen aus der eigenen Tasche zu bezahlen? ● Romain Hilgert



Der Staat übernimmt Lohnbestandteile für alle

Unternehmen. Auch für Amazon mit 3,2 Milliarden Dollar Profit

binnen drei Monaten



Au camp Terraviva du LGS, à Ettelbruck, ce mardi

Scouts (pour) toujours

France Clarinval

Pour certains, le scoutisme est kitsch voire ringard. Il est pourtant perméable à l'ensemble de la société et les scouts ont une influence sur le monde politique et économique

On pourrait démarrer par une devinette : Quel est le point commun entre Djuna Bernard (déi Gréng), Carole Hartmann (DP), Sven Clement (Pirates) et Paul Galles (CSV) ? Tous ces hommes et femmes politiques sont passés par le scoutisme. Pas forcément en même temps, ni sous les mêmes couleurs, mais ils ont tous porté le foulard et en sont fiers. En fait, « plus de la moitié des députés sont liés au scoutisme », précise Djuna Bernard qui préside le Groupe interparlementaire du scoutisme, qui compte 33 membres (quinze du CSV, sept Déi Gréng, six DP, trois LSAP, un Pirate et une Déi Lénk). « Tous n'ont pas été scouts. Certains sont des parents de scouts, mais tous affichent une proximité avec le mouvement et ses valeurs. » Ce groupe informel se réunit deux fois par an, avec les cadres des deux fédérations de scoutisme. « Le but est de rester en contact avec le terrain, d'écouter les doléances des scouts et de voir comment on peut les aider », détaille la députée. Elle se souvient avoir rédigé des questions parlementaires sous l'impulsion de ces rencontres ou d'avoir nourri le débat sur la reconnaissance du bénévolat avec leurs remarques. Aucun autre mouvement, aucune autre association ne peut se prévaloir d'une telle présence auprès des législateurs. « Même le foot n'a pas une telle représentation. »

Le Luxembourg affiche sans doute l'un des plus hauts taux de députés passés par le scoutisme, mais il n'est pas le seul pays où les parlementaires revendiquent les valeurs de cet engagement. En témoigne la création en 1991 de l'Union parlementaire mondiale du scoutisme (ou World Scout Parliamentary Union, WSPU) qui regroupe des parlementaires du monde entier ayant une expérience personnelle scout, et qui souhaitent travailler à renforcer et à soutenir le scoutisme mondial. Son Assemblée constituante à Séoul rassembla soixante parlementaires et des dirigeants du scoutisme de 22 pays. Actuellement, une centaine de pays sont représentés à travers les associations parlementaires scouts nationales. Ce groupement ne cache pas ses objectifs en termes de lobbying. *wspu.info* note que de nombreux décideurs, dans les affaires, la politique, l'éducation ou d'autres domaines « reconnaissent au scoutisme le mérite de l'éducation qui les a aidés à devenir les dirigeants qu'ils sont ». L'organisation suppose qu'en retour « ces législateurs peuvent aider le mouvement scout, à atteindre ses objectifs en particulier à travers des lois qui concernent les jeunes, ainsi que d'autres qui intéressent les scouts, comme la législation sur l'environnement, la protection de l'enfance, la fiscalité des organisations à but non-lucratif... »

« Je ne crois pas que Corinne Cahen a vendu plus de chaussures parce qu'elle était scout »

Georges Krombach (Fnel)

Une influence que Djuna Bernard ne minimise pas : « Il est bien évident que les scouts constituent un réseau important de contacts qui peuvent jouer un rôle de facilitateur. Je n'ai pas besoin d'un Rotary ou d'un Lions pour cela. » Un réseau dans lequel les scouts puisent par exemple des professionnels qui leur viennent en aide plus ou moins ponctuellement. Ainsi, les médecins, cuistots, responsable financier ou membres du CGDIS qui viennent prêter main forte à l'organisation du camp « Terraviva » de la LGS (Lëtzeburger Guiden a Scouten, la plus grosse fédération du pays avec 5 000 membres), sont des anciens scouts. La bonne marche du camp, qui rassemble 410 enfants de onze à quatorze ans, 170 chefs et cheftaines qui les encadrent et 150 membres du staff, ne serait pas possible sans la mobilisation bénévole de ces dizaines de personnes. « À ceux qui ont été scouts, il n'est pas nécessaire d'expliquer nos valeurs et notre fonctionnement pour les convaincre de s'engager », explique Christopher Sirres, chef du camp. Il modère cependant l'importance des liens avec le personnel politique : « Le scoutisme fait partie des circuits courts typiques du Luxembourg, mais cela ne nous donne pas des autorisations plus facilement ou des passe-droits. »

L'importance du scoutisme ne passe pas inaperçue quand on sait que les deux fédérations luxembourgeoises de scouts – LGS et FNEL (Fédération nationale des éclaireurs et éclaireuses du Luxembourg, considérée comme plus libérale, 2 500 membres) rassemblent plus de 7 500 jeunes, à travers 85 groupes locaux. Autre marque de la place du scoutisme : le Grand-Duc héritier Guillaume, est depuis 2019 le Chef scout du pays, succédant à son grand-père, le Grand-Duc Jean qui a endossé ce rôle pendant plusieurs décennies.

« Le Luxembourg compte une grande tradition de scoutisme », confirme François Benoy (déi Gréng), toujours actif comme président de l'Amicale des guides et scouts du Belair. Il considère que cet engagement constitue « une école pour la vie » qui l'a « fortement marquée ». Le député estime aussi que l'apprentissage auprès d'autres jeunes, par l'expérience et le modèle, forge des individus tournés vers l'action et le concret.

Avec ses camps, sa méthode éducative basée sur le jeu dans la nature, le bénévolat et l'autonomie, le scoutisme développerait une certaine appétence pour l'engagement dans la vie publique et des carrières politiques. « C'est un espace d'apprentissage et d'expérimentation du politique, à travers une forme d'auto-organisation qui valorise l'autonomie, la discussion et la prise de responsabilités dès le plus jeune âge », note Maxime Vanhoenacker, sociologue français à la tête d'une vaste étude sur le scoutisme et la politique. Il parle d'une « ENA buissonnière » (École nationale d'administration) en pointant que Jacques Chirac, Lionel Jospin, Simone Veil ou Michel Rocard ont été louveteaux, jeannettes, guides ou scouts. Formant à la responsabilisation, le scoutisme initie également à l'exercice démocratique. Chacun apprend à s'exprimer en public, à écouter l'autre et à respecter sa parole. « Il s'agit de faire travailler les gens ensemble, les embarquer dans une direction commune, d'apprendre à coopérer », indique l'Organisation mondiale du mouvement scout (OMMS). Elle insiste sur le fait que chaque jeune est appelé à formuler une promesse devant les autres. « Par cet acte, il choisit d'orienter sa vie selon des valeurs. Une expérience structurante pour ensuite s'engager dans le monde. » « L'idée de rendre service et d'être un bon citoyen fait partie intrinsèque du scoutisme, comme le renvoie la citation de Robert Baden-Powell, fondateur du scoutisme en 1907, 'Essayez de quitter ce monde en le laissant un peu meilleur que vous ne l'avez trouvé', appuie le chef du camp Terraviva. On peut aussi citer les devises qui illustrent l'apprentissage progressif du service des autres : « De notre mieux » pour les louveteaux (de huit à douze ans), « Toujours prêt » pour les scouts (de douze à 17 ans) et « Rendre service » pour les routiers (de 18 à 22 ans).

Cependant, le scoutisme se veut apolitique, « il n'est pas question de donner des recommandations de vote », insiste Djuna Bernard. « Nous veillons à séparer la politique du foulard », confirme Georges Krombach. Le patron du cigarettier Heintz van

Landewyck est aussi le Président national de la Fnel. Il explique que les discussions sur des sujets de société qui se tiennent entre scouts ne doivent pas signifier un engagement partisan, « comme à la buvette du club de foot ». À quarante ans passés, il est toujours animé par le même enthousiasme vis-à-vis du scoutisme et des relations qu'il y a tissées. « Ce sont les personnes avec lesquelles j'ai grandi. Quand on a écopé la pluie qui entrainait dans la tente, construit des cuisines en bois ou marché des kilomètres ensemble, on reste proche. On par-

tage les mêmes souvenirs, les mêmes émotions et les mêmes valeurs » confie-t-il. Georges Krombach suppose que ces relations facilitent parfois la marche des affaires – « ça humanise les discussions de business » – mais ne pense pas que l'influence économique soit essentielle – « je ne crois pas que Corinne Cahen a vendu plus de chaussures parce qu'elle était scout ». L'ancien président de la Fédération des jeunes dirigeants d'entreprise voit cependant le scoutisme d'un bon œil quand il s'agit de recruter quelqu'un. « Les activités associatives sont déjà un signe d'engagement. Le scoutisme ajoute des compétences indispensables comme l'intelligence émotionnelle ou le leadership. On apprend à analyser des situations difficiles, à trouver des solutions et à mobiliser les équipes. »

La mention des activités scouts feraient donc bon effet sur un cv, à condition que le recruteur connaisse et apprécie ce mouvement de jeunesse. « Au Luxembourg, l'image des scouts est plutôt bonne et s'est améliorée pendant le covid où les jeunes ont fait des courses pour des personnes âgées ou distribué des masques », note Georges Krombach. Il pointe une importante différence avec la France où certains mouvements qui s'autoproclament scouts flirtent avec l'extrême droite et l'intégrisme catholique, ce qui a écorné l'image du scoutisme. Il ajoute que les scouts affichent une volonté d'inclusion et reflètent l'aspect international du Grand-Duché. Ainsi, la LGS compte un groupe lusophone (Saint-Alphonse) depuis 1982, tandis qu'à la Fnel, Telstar accueille les anglophones et Robert Schuman les francophones. « Ce sont les deux groupes les plus importants et où il y a une liste d'attente » précise le président.

En 2011, François Benoy s'intéressait à l'image des scouts dans son travail Gilwell, *Die öffentliche Wahrnehmung der LGS und ihre Folgen*. Il s'agit d'une sorte de mémoire réalisé à l'occasion de la formation la plus haute pour devenir chef d'une branche. « Il reste quelques clichés par rapport au lien à l'église, mais la LGS est de plus en plus séparée de la religion. » Matthieu Schmit, chargé de direction de la Fondation LGS confirme : « Aujourd'hui, le catholicisme ne joue plus un grand rôle. L'accent est davantage mis sur le développement personnel des jeunes, ce qui inclut la spiritualité personnelle de l'individu. » Il ajoute qu'un groupe de scouts musulman, Arche de Noé, est inclus dans la LGS depuis 2015. Une équipe d'animation spirituelle est d'ailleurs présente sur l'actuel camp Terraviva où une messe a été célébrée dimanche dernier. Le président de la Fnel s'amuse d'une « saine rivalité » en pointant : « il y a toujours une croix dans le logo de la LGS ! » Les deux fédérations de scouts ne sont finalement pas très éloignées l'une de l'autre. Elles bénéficient toute deux de conventions avec le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse qui leur permet d'employer des administrateurs permanents. Elles participent à l'éducation informelle et offrent sensiblement les mêmes expériences aux jeunes. « La plupart des gens choisissent un groupe en fonction de la proximité de leur domicile », croit savoir Georges Krombach. ●



La prise de responsabilité commence tôt

„Dat war zu eiser Zäit anescht“

Luc Laboulle

Frank Engels Fokus positioniert sich gesellschaftspolitisch als reaktionäre Partei und hofft, damit kleinbürgerliche Boomer anzusprechen

Facebook Am Samstagmorgen stellte Frank Engel, Sprecher und nationaler Spitzenkandidat von Fokus, auf dem Nationalkongress im Hotel Legère in Munsbach eine Motion vor, die nicht in das Wahlprogramm aufgenommen wird. Sie diene lediglich dazu, die Kleinpartei gesellschaftspolitisch zu positionieren. In der Motion nimmt Fokus Stellung zu „Debatten“, die in den vergangenen Wochen vor allem auf Facebook und in den Kommentarspalten von rtl.lu geführt wurden (die Frank Engel regelmäßig verfolgt, wie er am Samstag gestand): Die vom ADR-Vizepräsidenten Tom Weidig ausgelöste Polemik um die Lesung einer Drag Queen in der Escher Stadtbibliothek, gendergerechte Sprache in Schulbüchern, „d'Aufhübschung vun der Geschicht mat méi weibleche Protagonisten, déi dommerweis an der Geschicht net do waren“, sagte Frank Engel. Diese Themen seien legitime Anliegen von bestimmten Leuten, die der Meinung seien, dass sie eine wichtige Sache verfolgten, aber es gebe genauso viele Leute, die sich fragten, was das mit ihnen zu tun habe. Zur freien Meinungsäußerung gehöre, sagen zu dürfen, man befürworte solche Lesungen nicht und gehe dort auch nicht hin: „Wir wollen nicht in eine Situation kommen, in der wir uns in den sozialen Medien ständig damit auseinandersetzen müssen, dass die einen gut, richtig und progressiv sind, und die anderen eine Bedrohung für die Demokratie, weil sie bestimmte Entwicklungen nicht nachvollziehen können.“ „Die anderen“, unter denen auch zehntausende Migrant/innen mit religiösen Überzeugungen seien, die „wir“ während Jahrzehnten aufgenommen hätten, seien keine Gefahr für die Demokratie, sondern nur auf einem Standpunkt, der, wenn man nicht aufpasse, sich ganz schnell verdichte in die massive Unterstützung von Parteien, die wirklich zu einer Bedrohung für die Demokratie werden könnten, mutmaßte Engel. Die politischen Schlüsse, die in der Motion aus dieser Argumentation gezogen werden: Eltern sollten wieder mehr Eigenverantwortung bei der Betreuung ihrer Kinder übernehmen, die Schulen sollten sich auf die Vermittlung von Wissen und Kompetenzen beschränken, ohne sich ständig darüber Gedanken zu machen, ob ihre Ansätze und Inhalte „richtig“ seien.

Die Motion, die vom Kongress einstimmig angenommen wurde, ist in mehreren Hinsichten aufschlussreich. In einer mutmaßlich vernünftigen und diplomatischen Sprache übernimmt sie die Positionen, die auch die ADR zu diesen Themen vertritt: Die Auseinandersetzung mit Gender- und LGBTQI+-Themen würde Kinder verwirren; Frauen und People of Colour kämen nur selten in Geschichtsbüchern vor, nicht weil sie jahrhundertlang unterdrückt wurden und die Geschichte vor allem von weißen, heteronormativen Cis-Männern geschrieben wurde, sondern weil sie eben nichts geleistet hätten. Den Begriff der Inklusion kehrt Engel in sein Gegenteil um, indem er suggeriert, die progressive Gruppe sei mindestens genauso zahlreich und mächtig wie die wertkonservative und müsse daher auf die Gefühle dieser Rücksicht nehmen. In der Motion wird behauptet, „Genderthemen“ würden den Kindern in der Schule (und Erwachsenen in den sozialen Medien) gegen ihren Willen aufgezwungen und LGBTQI+-Personen, Antirassistinnen und Feministinnen seien schuld am Erstarken nationalistischer und faschistischer Bewegungen: „Komm mer passen e bësselchen op, wéi mer mateneen ëmginn a wéi mer Leit behandelen, déi soen, do sënn Entwëcklungen ënnerwee, déi mer net méi novollzéien, dat war zu eiser Zäit anescht a mer gesinn och net, firwat dat haut muss sënn“, meinte Engel. Diese Diskussionen änderten ja auch nichts daran, dass „wir“ nicht eine Wohnung mehr gebaut, nicht einen Jungen mehr zu einem besseren Diplom geführt, keinen schneller zur Arbeit gebracht hätten. Fokus sei eine liberale Partei der Mitte, jeder solle leben, wie er es für richtig halte, aber das gelte eben auch für Menschen, die fänden, dass man Liberalismus, Progressismus und „alle anderen Ismen“ übertreiben könne.

Status Mit dieser Motion hat Fokus, die im Februar 2022 als „pragmatische und ideologiefreie“ Partei gestartet war, sich am Samstag unmissverständlich im gesellschaftspolitisch reaktionären Spektrum rechts von der CSV verortet. Vielleicht dachte sie, sie müsse das tun, weil sie mit der von Roy Reding nach seinem Austritt aus der ADR gegründeten Partei Liberté-Fräiheet vergangene Woche eine Konkurrentin bekommen hat, die ähnliche Anschauungen vertritt. In den Biografien von Frank Engel und Roy Reding lassen sich durchaus Parallelen beobachten. Beide haben ihr politisches Engagement in linken politischen Bewegungen begonnen, um dann ins rechte Lager zu wechseln. Im Unterschied zu Fokus will Liberté vor allem Anhänger/innen von Verschwörungsideologien und Gegner/innen der Corona-Maßnahmen ansprechen, die seit dem Ende der Pandemie nach politischen Inhalten suchen. Fokus ist in dieser Hinsicht moderater, sie bleibt innerhalb der Grenzen des demokratischen und parlamentarischen Diskurses und wirbt um gestandene Wähler/innen aus der *Petite Bourgeoisie*: Klein- und mittelständische Unternehmer/innen, Selbstständige, Privatbeamt/innen, leitende Angestellte, Anwälte, Lehrer/innen, denen die ADR zu rechtsextrem und die CSV gesellschaftspolitisch zu liberal geworden ist.

Neben der Motion hat der Fokus-Kongress am Samstag ein „Update“ des bereits im März veröffentlichten Wahlprogramms (*d'Land*, 14.04.2023) angenommen, das die wahlstrategische Ausrichtung auf das Kleinbürgertum und auf Kleinkapitalisten noch einmal bekräftigt. In diesem Update fordert Fokus beispielsweise eine staatliche Garantie für Freiberufler bei der Vergabe von Immobilienkrediten, die gegenüber Staatsbeamten von den Banken benachteiligt würden. „Et kann net sënn, datt herno (...) jonk Leit forcéiert ginn quasi, an de Staatsdëngscht, an den öffentlichen Dëngscht ze goen, nëmme well se sech Gedanke man, wéi se ier-



Fokus-Mitglieder warten am Samstag in Munsbach auf ihren Spitzenkandidaten für ein Gruppenbild

Die Vorschläge und Ideen von Fokus sind nicht auf ein anderes Gesellschaftsmodell ausgerichtet, sie zielen in erster Linie darauf ab, innerhalb eines festgesteckten, wertkonservativen und kleinkapitalistischen Rahmens den Anschein von Veränderung zu erwecken

gendwann ihr Immobilien solle finanzieren an en Immobilienkredit solle kriegen“, meinte Generalsekretär Gary Kneip. In die gleiche Logik reht sich die Forderung ein, dass für ein Darlehen von einer Million Euro das Eigenkapital nicht höher sein darf als 75 000 Euro. „Sech e Patrimoine ze konstituieren“ sei ein „fundamentales Recht“, verkündete Engel. „Wann de Revenu net duer geet, ass dat déi eng Saach, mee wann et de Status ass, da geet dat net.“ Umsetzen will Fokus diese Forderung, indem sie „mit den Banken spricht“.

Dass die Kleinbourgeoisie die gleichen Rechte haben soll wie die Großbourgeoisie, drückt sich auch in der Forderung aus, den Verkauf von Immobilien infolge einer Erbschaft von der Besteuerung des Mehrwerts zu befreien. Davon betroffen seien nämlich vor allem „kleine“ Erben, die etwa zu dritt ein Haus erben und zur gerechten Aufteilung des Erbes das Haus verkaufen müssten, während „große“ Erben dazu nicht gezwungen seien, etwa wenn sie zu dritt drei Häuser erben. Als CSV-Präsident war Frank Engel noch für die Einführung der Erbschaftssteuer in direkter Linie, inzwischen plädiert er für ihre „vollständige Abschaffung“. Diese Kapitulation rechtfertigte er am Samstag damit, dass eine vernünftige Debatte über die Erbschaftssteuer in Luxemburg nicht möglich sei.

Engel-Partei Auf ihrem letzten Kongress Mitte März hatte Fokus sich gegen den Vorwurf gewehrt, sie sei die „Frank-Engel-Partei“. Ihr Wahlprogramm hatte sie vor allen anderen Parteien vorgestellt, mit Slogans wie „Mut zur Veränderung“ versucht sie ihrem Anspruch gerecht zu werden, die politische „Mitte“ mit neuen Ideen „aufzumischen“, wie ihr Präsident Marc Ruppert am Samstag darlegte. Die Gemeindewahlen, die Fokus als Testlauf für die Kammerwahlen bestritt, brachten ihr nur wenig Zustimmung. In allen drei Gemeinden, in denen sie antrat, blieb sie unter drei Prozent; Frank Engel hatte nicht kandidiert. Unklar ist, wie viele Unterstützer Fo-

kus hat. Marc Ruppert sprach am Samstag von 250 Mitgliedern und Sympathisanten, im April hatte Engel im Gespräch mit dem *Land* noch behauptet, es seien 600.

Oberstes Ziel von Fokus ist es, am 8. Oktober einen Sitz in der Abgeordnetenversammlung zu ergattern. Um dieses Ziel zu erreichen, gibt die Partei sich Mühe, „anescht ze sinn, anescht ze handeln“, und sich formal „vom Einheitsbrei der anderen Parteien“ abzugrenzen. „Dat gëtt et nëmme bei Fokus“, skandierte Frank Engel nach jeder Wahlforderung, die er am Samstag vorstellte. Ihre Vorschläge und Ideen sind nicht auf ein anderes Gesellschaftsmodell ausgerichtet, sie zielen in erster Linie darauf ab, innerhalb eines festgesteckten, wertkonservativen und kleinkapitalistischen Rahmens Aufmerksamkeit zu erregen und den Anschein von Veränderung zu erwecken. Die von Fokus geforderte Direktwahl des Bürgermeisters und des Premierministers in einem separaten Wahlgang bedeute eine „erhebliche Stärkung des Parlaments und der Gemeinderäte“, behauptet Fokus und sieht davon ab, dass bereits im aktuellen Wahlsystem in den allermeisten Gemeinden und auch bei Nationalwahlen der Kandidat mit den meisten Stimmen die Exekutive leitet. Die Einführung eines bürgerlichen Diensts von neun Monaten für Menschen zwischen 16 und 30 Jahren mag vielleicht jene überzeugen, die den moralischen Verfall der „Jugend von heute“ beklagen, was über „zusätzliche Orientierung und Erfahrungen“ hinaus damit erreicht werden soll, führt die Partei nicht weiter aus.

Was Fokus mit ihrer Forderung bezwecken will, den „100 000 Lëtzeburger am Ausland“ das passive Wahlrecht zuzugestehen, geht ebenfalls nicht aus dem Programm hervor. Zwei Abgeordnete will die Partei unter den Luxemburger/innen wählen lassen, die in anderen EU-Staaten leben, zwei weitere unter denen, die in Drittstaaten wie beispielsweise Brasilien zuhause sind. Von den meisten Entscheidungen, die das Parlament trifft, sind sie nicht oder nur unmittelbar tangiert, eine Diaspora im eigentlichen Sinne bilden sie nicht, sie sind nur selten in Gemeinschaften organisiert. Engel begründete die Forderung am Samstag mit dem Argument, sie seien „gutt Ambassadeuren“. Ob das sie dazu berechtigt, in die Abgeordnetenversammlung gewählt zu werden? Wahrscheinlicher ist, dass Fokus mit dieser Forderung bei Luxemburger/innen im Ausland Stimmen sammeln möchte. In demokratischer Hinsicht sinnvoller ist sicherlich die Forderung nach dem Wahlrecht für Nicht-Luxemburger/innen, das Fokus, im Gegensatz zur Linken, nur für EU-Bürger/innen öffnen möchte.

Mit der ADR teilt Fokus die Rhetorik der Ablehnung von „Wachstum“. Allerdings sei Fokus keine „Anti-Wachstums-Partei“, unterstrich Engel, sie sei nicht grundsätzlich dagegen, doch es löse viele Probleme nicht, beispielsweise in den Bereichen Bildung, Familienpolitik, Umwelt, Mobilität und Wohnungsbau. Die vom CSV-Spitzenkandidaten Luc Frieden geforderte allgemeine Steuererhöhung sei „Schwachsinn“, denn das dadurch angestrebte höhere Wirtschaftswachstum reiche lediglich um die Folgekosten des Bevölkerungswachstums – den Ausbau der Infrastruktur – zu decken. Friedensmodell benötige „75 000 Leit pro Legislaturper-

iod“, damit werde der 750 000-Einwohner-Staat 2028 erreicht und „d'Lëtzeburger ginn zur Minoritéit an hirem eegene Land“. Statt Wachstum will Fokus sparen, indem sie keine zusätzlichen Polizist/innen einstellt, politische Nominierungen im Staatsapparat abschafft und die „permanente Überschreitung von Kostenvoranschlägen“ unterbindet.

Die Wohnungskrise will die Partei mit einer „emphyteutischen Offensive“ lösen, die aber inzwischen nur noch halb so umfangreich ausfällt wie noch vor vier Monaten: 25 000 Wohnungen in Erbpachtverträgen wolle sie in der nächsten Legislaturperiode bauen – wenn es sein müsse, auch außerhalb der Bauperimeter, betonte Engel. Im März wollte er noch 50 000 Wohnungen bauen. In der Energie- und Klimapolitik erkennt Fokus den menschengemachten Klimawandel an, ist für Elektromobilität, aber gegen das Verbrenner-Aus bis 2035, weil „wir“ bis dahin vielleicht Technologien gefunden haben, „die Verbrenner emissionsfrei machen“. Vor allem ist Fokus aber für „Wasserstoff als regenerative und umweltfreundliche Energiequelle“, was nicht zuletzt damit zusammenhängt, dass Engel seit über einem Jahr hauptberuflich Hydrogen-Lobbyist ist. Ein bitterer Beigeschmack bleibt auch, wenn der in der Alten- und Krankenpflege als Unternehmer tätige Gary Kneip (seine Firma heißt „Liewen doheem“) mehr „Fürsorge daheim“ bei der Vorstellung des Wahlprogramms fordert.

Auffangbecken Personell unterscheidet sich Fokus von ihren direkten Konkurrentinnen vor allem dadurch, dass sie ein Auffangbecken für enttäuschte Politiker/innen aus anderen bürgerlichen Parteien ist. Von den zehn Mitgliedern des Exekutivkomitees waren fünf vorher bei der DP und drei bei der CSV aktiv. Vor den Gemeindewahlen sind viele aus der ADR hinzugestoßen, in der Hauptstadt der ehemalige Befehlshaber der Armee, Mario Daubenfeld, in Differdingen ist im März ein halbes Dutzend Kandidaten übergelaufen. Von ihren zwölf Spitzenkandidat/innen in den vier Wahlbezirken – jeweils vier im Süden und Zentrum, jeweils zwei im Osten und Norden – verfügen die meisten trotzdem nicht über politische Erfahrung. Außer dem früheren grünen Escher Gemeinderat und Ko-Spitzenkandidat im Süden, Luc Majerus, bekleidete bislang keiner von ihnen ein kommunal- oder nationalpolitisches Amt. Marc Ruppert, Ko-Spitzenkandidat im Zentrum, war immerhin von 2015 bis 2017 Generalsekretär der DP, Gary Kneip (Süden) trat 2017 als Spitzenkandidat für die DP in Käerjeng an, wurde jedoch nicht gewählt. Deshalb ruhen alle Hoffnungen von Fokus auf dem früheren EU-Abgeordneten und CSV-Präsidenten Frank Engel. Und auf Fernand „Bim“ Diederich, langjähriger Bürgermeister von Colmar-Berg und von 2004 bis 2013 LSAP-Abgeordneter im Parlament. Spitzenkandidat ist er zwar nicht, doch er wird wohl der erfahrenste Politiker auf den Wahllisten von Fokus sein. Die Hauptmotivation des 78-Jährigen, für Fokus zu kandidieren: Er möchte verhindern, dass die neue Piraten-Bürgermeisterin von Colmar-Berg, Mandy Arendt, im Zentrumsbezirk in die Kammer gewählt wird. Am 8. Juni hatte sie in der Majorzgemeinde 28 Stimmen mehr bekommen als er. Diese Art von Ressentiment dürfte Diederich mit vielen anderen Fokus-Kandidat/innen teilen. ●

Eskapismus

Sarah Pepin

Im Speckgürtel der Hauptstadt entwickelt sich eine neue Art des urbanen Campingtourismus. Ein Besuch in Alzingen und Kockelscheuer

Lieselotte und Leif sitzen am Tisch ihres Wohnmobils, vor ihnen Gouda-Scheiben, Marmelade, Toastbrot. Draußen regnet es, gemütlicher könnte es an einem Montagmorgen nicht zugehen. Seit Anfang des Monats haben die beiden ihre Heimat Silkeborg in Dänemark verlassen, um durch Europa zu tuckern, seit drei Tagen sind sie auf dem Camping Bon Accueil in Alzingen stationiert. Sie sind seit Kurzem im Ruhestand, mit dem Camper Van durch die Gegend fahren, gehört aber schon länger zu ihrem Lebensstil: Es ist das fünfte Wohnmobil in ihrem Besitz. Zum letzten Mal haben sie das Großherzogtum besucht, als sie 18 Jahre alt waren. Leif, rosa T-Shirt und Schnurrbart, kennt sich mit den Mobilien aus, zwei Jahre lang verkaufte er sie. Seine Frau und er schwärmen von den schönen Bauten in der Stadt, vom Großherzog und dem gratis öffentlichen Transport. Sie wollten sich unbedingt in Stadtnähe niederlassen.

Der Campingtourismus boomt, und das nicht nur im Ösling und Müllerthal, wo die meisten der Campingplätze angesiedelt sind (von insgesamt 78 befinden sich 51 in den Kantonen Wiltz, Diekirch, Vianden und Echternach). Insgesamt ist man landesweit in dieser Saison mit 0,6 Prozent Zuwachs wieder über dem Prä-Pandemie Tourismusniveau, was die Übernachtungen angeht – auf dem Camping deuten die Reservierungen der nächsten Monate auf eine Steigerung von über zwölf Prozent gegenüber dem Jahr 2019 hin. Seit etwa zwei Monaten zeigt auch die kleine Anzeigetafel außerhalb des Campings in Alzingen schon *Complet* an. Allmorgendlich fahren slowenische, polnische, finnische Wohnmobile aus der Anlage. Die dann doch berechtigte Frage, die sich aufdrängt: Was treibt diese Menschen bloß dorthin? Jean Theis (CSV), Präsident des Fremdenverkehrsvereins Hesperingen und Mitglied des Gemeinderats, erkennt eine andere Klientel in den Menschen, die hier mit ihren Zelten und ihren Wohnmobilen einchecken. „Generell gibt es etwas mehr Durchgangsverkehr auf diesem Camping und weniger Feriengäste“, erklärt er. Während in Esch/Sauer die Zelte eher für zwei Wochen aufgeschlagen werden, ist hier Stadttourismus angesagt. Zwischen einer und drei Nächten würden die Touristen übernachten, viele auf der Durchreise gen Süden.

Seit 1967 existiert das Campingfeld, über das das *Luxemburger Wort* damals schrieb: „(Es) wird nicht nur der Gesunderhaltung unseres Volkes, sondern darüber hinaus auch der Intensivierung des Tourismus und des Europagedankens förderlich sein.“ An einen Ausbau der Tourismusinfrastruktur hatte der Schöffenrat der Speckgürtelgemeinde bislang noch nicht gedacht – nun sollen Investitionen wie ein Haus neben der Schlossruine, das den Geschichtsfrönn Hesper zur Verfügung gestellt wird, und der geplante Fahrstuhl zum Stadion Hollerschbiert, den „Lokaltourismus anregen“.

Unweit von Lieselotte und Leif sitzen Chelsea und Difani vor ihrem Zelt auf Klappstühlen und schlürfen Kaffee mit UHT-Milch. Das holländische Paar, um die 30 Jahre alt, besucht Luxemburg bereits zum siebten oder achten Mal, wegen der „guten Straßen“. Sie zeigen auf ein hinter ihnen geparktes Motorrad. Auf einem GPS haben sie sich etliche Strecken mit einer Länge zwischen 200 und 240 Kilometern markiert, die sie jeden Tag zurücklegen, ins Ösling oder nach Trier entlang der Mosel. Da sie „so alt dann doch noch nicht sind“, gehen sie abends noch in die Bars der Hauptstadt.

Alain Krier, Marktforscher bei der nationalen Promotionsagentur Luxembourg for Tourism, gibt an, immer mehr Millennials hätten Camping als Reiseform für sich entdeckt. Waren es früher zumeist Menschen im Ruhestand und junge Familien, die ihr Zelt aufschlugen oder ih-

ren Camper abstellten, spricht man derzeit auch eine jüngere Altersklasse an; sicherlich nicht zuletzt wegen der Art und Weise, wie die Reiseform in den sozialen Medien vermarktet wird: als ultimative Freiheit an der frischen Luft. Krier stellt einen Trend des „Zurück zur Natur“ fest, den Wunsch, mehr Zeit draußen zu verbringen. Dieser Wunsch kann in den vergangenen Jahren zumindest zum Teil mit der Angst vor einer Covid-Ansteckung erklärt werden – die *New York Times* nannte das Ganze „isolationistisches Reisen“ – bisher ist jedoch kein Abebben dieses Trends erkennbar.

Vergangenen Sommer gab es laut Statec 54 Prozent mehr Campingübernachtungen als im Vorjahr. Allein die Jugendherbergen haben mit einer Steigerung von 139 Prozent noch mehr zugelegt. Auch in Deutschland haben sich die Übernachtungen in den letzten zwanzig Jahren knapp verdoppelt und lagen 2022 bei über 40 Millionen. Der Deutschen Presse-Agentur sagte der Geschäftsführer des Bundesverbandes für Campingwirtschaft, Christian Günther, er sehe eine Entwicklung hin zu einem „Massenphänomen“.



Freiheit auf Rädern. Szene auf dem Camping Kockelscheuer

Insgesamt ist das Wlan-Passwort die erste Priorität der Camping-Ankömmlinge

Ähnliches lässt sich in den Vereinigten Staaten beobachten, wo sich das Suchtpotenzial des Campings herauschält: Laut der Organisation Campgrounds of America hat sich seit 2014 dort die Zahl derer, die mehr als dreimal im Jahr auf diese Weise verreisen, um 174 Prozent gesteigert.

Montagnachmittag auf dem Camping Kockelscheuer. Die Regenwolken verziehen sich langsam, schüchtern scheint die Sonne. Margo Struik, die den Campingplatz seit 2019 gemeinsam mit ihrem Partner betreibt, hat viel zu tun: Ein Caravan nach dem anderen kommt am Eingang neben den adrett gepflegten Blumenbeeten an, um sich für die Nacht auf einem der 160 Stellplätze niederzulassen. Den Andrang könne man nicht mehr vergleichen, jeden Tag sei seit Pfingsten ausgebucht gewesen. Dabei gebe es die ältere Generation, die in der Vor- und Nachsaison stärker vertreten sei, und die jüngere, die in den Schulferien nun hier einen Zwischenstopp einlege, um den Palast und die Kasematten zu besichtigen.

Vergangenes Jahr verzeichnete die Betreiberin über 60 000 Übernachtungen auf ihrem Cam-

pingplatz, dieses Jahr werden es mehr. Alle Staatsbürgerschaften sind vertreten, wobei sie derzeit eine holländische Flagge aufhängen könnte, sagt sie und streicht sich die rosa-lila gefärbten Haare lächelnd aus dem Gesicht. Die neue Generation sei anspruchsvoller geworden. Auch aus diesem Grund habe man das Angebot ausgebaut, Schlaffässer gebaut und ein Restaurant neben der Rezeption eröffnet. „Die Menschen erwarten sich den gleichen Luxus, den sie auch zuhause genießen.“ Formel-1-schauen und Videocalls gehören für viele dazu. Zwischen den Boomern und den Millennials käme es gelegentlich zu Reibungen, da erstere letzteren vorwerfen, weniger sozial zu sein. Insgesamt sei das Wlan-Passwort die erste Priorität der Ankömmlinge, sagt Margo Struik. Durch die zahlreichen einzelnen Übernachtungen sei es zurzeit schwieriger, eine familiäre Atmosphäre entstehen zu lassen.

Die unterschiedlichen Generationen kann sie mit einem Blick gut unterscheiden: jene, die sich in der Pandemie einen Van gekauft haben, und jene Camper, die seit Jahrzehnten unterwegs sind. Ökonomische Faktoren spielen bei der Reiseform scheinbar weniger eine Rolle, schaut man sich die Preisklassen der abgestellten Reisebusse und Vans an. Zwar kostet eine Nacht samt Stellplatz und Strom für zwei Personen in Kockelscheuer nur 24 Euro – ein „einfacher“ VW California samt Zelt auf dem Dach aber mindestens 65 000 Euro. Für eines der beliebten Carthago Wohnmobile muss man Minimum 100 000 Euro hinlegen, für einen Reisebus mit Lounge der gleichen Marke gleich das Doppelte. Das Luxussegment wird von Morelo besetzt, Einstiegspreis 190 000 Euro – der teuerste Grand Empire Liner (mit einer Länge von zwölf Metern, eingebautem Auto-Platz, Fernseher, Fußbodenheizung und Regendusche) kostet stolze 830 000 Euro.

Der Tourismusminister Lex Delles (DP) hat den Trend zum Camping (und Glamping, der populären Mischung aus Glamour und Camping) erkannt. Investitionshilfen fließen an Campingplätze, wenn sie neu eröffnen, renoviert oder ausgebaut werden, erläutert Damien Valvasori, Sprecher des Tourismusministeriums. Die diversen Kampagnen wie „Lëtzebuerg, dat ass Vakanz“, der Velosummer und der Gepäckträgerservice movewecarry würden die Campingunternehmen indirekt unterstützen, indem sie neue Kund/innen anziehen. Die Campingplätze hätten auch mittlerweile die Möglichkeit, sich nach Horesca-Kriterien und von der Generaldirektion für Tourismus klassieren zu lassen „um an Attraktivität zu gewinnen“.

Ein sympathisch gedeckter Tisch steht vor einem rustikalen Wohnmobil aus den 90er-Jahren. Harald sitzt auf einem seiner Campingstühle, seine zweieinhalbjährige Enkelin turnt um ihn herum. Die kleine Naima wohnt in Luxemburg, ihr Großvater besucht sie zum dritten Mal aus Köln. Die französische Campingkultur gefällt ihm und seiner Frau am besten, da es dort viele kleine Plätze gebe, die sogenannten *campings municipaux*, die meist weniger als 50 Stellplätze anbieten, erzählt er. Eigentlich ist der Campingplatz Kockelscheuer ein eher untypischer Ort für sie, doch die Familie wohne mitten in Luxemburg-Stadt. Später gehe es weiter zum Gardasee, um weitere Verwandte zu besuchen.

Sebastian Reddeker, Generaldirektor von Luxembourg for Tourism, erklärte kürzlich im RTL-Interview, eine Strategie bestehe auch darin, die Menschen dazu zu bewegen, ins Großherzogtum zurückzukehren. Zumindest auf den Campingplätzen in Alzingen und Kockelscheuer geht das auf, bestätigen Jean Theis und Margo Struik: Viele jener, die gen Süden unterwegs sind oder eine Rundreise machen, übernachten auf ihrem Heimweg wieder auf den beiden Urban-Campingplätzen. ●

Une sortie du charbon à reculons

Milica Cubrilo-Filipovic et Simon Rico

La Serbie reste l'un des dix pays les plus dépendants au monde du charbon pour son électricité. Ces dernières années, la Chine a même redonné de l'avenir à ce combustible fossile. La transition verte ne s'opère que sous la pression de l'UE

« En ce moment, beaucoup de gens s'intéressent au charbon en Serbie. On dirait que ça sent le sapin pour nous. » Milan Radovanović est contremaître dans une des immenses mines à ciel ouvert de la Kolubara, propriétés d'Elektroprivreda Srbije (EPS), la compagnie nationale d'électricité. Il fait aussi partie des dirigeants de la section locale Mines et énergie du syndicat Nezavisnost (Indépendance). Quand ce sexagénaire a commencé sa carrière de gueule noire, la Yougoslavie socialiste s'enfonçait vers l'abîme. Depuis, il a tout connu : les guerres, les sanctions internationales et l'interminable transition néolibérale. Dans le grand bureau enfumé du syndicat à Lazarevac, la principale ville de la Kolubara, ses camarades partagent la même inquiétude. Les anciens comme les plus jeunes. « On sait bien que la stabilité de l'approvisionnement énergétique ne peut s'appuyer que sur le charbon ou le nucléaire », clame l'un d'eux avec aplomb. « La Serbie n'a pas de nucléaire, mais d'importantes réserves de lignite : le pays doit donc miser sur cette ressource pour garantir son indépendance. On l'a bien vu durant l'embargo des années 1990, nous manquions de tout, sauf de courant. »

La Kolubara, c'est la grande région minière de la Serbie, à une heure d'autoroute au Sud de Belgrade. Ses six puits de surface fournissent plus de 70 pour cent du lignite consommé par les six centrales thermoélectriques du pays, bâties du temps de la Yougoslavie socialiste, entre 1956 et 1987. Le reste du charbon serbe vient de la région de Kostolac, à une centaine de kilomètres à l'Est, près du Danube. Dans l'histoire récente de la Serbie, la Kolubara occupe une place particulière. À l'automne 1914, c'est ici que l'armée royale remporta ses premières batailles face à l'Autriche-Hongrie. Des victoires héroïques, vite devenues des symboles de fierté nationale, et qui le sont encore. Personne n'a oublié non plus que la grande grève des dizaines de milliers de mineurs de charbon a largement contribué à la chute du régime autoritaire de Slobodan Milošević lors de la révolution du 5 octobre 2000. Malgré l'envoi de la police et de l'armée, jamais ils n'ont cédé. Aujourd'hui, les mineurs de la Kolubara sont de nouveau entrés en résistance. Ces dernières semaines, ils se sont mis en grève contre le changement de statut de leur employeur. Le gouvernement de la très libérale Ana Brnabić s'apprête en effet à privatiser la compagnie nationale EPS. Un premier pas en vue de l'ouverture du marché de l'énergie à la concurrence, comme le prévoit le processus d'intégration à l'Union européenne.

« La transition énergétique que les Européens tentent de nous imposer ne fera qu'appauvrir encore un peu plus la Serbie », se désespèrent Milan Radovanović et ses camarades de la Kolubara. Aujourd'hui, le prix moyen du kWh est de 0,09 euro, l'un des plus bas d'Europe, garanti grâce aux mines de lignite et aux vieilles centrales yougoslaves. Mais aussi au fait qu'aucune taxe ne vise, pour l'instant, ce combustible particulièrement polluant. Selon les calculs du syndicat Nezavisnost, les tarifs pourraient vite passer à 0,28 euros en vue de décarboner le mix énergétique de la Serbie. « Vu les salaires, à peine 400 euros en moyenne, il sera alors impossible de payer les factures d'électricité. »

Le mythe du charbon se fissure Et pourtant, la filière charbon semble mal en point. En 2022, les autorités de Belgrade ont même dû importer pour plus d'un milliard d'euros de lignite et d'électricité chez leurs voisins à cause d'une série de graves dysfonctionnements dans les centrales et les mines publiques. « Tout cet argent aurait permis à la Serbie de construire de nombreuses sources d'énergies renouvelables », déplore Zorana Mihajlović, qui était alors ministre de l'Énergie. Pour revenir à l'équilibre après cette année noire, les tarifs d'électricité ont déjà dû augmenter : une hausse de dix pour cent du kWh a été appliquée en janvier dernier et une hausse de 24 pour cent échelonnée en trois étapes est prévue jusqu'en mai 2024. Même si cette grave crise a commencé à sérieusement ébranler le mythe, le charbon reste incontournable. « On a l'impression d'en être resté aux schémas des années 1970, sauf que les temps ont changé. Aujourd'hui, on vit à l'heure du réchauffement climatique », s'agace Mirko Popović, le directeur du RERI, la principale ONG écologiste de Serbie. « La Serbie a pris beaucoup de retard », confirme un expert de la délégation européenne à Belgrade, sous couvert d'anonymat. « C'est très récemment que les autorités ont fini par comprendre que le charbon n'avait plus beaucoup d'avenir et que la transition vers les énergies renouvelables devenait inévitable. »

Des (non) choix lourds de conséquences

Depuis la fin de la Yougoslavie socialiste, la Serbie a en effet préféré faire l'autruche, sur le mode un tiens (le charbon) vaut mieux que deux tu l'auras (l'éolien et le solaire). Le traumatisme de l'embargo des années 1990 a sûrement renforcé cette stratégie. Résultat : plus de trois décennies après, son mix énergétique n'a pas bougé d'un iota, ou à peine. Le charbon en représente toujours près de 70 pour cent et l'hydro environ un quart. Malgré une hausse substantielle ces cinq dernières années, l'éolien et le solaire, ensemble, dépassent à peine les trois pour cent. La ministre serbe de l'Énergie, Dubravka Đedović, a beau clamer que la part du renouvelable est supérieure à la moyenne européenne, c'est oublier un peu vite que la pollution engendrée par la production électrique serbe est l'une des pires d'Europe. Son ratio d'émissions de CO₂ par kWh atteint les 626 grammes, c'est-à-dire le niveau moyen (641) des pays de l'Union européenne en 1990, presque deux fois plus qu'aujourd'hui (334). Concernant le dioxyde de soufre, c'est encore pire. En 2020, ses six centrales à charbon en ont rejeté plus que toutes celles de l'Union européenne, selon le réseau écologiste Bankwatch.

Cette année-là, la Serbie s'est retrouvée à la neuvième place mondiale, la première en Europe, des pays où la pollution tue le plus. Face à la vague de panique qui avait alors saisi la population, le président Aleksandar Vučić s'était voulu rassurant. Il ne s'agissait là que des « conséquences de l'accroissement du niveau de vie des citoyens serbes ». La facture sanitaire de la pollution émise par les centrales électriques au charbon est pourtant salée. Les experts de Bankwatch l'ont évaluée à 2 326 décès, 666 939 journées de travail perdues, pour un total supérieur à cinq milliards d'euros.

Malgré ces avertissements, les autorités font la sourde oreille. En 2021, l'homme fort de Belgrade vilipendait même le « djihad vert » alors que les premiers « soulèvements écologiques » secouaient la Serbie. « Nous devons augmenter la part du renouvelable, mais la situation actuelle montre que notre décision de ne pas fermer nos mines [de lignite] était intelligente », fanfaronnait-il un peu plus tard, quand les prix de l'énergie commençaient à s'envoler. Sans manquer de dénoncer vigoureusement les « acteurs extérieurs » qui poussent pour que « la Serbie renonce aux richesses de son sous-sol ». « Depuis l'époque Milošević, on entend les mêmes discours anti-occidentaux se répéter », remarque Mirko Popović du RERI. « On prétend que l'Union européenne voudrait nous imposer ses valeurs. Cela ne vaut pas seulement pour les droits humains, c'est pareil pour l'économie ou l'environnement. On ré-

En 2020, la Serbie s'est retrouvée à la neuvième place mondiale, la première en Europe, des pays où la pollution tue le plus

pète que le charbon serait une ressource sacrée en Serbie, le cœur de notre énergie, dont Bruxelles voudrait nous priver. Or le vent, le soleil ou l'eau sont tout autant nos ressources nationales. Mais pour le comprendre, c'est tout le logiciel productiviste hérité de l'époque socialiste qu'il faut réinitialiser. »

La Chine pour soutenir le charbon Quand l'Union européenne, mais aussi le FMI et la Banque mondiale ont décidé d'arrêter de financer les projets liés au charbon, les autorités de Belgrade ont donc été frappées à la porte de Pékin, un partenaire moins regardant sur la protection de l'environnement. Un accord-cadre à près d'un milliard d'euros fut conclu dès 2010, prévoyant la modernisation de la centrale Kostolac B et l'installation de filtres à désulfurisation, et surtout la construction d'un troisième bloc. Cette année-là, la Serbie déposait son dossier de candidature en vue d'intégrer l'Union européenne. Depuis, la Chine a placé plus de 17,3 milliards de dollars en

Serbie dans le cadre des Nouvelles routes de la soie selon l'American Enterprise Institute, un *think tank* libéral américain. D'abord en crédits, puis en investissements, qui se renforcent ces dernières années. En 2016, le groupe HBIS a ainsi racheté l'aciérie de Smederevo, premier exportateur de Serbie. Zijin Mining a acquis l'immense mine de cuivre de Bor deux ans plus tard. Et, en 2022, Linglong a ouvert à Zrenjanin la première usine de pneus chinois en Europe.

« La Chine a financé la filière charbon en vue de garantir à ses entreprises une production d'électricité bon marché et constante le plus longtemps possible », veut croire Zvezdan Kalmar, le directeur du Centre pour l'écologie et le développement durable (CEKOR). Seul point positif : au printemps 2021, la Serbie a arrêté la construction de la centrale Kolubara B qui devait aussi être confiée à une société chinoise. Quelques mois plus tôt, la Serbie s'était engagée à respecter l'Agenda vert de l'Union européenne. Ce document, signé par les six pays des Balkans occidentaux candidats à l'intégration, prévoit notamment de parvenir à la neutralité zéro carbone d'ici 2050. Un objectif particulièrement ambitieux pour Belgrade vu la place centrale qu'occupe toujours le charbon dans son mix énergétique. Sauf que le pays n'a plus guère le choix que de s'orienter vers de nouvelles sources d'énergie.

L'âge moyen des centrales à charbon serbes dépasse les cinquante ans. Un âge vénérable, plus élevé que celui de la mise à la retraite - 46 ans - des infrastructures comparables dans le monde. Sans parler d'un autre problème de taille : leur approvisionnement en

combustible. « Dans les mines, les lignes de lignite sont de plus en plus fines et la qualité toujours moins bonne », souligne l'expert de la Délégation européenne. « Au rythme actuel de consommation, les centrales n'auront plus rien à brûler en 2050. » Voilà sûrement pourquoi la compagnie publique d'électricité vient de programmer la fermeture de dix unités d'ici 2035. C'était en février dernier lors de la présentation de sa « Go Green Road ». Ce plan, dont il n'existe aucune version écrite publique, est censé servir de feuille de route pour encadrer la transition verte jusqu'en 2050. La stratégie annoncée prévoit 8,5 milliards d'investissements dans les douze années à venir : 2,2 milliards d'euros dans la modernisation des centrales au lignite et 4,8 pour développer les sources d'énergie renouvelables. Il prévoit de multiplier par cent le solaire, l'éolien par dix et de construire deux nouveaux grands barrages. Quant au détail du financement, il n'a pas été dévoilé.

Selon le chiffrage de la ministre de l'Énergie, pas moins de 32 milliards d'euros d'investissements seront nécessaires dans les 25 prochaines années afin de parvenir à la neutralité carbone. « Pour réussir sa transition écologique, la Serbie a besoin d'un soutien fort et continu de ses partenaires internationaux et des institutions financières mondiales », reconnaît Dubravka Đedović. Autrement dit, sans de massives aides européennes, point de salut. ●

Cette enquête a reçu le soutien du JournalismFund Europe.



La centrale Kostolac B



Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Sur papier et en digital.

Gratuitement pendant un mois. Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 • 1





Tunnel of love



« Luxembourg rocks », écrit Nicolas Mackel sur LinkedIn mardi. Le boss de l'agence de promotion Luxembourg for Finance, par ailleurs fan de Bruce Springsteen, se réjouit d'une publication de l'agence de référence en matière d'informations financières, *Bloomberg*. Titré « Jamie Dimon's Luxembourg Visit Shows Financial Lure of Small but Stable Nation », l'article se base sur la visite, le 17 juillet dernier, du patron du géant bancaire J.P. Morgan pour fêter les cinquante ans de l'établissement au Grand-Duché (Photo: X). La banque américaine y emploie 800 personnes. Certes l'établissement a abandonné sa licence bancaire luxembourgeoise le 22 janvier 2022 pour y opérer en tant que succursale de Francfort (ce que *Bloomberg* n'écrit pas), mais il y gère 59 milliards de dollars d'actifs et figure parmi les principaux « players » de la finance internationale implantés au Grand-Duché. Ils y ont massé leur *assets* après le Brexit, relève

l'agence d'informations financières. Elle cite HSBC qui développe son hub européen pour la banque privée avec l'acquisition, en octobre dernier, des activités en France. Puis Citigroup qui a augmenté son staff de moitié ces deux dernières années. (Goldman Sachs a également placé des billes au Luxembourg.)

« Luxembourg is bidding to grow its share of the financial services sector that's fleeing London after the UK's exit from the European Union. It's leaning on its reputation for discretion, political stability and location at the heart of Europe to grow its stature », lit-on dans cette présentation glorieuse du Luxembourg financier et dans laquelle les défis sont placés au second plan. *Bloomberg* évoque la compétition internationale en matière d'accueil des fonds d'investissement et un recul de l'encours depuis la guerre d'Ukraine, ainsi que les efforts demandés par le Gafi (groupe d'action financière) en matière de détection et de traitements des dossiers complexes de blanchiment d'argent.

« Still, Luxembourg continues to lure players from across the globe »,

poursuit l'agence d'informations. Des sociétés de gestion de fonds récemment arrivées sont mentionnées (comme Apollo Global Management ou Actis). Des banques d'Asie et d'Amérique latine considéreraient la pertinence d'ouvrir des bureaux au Grand-Duché (selon des informations du lobby des banques). L'arrivée annoncée de Bank of London (200 millions d'euros d'investissement et un recrutement de 300 personnes) est évoquée : « The firm decided against Dublin because the city wasn't sufficiently open to new banks and avoided Paris partly due to years of unrest, Group Chief Executive Officer Anthony Watson said in an interview. » ^{ps0}

L'art de la guerre (électorale)

La communication est érigée en art. Sa maîtrise se révèle déterminante en politique. Et Yuriko Backes, novice en la matière, s'y attèle. « Je continuerai ainsi à suivre une politique budgétaire prévoyante et responsable, en veillant à ce que l'évolution des dépenses publiques soit à tout moment maîtrisée », est ainsi titré son communiqué envoyé aux rédactions lundi après la réunion conjointe avec la Commission de l'exécution du budget et la Cofibu de la Chambre des députés. De quoi ancrer la conviction que la ministre libérale veille au grain, sans rien laisser tomber à côté. Or, le contenu de la communication nuance le vœu d'orthodoxie budgétaire, répété jusqu'aux titres des photos de la galerie associée.

À la fin du premier semestre 2023, le solde de l'administration centrale accuse un déficit de 228 millions d'euros. Au 30 juin, ses dépenses, 13,1 milliards d'euros, ont augmenté de 17,9 pour cent par rapport à l'exercice précédent. Celles-ci tiennent pour beaucoup aux mesures prises dans le cadre du Energiedesch et des Solidaritétspak 1 et 2.0. Elles se chiffrent pas loin du milliard d'euros (942 millions). Et, dans les abysses de leur communiqué, les services de Yuriko Backes préviennent : « La plupart des dispositions du paquet de solidarité 3.0 n'étaient pas encore entrées en vigueur à la fin juin. Par conséquent, les dépenses afférentes impacteront les finances publiques sur la seconde moitié de l'année ainsi qu'en 2024. » Un nouveau gouvernement aura été formé entre-temps. D'ici là, les électeurs auront été ménagés, y compris dans la fonction publique. Les tranches indiciaires et « les recrutements continus » ont mené à une hausse de 10,4 pour cent (285 millions d'euros) des rémunérations versées par l'État durant la première moitié de l'année. Les frais de fonctionnement de l'État ont augmenté dans la même mesure (10,2 pour cent), soit de 90 millions d'euros.

Heureusement, des recettes ont crû pour compenser les mesures de soutien à la consommation et au train de vie de l'État. Elles ont augmenté de 5,4 pour cent à 12,9 milliards d'euros. Notamment grâce à une manne de 198 millions d'euros, +18,3 pour cent,

en provenance de l'impôt sur le revenu des collectivités en raison de l'encaissement de soldes se rapportant à des exercices fiscaux antérieurs. Les indexations et la « bonne dynamique du marché du travail » ont maintenu l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et l'impôt retenu sur les traitements et salaires (RTS) à un niveau élevé.

En revanche, dans le sillon de la guerre d'Ukraine, quelques écueils sont à signaler du côté de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED), laquelle a enregistré une baisse de 4,5 pour cent de ses recettes (3,5 milliards d'euros). Elle tient au ralentissement du marché immobilier. Les revenus générés par les droits d'enregistrement diminuent quasiment de moitié pour atteindre 142 millions d'euros (soit une diminution de 125 millions par rapport au 30 juin 2022). Le chaos sur les marchés financiers a lui provoqué un recul de 12,3 pour cent de la taxe d'abonnement (à 595 millions d'euros contre 678 l'année dernière) prélevée sur l'encours des fonds.

Malgré une moins-value de 80,5 millions d'euros due à la réduction de plusieurs taux de TVA, cette dernière a augmenté ses recettes de trois pour cent, bénéficiant de l'inflation et du maintien du pouvoir d'achat des ménages. La rue de la Congrégation souligne par ailleurs un niveau d'investissement élevé pour un montant de 1,6 milliard d'euros,

soit une hausse de trente pour cent (344 millions d'euros) par rapport à la même période en 2022. « Cette progression (...) s'inscrit dans une stratégie proactive visant à atténuer les impacts de la crise, à soutenir l'activité économique et à renforcer la résilience de l'économie luxembourgeoise face aux défis futurs », écrit la rue de la Congrégation. Enfin, les dépenses associées à la guerre en Ukraine, 188 millions d'euros, comprennent elles principalement l'équipement militaire et l'accueil des réfugiés pour les années 2022 et 2023.

En conclusion Yuriko Backes se réjouit du versement du crédit d'impôt conjoncture avant de partir en vacances (il rassemble les six premiers mois de l'année) : « Cela représente un gain important en termes de pouvoir d'achat ». La ministre libérale se félicite de l'efficacité des mesures prises par le gouvernement, mais prévient: « Elles pèsent lourdement sur notre budget (...) Il faut s'attendre à ce que le déficit de l'Administration centrale continue à se creuser jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire, tout en restant en ligne avec les projections établies dans le cadre du Programme de stabilité et de croissance (PSC). » Fin juin, la dette publique s'élevait à 22,2 milliards d'euros, soit un ratio d'endettement de 27,1 pour cent du PIB. Suite au remboursement d'un emprunt obligataire de deux milliards d'euros le 10 juillet, la dette publique se situe aujourd'hui désormais à 20,2 milliards d'euros, soit 24,7 pour cent du PIB. ^{ps0}

Kleos vers la faillite

Bientôt le clap de fin pour Kleos Space, start-up arrivée au Luxembourg en 2017 grâce à la bienveillance du ministre de l'Économie de l'époque, Etienne Schneider. La société cotée à la Bourse de Sydney a annoncé ce mercredi par voie de communiqué qu'elle n'avait d'autre choix que d'entamer une procédure de faillite devant le tribunal de commerce de Luxembourg dans les trente jours. « The Company is unable to meet its financial commitments as they fall due, and that there is no prospect of viable alternative financial accommodation », écrit le groupe actif dans la fourniture de renseignements depuis l'espace. Comme l'a révélé *Luxtimes* en mai, Kleos Space a fait face à des dysfonctionnements dans sa flotte de satellites et à l'intransigeance de ses bailleurs de fonds. Selon *Paperjam*, l'État luxembourgeois a investi entre un et 1,5 million d'euros dans cette start-up, maillon important de la stratégie de diversification dite du « new space ». Dans son rapport annuel 2021 publié voilà un an, l'entité luxembourgeoise écrivait que sa « principale source » de financement émanait de l'ESA (European Space Agency) de la part du gouvernement luxembourgeois. Le groupe comptait 22 employés fin 2021, l'entité luxembourgeoise huit (contre dix un an plus tôt). Kleos Space Luxembourg avait cumulé plus de dix millions d'euros de pertes en cinq ans. ^{ps0}



Cactus ist aber nicht nur ein Konkurrent für Oikopolis, denn zugleich ist die Supermarkt-Kette ein verlässlicher Abnehmer der Marke Biog

Umschwung

Stéphanie Majerus

Der Bio-Fachhändler Naturata erlebt einen wirtschaftlichen Einbruch. Das anthroposophienahe Unternehmen versucht, sich mit alten Marketingrezepten neu aufzustellen

Am Wochenende wird in Altrier eine Naturata-Filiale schließen. Der Grund sei ein rein ökonomischer: „Der Umsatz in dieser ländlich gelegenen Filiale war gering“, erklärt Jutta Serwas vom Oikopolis-Vorstand, der Gruppe, die die Naturata-Kette führt. Der Laden lag an der Echternacherstraße, aber er war nicht wirklich sichtbar und zwei Kilometer entfernt befindet sich ein Rewe – sprich die Konkurrenz. Zwar hat die Filiale ihren Charme, weil sie an eine von Proactif geführte Gärtnerei angegliedert war, hat durch ihre zwei Stockwerke jedoch ihre logistische Tücke. Es ist die zweite Laden-Schließung seit Jahresbeginn: Neun Monate nach ihrer Eröffnung wurde Mitte Januar eine Naturata-Filiale in Steinsel geschlossen. Es war der erste gewichtige Einschnitt der Bio-Kette seit 1989. „De Puffer geet net onendlech, iergendwann muss een un de Speck“, argumentierte im Januar Oikopolis-Gründer Änder Schanck. Als sich in Steinsel die Türen zum ersten Mal öffneten, lag der Angriff Russlands auf die Ukraine fast zwei Monate zurück. Der Export von Bio-Waren aus der Ukraine stockte, insbesondere Ölsaaten und Getreide. Und die Kauflust der Kunden, die ihren Einkaufswagen an den Regalen vorbeischieben, war durch die sich verschärfende Inflation in ganze Europa ausgebremst.

„Weitere Schließungen sind keine vorgesehen“, meint Jutta Serwas. Zwar dreht die Filiale auf Howald nicht mehr, seit die Trambastelle brummt, aber die Naturata-Leitung erwartet sich einen Aufschwung, sobald die Tram vor der Ländertür hält und die Autobahnausfahrt wieder betriebsfähig ist. Keine Sorgen macht man sich um den Laden in Erpeldingen/Sauer, der vor Ort von „den Einwohnern eines Neubaugebiets gerne zu Fuß besucht wird“, sowie die Filiale in Rollingergund, die als älteste eine treue Stammkundschaft bedient und „ein großes Einzugsgebiet“ aufweist. Nun bleiben noch zehn Filialen übrig. Zu Beginn der Pandemie 2020 fuhr Naturata einen Rekordgewinn von 442 790 Euro ein. Durch die geschlossenen Restaurants und die ausfallenden Ausgaben, schauten die Kunden beim Lebensmittelpreis nicht so genau hin. Doch schon im Folgejahr wurde der Aufschwung von Naturata und dem Bio-Handel gebremst. Hinzu kommt, dass seit Oktober 2021 die Lebensmittelpreise ununterbrochen steigen. Der negative Trend schlägt zu Buche: 2021 verzeichnete die Bio-Kette einen Verlust von 1,3 Millionen Euro; letztes Jahr schnellte er bedingt durch die Investitionen in Steinsel bis zu fast 4 Millionen hoch.

Naturata versteht sich als Fachhandel, das qualitativ hochwertige Bio-Waren anbietet, die möglichst aus der Region stammen. Um dem Kundenverlust entgegenzuwirken, versucht die Kette nun am unteren Preisspektrum die Produktpalette auszuwei-

Die Verlagerung des Fokus von bio auf regionale und saisonale Erzeugnisse stört die Bio-Fraktion – hieran wirke die Politik und Zivilgesellschaft kräftig mit

ten. (Man verweist darauf, dass die Supermärkte derzeit ähnlich vorgehen und verstärkt Discountprodukte im Sortiment führen). Darüber hinaus will die Naturata-Leitung ihre Marketingstrategie überdenken: „In unseren Werbekampagnen wollen wir die Landwirte verstärkt in den Vordergrund stellen und auf die Herkunft der Produkte hinweisen.“ So könnten Kunden davon überzeugt werden, wieder im Fachhandel einzukaufen, vermutet Jutta Serwas. Dabei liest der Konsument jetzt bereits auf Smoothie-Flaschen Sprüche wie „Gutes trinken, Gutes tun“ und sieht Fotos von Herstellern auf Etiketten von Brotaufstrichen und abgepackten Kartoffeln abgedruckt. Überzeugungskäufer schließen sich zudem immer häufiger Initiativen der solidarischen Landwirtschaft an und suchen Direktverkäufer auf. Viele Berufstätige wollen es ihrerseits bequem: Sie kaufen im Internet oder auf dem Nachhauseweg ein. Ob Marketingkampagnen rund um die Herkunft eines Produktes tatsächlich neue Kunden in den Bio-Fachhandel spülen, bleibt deshalb fraglich.

Der Kass-Haff versucht, beides zu verbinden: Eine Direktvermarktung, die in eine Naturata-Ladenstruktur integriert ist. Kunden können auf dem Hof-Naturata vor Ort produzierte Milchzeugnisse, Eier, Fleisch und Gemüse kaufen. Geführt wird der Laden von der Landwirtin Anja Staudenmayer. „Wir können die Wirtschaftskrise leicht abfedern, weil wir über die Jahre eine Stammkundschaft aufgebaut haben“, erläutert sie. Dennoch spiegle sich auch in ihrer Buchführung die allgemeine Marktentwicklung der vergangenen Jahre. Der Kass-Haff in Rollingen ist ein Medienliebling. Zuletzt schilderte die *Revue* vor einem Monat, wie sich dort zwei Hähne um eine Mulde streiten und drei kleine Ferkel in ihrer Box rumrennen. Im Mai veröffentlichte die *RTL*-Website eine Fotoreportage des Hoffestes, zum Anlass des zehnjährigen Bestehens des Unternehmens. Kinder essen Pommes neben Ziegen oder fahren mit Go-Karts an Kühen vorbei.

Die Betriebsleiter, Tom Kass und Anja Staudenmayer, setzen auf Transparenz und Medienpräsenz, sie erhoffen sich dadurch mehr Wertschätzung. In der Betriebskasse bleibt die Lage derweil angespannt. Auch weil der Hof zugunsten des Tierwohls nicht auf eine dichte Besatzung setzt: Auf dem Kass-Hof hält man 0,8 ausgewachsene Rinder pro Hektar, auf anderen Höfen in Luxemburg sind es knapp zwei. Zudem versteht sich der Hof als pädagogische Anlaufstelle, wo Aktivitäten für Kinder stattfinden. Seine Beliebtheit wächst unter englischsprachigen Expats aus dem Speckgürtel, weshalb die Hofleiter einen Crowdfunding-Aufruf im letzten Winter zusätzlich auf Englisch lancierten. Ihre Mission sei es, „to promote the reappropriation of a living agriculture“. Man sagt über Facebook „thank you“ für die finanzielle Unterstützung.

Die Leiter des Kass-Haff sowie die Führungsetage von Oikopolis (Biog, Naturata, Biogros) sind, wenn nicht offizielle Mitglieder der Anthroposophischen Gesellschaft, so doch zumindest anthroposophisch geprägt. Die Anthroposophie geht von einer „geistigen Welt“ aus, deren erkennen in letzter Instanz nicht über die Empirie führt, sondern das Denken und die übersinnliche Wahrnehmung. Die über diesen Weg erlangten Erkenntnisse sollte man in die Praxis überführen, wie beispielsweise die Landwirtschaft. So schlug der Gründer der Anthroposophie, Rudolf Steiner (1861-1925), vor, anthroposophische Landwirtschaften sollten selbsthergestellte Präparate aus tierischen und pflanzlichen Substanzen synthetisieren, um kosmische Kräfte zu bündeln, und so den Boden zu stimulieren. In den 1960er und 70er-Jahren war der biologische Anbau von der anthroposophischen Landwirtschaft beeinflusst, die zu dem Zeitpunkt bereits belastbare Vermarktungsstrukturen unter dem Demeter-Label aufgebaut hatte. Änder Schanck erinnert sich, wie er damals im anthroposophischen Milieu eine neue Heimat fand, um einem katholischen und konservativen Ösling zu entfliehen: „Da gab es viele 68er, es wurde gestrickt, an der Brust gestillt, und alle hatten lange Haare“ (*d'Land* 16.10.2020).

In Deutschland hat der Waldorfschüler (ebenfalls eine anthroposophische Institution) Götz Rehn 1985 das Unternehmen Alnatura gegründet. „Unsere Unternehmensleistungen entwickeln wir als Arbeitsgemeinschaft auf der Grundlage einer ganzheitlichen Menschen- und Weltanschauung“, verkündet die Internetpräsenz von Alnatura in einer Mischung aus unternehmerischem und anthroposophischem Duktus. Der Umsatz des Unternehmens lag 2017/2018 bei 822 Millionen Euro, zwei Jahre später bei knapp über einer Milliarde. Im Geschäftsjahr 2021/22 verkündete auch Alnatura eine Flaute. Götz Rehn sprach im September 2022 im Interview mit der *Süddeutschen Zeitung* vom

„schlimmsten Einbruch im Biomarkt seit 35 Jahren“. Die Verbraucher seien verunsichert und wollten sparen, deshalb greifen sie zu Waren aus dem Discounter, analysiert der 72-jährige Götz Rehn. Deren Preise aber würden „lügen“, denn es handle sich hierbei um subventionierte Industriewaren, für die später der Steuerzahler aufkommen muss, indem er für Umweltschäden zahlt. Immer wieder aber steht Alnatura in der Kritik, weil die Leitung einen Betriebsrat auf Ebene des Gesamtunternehmens durch Gerichtsverfahren und Arbeitsplatzabbau verhindert. Götz Rehn versucht, die Vorwürfe abzuschwächen, indem er darauf hinweist, dass das Unternehmen unter anderem Weihnachts- und Urlaubsgeld auszahlt und die Beteiligung an der Wertschöpfung für das Personal erleichtert. Naturata zählt um die 200 Mitarbeiter; auch ihr Arbeitsverhältnis ist nicht durch einen Kollektivvertrag geregelt. Zwar arbeitet eine Personaldelegation mit dem OGBL zusammen, aber sie sucht aktuell keine Gespräche über Tariflöhne. Aus der Gewerkschaft heißt es, die Arbeitsbelastung und der Produktivitätsdruck falle gringer aus als in den großen Supermärkten; der Lohn allerdings auch. Laut Statuten darf zudem das Gehalt der Naturata-Führungsetage, dasjenige der Verkäufer nicht um ein Vierfaches übertreffen.

Mitarbeiter von Naturata sind nicht unbedingt angetan von Alnatura-Produkten, obwohl Götz Rehn ebenfalls aus der anthroposophischen Szene stammt. Und man zeigt sich etwas schockiert über die Preistreiberei im Nachbarland. Alnatura steht mittlerweile für die Discountmarke im Bio-Segment, – eine Marke die man im Naturata nicht kaufen kann. Zusätzlich wissen die Naturata-Buchhalter, dass sich der Biokonsum zusehends in die Supermarkt-Ketten verlagert und seit 2005 vertreibt Cactus die Marke Alnatura. „Vor allem im Trockensortiment führen wir viele Alnatura-Waren, aber auch beispielsweise Getreidemilch und vegetarische Aufstriche“, erläutert die Pressestelle. Man versuche hochwertige Bio-Erzeugnisse zu einem geringen Preis anzubieten und die Kunden überdies wöchentlich mit Sonderangeboten an den Bio-Regalen zu überraschen. Deshalb sei der Markt nicht nennenswert verengt worden. Cactus ist aber nicht nur ein Konkurrent für Oikopolis, denn zugleich ist die Supermarkt-Kette ein verlässlicher Abnehmer der Marke Biog und somit der Bio-Landwirte. Von dem belgischen Händler Delhaize war im *Wort* Ende 2022 eine andere Analyse zu lesen: Der Einkaufskorb fülle sich in ihren luxemburgischen Standorten seltener mit Biolabels. Der Kontrast zu den Lockdown-Phasen sei „beeindruckend“ gewesen. Dabei haben sich die Preise zwischen der biologischen und künstdüngerbetriebenen Landwirtschaft angenähert. Denn die über chemische Prozesse hergestellten Düngemittel sind derzeit wegen der Energiekrise knapp und teuer. Trotzdem ist Bioware nicht beliebter geworden.

Neben Naturata gibt es in Luxemburg seit 2017 zwei Naturalia-Läden. Einen in der Joseph Junck-Straße im Bahnhofsviertel, wo sich Touristen, Drogenabhängige, Bankangestellte und Prostituierte begegnen, und einen in der Oberschichtengasse Rue Philippe II. Die Bio-Kette wurde 2008 von Monoprix, einer Tochtergesellschaft der Casino-Gruppe, aufgekauft. Mit 38 Geschäftsstellen legte Monoprix 2008 los, hatte seine Verkaufspunkte bereits 2013 verdoppelt, und erwirtschaftete zu diesem Zeitpunkt Margen von 30 Prozent. An solche Wachstumsraten haben die Naturalia Gründer, das Landwirtepaar Trocmé, das 1973 am Nord-Bahnhof in Paris einen Laden der kurzen Wege eröffnet hatte, wahrscheinlich nicht gedacht. Eine Werteverlagerung fand ebenfalls statt, denn das Ehepaar wollte damals Produzenten bei der Direktvermarktung unterstützen – heute versucht Naturalia mit Großeinkäufen die Preise zu drücken. Ihr Konkurrent in Frankreich ist die größtenteils genossenschaftlich organisierte Kette Biocoop. 2021 stellte auch sie, wie andere Bio-Geschäftszweige fest, dass der Markt stagnierte – erstmals in der Geschichte des Unternehmens, das seit der Jahrtausendwende Wachstumsraten von über 10 Prozent einfuhr.

Des Weiteren gibt es in Luxemburg vier Verkaufsstellen von Alavita (Bonnweg, Mersch, Junglinster, Limpertsberg). Gegenüber dem *Wort* gab sich deren Chefin Anne Harles zufrieden, in ihren Läden würde die Nachfrage nicht abflachen. Zwar wurde für das Jahr 2021 ebenfalls ein Gewinnrückgang festgestellt, doch der sei zuvorderst an die Investitionen in den neuen Laden in Mersch gekoppelt. In den Alavita-Filialen werden vor allem eine frankophone Kundschaft und das grüne Bildungsbürgertum bedient. Anders als Naturata bietet Alavita jedoch nicht ausschließlich Bio-Produkte an, sondern zusätzlich regionale aus dem konventionellen Anbau. Die Verlagerung des Fokus von bio auf regionale und saisonale Erzeugnisse stört die Bio-Fraktion – hieran wirke die Politik und Zivilgesellschaft kräftig mit. In den vergangenen Jahren „sprangen viele auf Produkte um, die mit regional und saisonal beworben wurden“, versucht Daniela Noesen, Direktorin der Vereinigung für Biolandwirtschaft, die Trendwende im *Wort* zu analysieren.

Die Regierung hat in einem nationalen biologischen Aktionsplan (PAN Bio 2025) festgehalten, dass in zwei Jahren 20 Prozent der Agrarflächen ohne Kunstdünger bewirtschaftet werden sollen. Allerdings liegt der Anteil an biologischen Nutzflächen derzeit bei 6,1 Prozent (der EU-Durchschnitt liegt bei etwas mehr als sieben Prozent). Die 20 Prozent sind nun in Ferne gerückt – auch wegen der Inflation. ●



Conférence de presse après la réunion du conseil des gouverneurs de la BCE ce jeudi

Un superviseur sous le feu des critiques

Georges Canto

La BCE ne surveille pas suffisamment la qualité des actifs des banques selon la Cour des comptes européenne... et d'autres

L'énorme bâtiment qui abrite le siège de la BCE à Francfort, au bord du Main, se présente sous la forme de deux tours accolées l'une à l'autre, d'une hauteur de 185 mètres chacune. Une légende tenace veut que ses deux édifices symbolisent les deux missions assignées à la banque, la politique monétaire de la zone euro et la supervision des grandes banques de l'UE. Or leur construction a commencé en 2010 (leur conception est donc bien antérieure) alors que la BCE a reçu seulement en novembre 2014 la responsabilité de superviser les quelque 110 banques les plus importantes de 21 pays européens (les 20 membres de la zone euro, plus la Bulgarie), représentant plus de 80 pour cent du total des bilans bancaires dans l'UE. Dans le cadre de cette mission, la BCE doit vérifier si les banques respectent bien la réglementation prudentielle européenne, en matière de fonds propres, mais aussi de liquidité.

Cette activité, très peu connue du grand public, mais qui pèse lourdement sur les professionnels, vaut à la BCE d'être presque autant contestée que dans sa mission historique de conduite de la politique monétaire. La BCE agit elle-même sous le contrôle

de la Cour des comptes européenne (CCE), une institution très ancienne, puisqu'elle a été créée en 1977 à Luxembourg, et qui se définit elle-même comme « la gardienne des finances de l'UE ». La CCE s'est récemment intéressée à la manière dont la Banque centrale européenne surveillait le risque lié aux crédits, car les pertes occasionnées par le non-remboursement éventuel des prêts accordés par les banques supervisées viendraient en déduction de leurs fonds propres, qui doivent rester supérieurs à un minimum réglementaire (ratio de solvabilité, dit de Bâle III). En la matière, la BCE évalue chaque année les risques courus par les banques en termes de montant et de qualité des créances comme de niveau des provisions, sachant que les crises les plus récentes ont montré qu'une trop grande permissivité en matière de prêts et un provisionnement insuffisant pouvaient être une réelle menace pour la survie des banques.

La Cour a publié ses conclusions le 12 mai 2023¹. Appréciation : peut mieux faire. « Les évaluations prudentielles du risque de crédit des banques par la BCE sont en général de bonne qualité, mais elles présentent certaines lacunes ». Bien qu'elle ait intensifié ses efforts pour traquer les créances douteuses, la BCE n'a pas imposé – ce qu'elle est en droit de faire – d'exigences de fonds propres supplémentaires aux banques les plus exposées. Elle n'a pas non plus suffisamment durci les mesures prudentielles lorsque les banques laissaient persister des faiblesses dans leur gestion du risque de crédit. La Cour pointe également le manque de personnel affecté, par la BCE mais aussi par les autorités nationales, à la surveillance bancaire, et déplore la durée excessive des phases de surveillance de 2021, qui s'est traduite par des évaluations parfois obsolètes. Elle reconnaît en même temps que le volume de créances douteuses dans les banques a diminué ces dernières années, en particulier grâce aux actions de la BCE.

La CCE recommande donc à la BCE « de renforcer les évaluations des risques des banques, en préservant son indépendance opérationnelle en tant qu'autorité de surveillance ; d'améliorer son processus de contrôle et d'évaluation prudentiels en accélérant certaines procédures telle que les phases de dialogue entre la BCE et les banques surveillées ; d'appliquer des mesures de surveillance permettant de mieux garantir la bonne gestion et la couverture adéquate des risques par les banques en améliorant la transparence du processus de surveillance ». La BCE avait en quelque sorte pris les devants mi-décembre 2022, en annonçant que dans l'année à venir (donc 2023), elle suivrait avec une attention accrue l'exposition des établissements de crédit à des secteurs ou activités vulnérables, dont l'énergie et l'immobilier. La Banque centrale faisait référence à une évaluation récente confirmant l'existence de faiblesses en matière de contrôle des risques par les banques, qui touchaient entre autres à la classification des emprunteurs en difficulté et aux provisions. « Cela rend les banques vulnérables à une forte correction de certains marchés, comme l'immobilier résidentiel, au vu de la dyna-

En fin de semaine dernière, la BCE a annoncé vouloir surveiller plus fréquemment l'état des liquidités des banques de la zone euro

mique des prix observée ces dernières années », indiquait-elle. Elle s'inquiétait aussi de l'évolution du marché de l'immobilier commercial, très affecté par la hausse des taux d'intérêt et par l'augmentation des coûts de construction, et aussi, pour ce qui concerne le secteur des bureaux, par l'évolution des pratiques de travail depuis la crise sanitaire de 2020-2021. La BCE entendait donc procéder à des vérifications plus ciblées afin d'encourager une prise en considération « juste et ordonnée » des pertes de crédit potentielles, via une augmentation des provisions.

Par ailleurs, en mars 2023, elle a répondu aux critiques de la Cour des comptes européenne (dont elle a eu connaissance avant leur divulgation publique) dans un document qui ne compte pas moins de 21 pages. Elle estime notamment que, contrairement à ce que prétend la CCE, « sa méthodologie actuelle en matière de fixation des exigences de fonds propres supplémentaires permet d'assurer une couverture adéquate de tous les risques significatifs ». Elle a été renforcée en 2021. Par ricochet, les nouvelles exigences préconisées par la CCE vont peser sur les banques supervisées, elles qui se plaignent depuis longtemps du pointillisme des contrôles de l'autorité de tutelle : ils seraient la source de coûts importants en termes de temps, de personnel et d'outils et dispositifs de gestion des risques. À cet égard, l'été 2023 leur aura réservé une mauvaise surprise. La BCE a en effet annoncé, le 22 juillet, vouloir surveiller plus fréquemment l'état des liquidités des banques de la zone euro.

Dans son acception la plus large, le concept de liquidité bancaire désigne la capacité des établissements à faire face à leurs engagements à court terme, voire à très court terme, et parfois imprévus (comme des retraits brutaux de la part des déposants) au moyen de leur trésorerie courante, mais aussi en cédant des actifs financiers qu'elles détiennent. La BCE, dans son rôle de superviseur, contrôle depuis 2014 le respect par les banques de

deux ratios de liquidité établis par le Comité de Bâle, notamment le LCR (Liquidity Coverage Ratio) qui mesure la liquidité à court terme². Cette surveillance n'a pas posé de problèmes particuliers jusqu'au début 2023. Mais la faillite de banques régionales américaines comme Silicon Valley Bank et Signature Bank, ainsi que la déconfiture du Credit Suisse, ont changé la donne. Bien que les événements survenus des deux côtés de l'Atlantique n'aient pas eu de lien direct entre eux, et que par ailleurs ils ne concernaient pas l'UE ou la zone euro, ils ont marqué les esprits en montrant notamment aux États-Unis, l'effet destructeur de *bank runs* que l'on croyait révolus mais qui ont été amplifiés de manière inattendue par les réseaux sociaux.

En conséquence, les régulateurs de toute la planète ont considéré qu'il fallait piloter la liquidité des banques de manière plus étroite. À partir de fin septembre, les banques européennes devront « envoyer des informations sur une base hebdomadaire, afin d'avoir des données plus récentes et de mieux surveiller les évolutions de liquidités », a déclaré l'Italien Andrea Enria, président du Conseil de surveillance prudentielle de la BCE. Ces données sont déjà fournies mensuellement. Elles incluent des détails comme l'échéance des créances et dettes figurant dans les comptes des banques, leurs contreparties et les opérations de refinancement effectuées avec la BCE. Cela doit permettre en particulier de mieux contrôler l'évolution « des actifs les plus liquides, comme les dépôts bancaires », a ajouté M. Enria. Cette initiative répond à une recommandation faite en juin par l'Autorité bancaire européenne, l'ABE, le régulateur qui édicte les règles pour le secteur, surtout connu pour organiser les « stress tests » périodiques appliqués aux plus grands établissements. La mesure n'est pas très bien accueillie par les professionnels car elle va occasionner un reporting quatre fois plus fréquent qu'actuellement, avec ce que cela comporte de coûts supplémentaires, sans que pour autant la surveillance soit plus efficace, la probabilité d'une dégradation « infra mensuelle » étant très faible et par ailleurs détectable à l'avance. Plusieurs experts rappellent que les banques touchées en mars 2023 étaient déjà réputées fragiles. ●

Intransigeance

Depuis l'été 2022, la BCE, dont l'action avait plutôt été saluée sous « l'ère Draghi » (2011-2019), est vivement critiquée pour sa politique monétaire face à l'inflation apparue dès la fin de la crise sanitaire et accélérée par l'intervention russe en Ukraine. La banque a d'abord été accusée d'avoir tardé à relever ses taux (le principal taux directeur, le « refi » était encore nul fin juillet 2022) puis de n'avoir cessé de les augmenter depuis, alors même que l'activité économique était fortement impactée et que le mouvement de hausse générale des prix commençait à s'infléchir au printemps 2023. L'intransigeance de la BCE, qui est d'ailleurs partagée par la Fed américaine, s'explique par le maintien d'une inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) élevée, loin du niveau des deux pour cent, objectif qui n'est pas remis en cause alors que de plus en plus d'experts le trouvent irréaliste. Un consensus semble s'établir pour considérer que la hausse des taux s'achèvera avant la fin 2023. Ce qui ne signifie pas qu'ils baisseront. Pas de quoi rendre la BCE plus « populaire » comme disent les Anglais. gc

¹ « Rapport spécial - L'UE et la surveillance du risque de crédit des banques : la BCE a intensifié ses efforts, mais doit faire davantage pour une meilleure assurance que le risque de crédit est bien géré et couvert », Cour des Comptes Européenne, 12 mai 2023, 71 pages

² Le LCR est une norme établie dans le but « d'assurer que la banque dispose d'un niveau adéquat d'actifs liquides de haute qualité pouvant être convertis en liquidités pour couvrir ses besoins sur une période de 30 jours calendaires en cas de graves difficultés de financement » (source : BRI)

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Sommerloch für immer

Michèle Thoma

Also die Nichts-Zeit, die Zeit ohne alles, ohne Pläne, ohne Termine, die wie Termiten an einer nagen und eine jagen. Es gibt keinen Rahmen und keine Form mehr, der Mensch schwitzt und verschwitzt alles. Er verliert seine Konturen und seine Montur, er löst sich auf, er schmilzt, verschmilzt mit allem. Er kratzt sich am Steiß, es ist sehr heiß, er schleckt ein Eis, er wird zum Dichter, und dann vergisst er auch das.

Der Mensch muss nichts und er will nichts. Nichts. Nichts. Flughafen? Schauer. Strände? Schüttelfrost. Urlaub? Er verkriecht sich hinter seiner Topfpflanze und stellt sich tot, er muss nichts, denkt er trotzig. Eigentlich. Nur sterben, leider, die wesentlichsten Erkenntnisse hatten schon die Kindergartenkinder, diese schlechte Gewohnheit können die Menschen immer noch nicht ablegen. Aber sonst. Er fängt an, sich lebendig zu fühlen, eigenartig lebendig. Sie schaut am Nachmittag Filme in nie gehörten Originalsprachen. Sie buddelt staubbekränzte Bücher aus und steckt ihre Nase hinein. Dann geht sie in ihnen unter. Manchmal gießt sie ein Unkraut auf dem Balkon. Anschließend kommt ein Orkan. Sie fotografiert Regenbögen. Sie hat keinen Hund. Das ist gut. Sie muss nicht mit dem Hund spazieren gehen.

Sie muss Proviant holen, das schon. Im Supermarkt ist keine Schlange. Im Freibad schon.

Da sind die, die immer in Schlangen stehen, wenn sie den Fernseher jetzt einschalten, empfinden sie eine seltsame Genugtuung. Wenn sie diese Flüchtlinge sehen, diese Insel-Flüchtlinge, blonde hoch- ofenrot umloderte Menschen, und wie die blonden erschöpften Menschen in Hallen und Flughäfen auf dem Boden liegen oder auf eigene Faust, wie es heißt, ihre Flucht organisieren. Dann sieht man wie sie sich auf alten Kuttern quetschen und die Erleichterung auf ihren Gesichtern, wenn der Kutter an einem Festland andockt, und sie wurden nicht mal back gepusht. Das tröstet die Hinterbliebenen des Sommers, denen all das erspart bleibt, wie sie sich versichern, aber dann warnt die Wettervorhersage. Sie sagt, Orkan, Mensch geht in Deckung hinter seiner Topfpflanze und postet schnell noch sein genügsames Glück.

Die Welt ist eine ausgebuchte und besuchte, nachts sieht sie die über ihrem Schädel glühenden Funken, die alle nach Anderswo unterwegs sind. Anschließend wird der Platz da oben knapp, es gibt jede Menge Himmelsstaus. Gut, dass ihr all das erspart bleibt, beglückwünscht sie sich, anmutige Städtchen, die eben noch nur für die mit den guten Büchern und dem guten Rotwein waren, werden eingenommen und belagert, bis auf den letzten Plastikstuhl vor einer Pizza aus Pappe, bis auf das letzte Zipfelchen des Geheimtipp-Eilands. Anschließend brechen Badetuchkriege aus, liest sie beklommen, an manchen Stränden sind Badetücher wiederum verboten, weil der Sand knapp wird, überall gibt es Quallen und manchmal schnappt ein Hai auf Durchreise sich einen Touristinnenschenkel. Bodypositive Truppen trotten an Altären vorbei und alle filmen sich selber. Warum sind da auch die andern?, wundern sie sich jedes Jahr wieder. Jedes Jahr werden die anderen mehr. Solche wie sie. Die sich keine eigenen Eilande gönnen können, die immer in Schlangen stehen.

Manchmal hat Mensch Visionen. Fata Morganas. Meer. Gestade. Gischt. Perlen auf Goldhaut. Das kleine zärtliche Schäumen oder so ein Atlantikgetöse, dass man Ruhe! schreien will, aber der Atlantik macht, was er will. Irgendwann ist man betäubt. Delphine, Delphi, Sand, der durch Finger rinnt, Zeit, die



Vakanz doheem, am Stausee

Der Mensch muss nichts und er will nichts. Urlaub? Er verkriecht sich hinter seiner Topfpflanze

verrinnt, unkontrolliert, nicht registriert, einfach so, bis Körperbestandteile Hallo! sagen und Mensch sich aufrappelt und sich irgendwohin schleppt zwecks Instandhaltung der Körperfunktionen. Er schmatzt vor einem Teller mit Tieren mit Tentakeln.

Vielleicht wäre so was doch besser als die Terrasse neben dem Parking? Als zu verglühen beim Rundgang um die grabsteinernen Vorgärten, manchmal kommt ihr eine Insassin mit Rollator entgegen, sie grüßen einander, matt. Sie haben es nicht geschafft. Oder doch? Sie sind die Überlebenden des Sommers.

Dann fällt Mensch in das Sommerloch und bleibt drin liegen. Es riecht nach Tiefsommer, ein bisschen faulig. ●

ZU GAST

Seid bitte woanders arm!

Vor wenigen Monaten hieß es in der Stadt Luxemburg, Bewegungsfreiheit sei ein fundamentales Recht Aller. Das Skandalöse an dieser Aussage ist der Kontext, in dem sie gefallen ist: Man sprach von wohnungslosen Menschen, die in Hauseingängen nächtigen. Dies verstoße gegen das Recht auf freie Bewegung derer, die in ihre Wohnungen gelangen wollen.

Was oftmals vergessen wird: Auch das Recht auf angemessenes Wohnen ist in der universellen Deklaration der Menschenrechte verankert.

Dieses Beispiel ist emblematisch für viele Missstände in der Diskussion rund um die Wohnungsnot. Man bezieht sich auf Menschenrechte, um die Besitzansprüche derer zu schützen, die ein Dach über dem Kopf haben, und kümmert sich herzlich wenig um die, die in einem Hauseingang Schutz suchen. Die Rechte, die die Würde des Menschen schützen sollen, werden auf perfide Art und Weise herbeigezogen, um die Stärkeren vor dem reinen Überleben der Schwächeren zu schonen. Am liebsten würde so mancher Armut und Prekarität wohl ignorieren, oder mit dem Kärcher „aufräumen“.

Dass die Wohnungsnot und die Untätigkeit des Staats dazu beitragen, dass es immer mehr Menschen ohne Wohnung in Luxemburg gibt, ist selbsterklärend. Nur vor den Nationalwahlen schreiben sich dann auf einmal alle Parteien den Wohnungsbau auf die Kappe. Wo war diese Energie der gleichen Parteien in deren Regierungszeit? Hat die derzeitige Regierung etwa den Investor/innen und Bauträger/innen mit erhöhter Regulierung in die Suppe gespuckt? Profite oder Mieten gedeckelt? In den sich „selbst regelnden“ Markt eingegriffen?

Zwar gibt es seitens des Wohnungsministeriums Projekte, die darauf abzielen, den angespannten Wohnungsmarkt zu besänftigen. Die Frage bleibt aber, ob sie radikal genug sind, um den faulen Zahn zu ziehen, damit sie wirklich etwas bewirken. Für Symbolpolitik ist die Zeit vorbei.

Mara Stieber ist Mitglied der Jonk Lénk und kandidiert für déi Lénk für die Nationalwahlen

Manche Antworten lieferte vergangene Woche die Luxemburger Konkurrenzautorität in ihrer Ermittlung zum Luxemburger Immobilienmarkt. Die Bauträgerfirmen konnten zwischen 2010 und 2020 ihre Bruttoprofite mit acht multiplizieren, bei quasi gleichbleibendem Wohnungsbau. Die Gewinnmargen der Bauträger sind also um das Achtfache gewachsen, während die Preise auf dem Immobilienmarkt explodiert sind. 83 Prozent der existierenden Bauflächen gehören nur einer Handvoll Firmen und Privatpersonen. Daher kommt seitens der Konkurrenzautorität auch der Vorwurf des „land banking“, also des Hortens von Bauflächen, um das Angebot trotz hoher Nachfrage künstlich niedrig zu halten. Außerdem äußert die Konkurrenzautorität den Verdacht, dass durch schlechte Arbeitsbedingungen und niedrige Löhne im Bausektor absichtlich die Kapazitäten zum Bau neuer Wohnungen eingeschränkt werden.

Es ist also in der fast abgeschlossenen Legislaturperiode der Regierung nicht gelungen, konkrete und effektive Lösungen zu finden, um die Wohnungsnot abzuwenden. Stattdessen werden Wohnungslose von den großen Parteien als Problem dargestellt, um vom wahren Problem abzulenken: nämlich, dass die Regierung weiterhin zuschaut, wie sich Bauträger/innen und Investor/innen mit hohen Immobilienpreisen und Mietpreisen ungehemmt die Taschen füllen, während die restliche Bevölkerung sich drehen und winden muss, um angemessen wohnen zu können. ● Mara Stieber

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Entre Charybde et Scylla

Jean Lasar

Les climatosceptiques adorent se saisir des divergences qui émergent parfois entre climatologues comme autant de preuves, selon eux, que l'incertitude continue de régner in leur discipline. Il n'en est rien, évidemment : le socle des connaissances sur le climat terrestre est solide et le consensus qui règne parmi ces scientifiques

S'il y a un désaccord entre les climatologues, ce n'est certainement pas sur la gravité et l'acuité de la crise

est unanime sur l'urgence d'arrêter les énergies fossiles. Mais le désaccord qui s'est fait jour ces dernières semaines au sein de la discipline quant à l'existence ou non d'une accélération du changement climatique confronte les adeptes du déni à un choix entre Charybde et Scylla.

À ma gauche, âgé de 82 ans, James Hansen est sans doute un des climatologues les plus connus. Il a été le premier, en 1988, alors qu'il travaillait à la Nasa, à témoigner devant le Sénat américain de la grave crise en gestation du fait des gaz à effet de serre émis par l'homme. Aujourd'hui chercheur à l'université de Columbia, il vient de publier une analyse remarquée, en train d'être évaluée par des pairs, qui suggère que qu'une accélération se fait sentir. Selon Hansen et ses collègues, même si les mesures faites à ce jour confirment de manière éclatante le bien-fondé d'une des bases de la science climatique, celui d'une relation linéaire entre la proportion de gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère et la température qui s'y établit, cette accélération résulte d'une réduction des aérosols produits par l'homme dans l'atmosphère et est détectable dans les données recueillies depuis 2010.

À ma droite, Michael Mann, de l'université de Pennsylvanie, chercheur émérite qui a notam-

ment à son actif, grâce à une reconstitution des climats du passé, la conceptualisation de la fameuse « crosse de hockey » illustrant la forte hausse récente des températures mondiales, est lui aussi un habitué du Capitole. Au Monde, il a déclaré il y a quelques jours que « nous ne sommes pas encore près d'une quelconque réaction d'emballlement et rien ne prouve que des points de non-retour aient été franchis ». S'il reconnaît que beaucoup des impacts du réchauffement interviennent plus vite et plus fort que ce que les scientifiques prévoyaient, il dit penser que son ami James « se trompe lorsqu'il affirme qu'il existe des preuves de l'accélération ». Mann s'inquiète que des annonces apocalyptiques démotivent et sapent les efforts de décarbonation engagés, même s'ils sont insuffisants. Car il reste, insiste-t-il, que « le réchauffement s'arrêtera très rapidement après que les émissions seront devenues nulles ».

Dans la mythologie grecque, Charybde et Scylla sont les deux monstres marins qui gardent le détroit de Messine. À l'ouest de ce détroit, la Sicile a vécu ces derniers jours des températures record de 47 degrés, forçant la fermeture momentanée de l'aéroport de Palerme. S'il y a un désaccord entre climatologues, ce n'est certainement pas sur l'acuité de la crise. ●

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Excès de zèle

Jacques Drescher

De Bettel wëllt de Fridden,
Den Asselborn de Krich.
Deen een ass wéi deen an'ren
No Stëmmen op der Sich.

Deen een, dee fiert fir Frankräich,
Deen an're fir Berlin.
Si liww're weider Waffen
An d'aarmen Ukrain.

De Bettel wierkt verstänneg:
Den Asselborn späizt Gëft.
En huet e schlecht Gewëssen
A schéisst schaarf aus der Hëft.

Vläicht denkt en un den Etienne
An deem seng russesch Frënn.
Dann hätt dee ganzen Theater
Alt säi verstoppte Sënn.

An den Gleisen

Dreieinhalb Wochen lang halten die Rotondes die Zuhausegebliebenen mit den Konzerten der congés annulés ab diesem Freitagabend auf Trapp. Marc Hauser, Inhouse-Booker, hat ein eklektisches Programm zusammengestellt, das sowohl luxemburgische Acts (Francis of Delirium, Artaban, Englbrt, Chaild, Gurl) wie auch etablierte internationale Bands (The Murder Capital, The Savy Fav, A Place to Bury Strangers) kombiniert. Dabei sind die autochtonen Musiker/innen etwas anders gebündelt – es gibt etwa einen Beast Records Abend, an dem Chaild, TwinXxa und Them Lights spielen (29. Juli); einen AirBreak von Radio 100,7 mit Claire Parsons, Edsun und Skibi am Mikrofon (19. August) – und Georges Goerens und Niels Engel von Englbrt nutzen die Gelegenheit, um am 31. Juli ihre neue EP vorzustellen. Hervorzuheben sei aus dem Programm das melancholische Indie-Duo King Hannah (6. August) aus Liverpool, das mit eingängigen Indie-Songs, der betörend-rauchigen Stimme der Lead-Sängerin Hannah Merrick – und einer eindringlich schönen Coverversion von Madonnas Like A Prayer zu überzeugen weiß. Weitere Highlights des Gen-Z-Zeitgeists verstecken sich hinter

Gwendoline (2. August) und Ekkstacy (14. August): Ersteres ist ein New-Wave-Duo aus Rennes, das die oft beschworene neue Ironie der Zoomer in seine Musik trägt; letzterer ein junger Künstler, der sein psychisches Leiden in Klangform packt und dabei klingt, als sei er den 80er-Jahren entsprungen. Auch das Publikum wandle sich stetig, erläutert Marc Hauser, es habe sich in den letzten Jahren verändert und sei neugieriger geworden. Dass die Menschen auf den Konzerten weniger zurückhaltend seien, habe einen direkten Effekt auf die Interaktion mit den Musiker/innen. Die hiesige Musikszene sei erste Klasse; allerdings wünscht Hauser sich mehr Acts. Für die Programmierung der Support Shows käme man schnell an seine Grenzen. Wer dann irgendwann eine Konzertpause braucht, kann mit Mélanie Humbert, Loïc Lusnia und Marie Lavis an jeweils drei Abenden ein Zeichenatelier mit dem Titel Chill and Draw besuchen. Und wie jedes Jahr hat das Team eine Deko-Installation geplant. Sie wird sich mit Wasser befassen, in der Mitte des Arealen stehen und an den wärmsten Tagen erfrischend wirken. Mehr kann und will Marc Hauser allerdings noch nicht verraten. (Foto: Sven Becker). »p



14

Les jardins des plaisirs

Petit à petit, les institutions culturelles comprennent que l'été peut aussi être propice à l'organisation d'événements. Le Mudam lance sa série *Pleasure Gardens*. Cette programmation tire son nom de l'exposition de Tourmaline, artiste, écrivaine et militante transgenre, *Pleasure and Pollinator*. Le programme a été élaboré avec des associations locales qui veillent à l'inclusion. Chaque partenaire apporte sa perspective pour embrasser la diversité des sujets abordés dans le travail de l'artiste. Ce mercredi, les événements ont déjà commencé avec un Café des langues, où, avec RYSE (Refugee Youth Support & Empowerment), les visiteurs ont pu discuter d'art

et de culture dans les nombreuses langues parlées au Luxembourg. Une autre session est promise le 30 août. Le prochain événement, *Grow, Bloom, and Thrive* est organisé avec le centre Cigale, le 5 août. Il s'agit d'une journée d'exploration, de détente et d'apprentissage autour des thématiques LGBTQI+. Une visite de l'exposition, un pique-nique et des ateliers autour des graines et des fleurs sont au programme. Le 9 août, avec l'asbl Singa qui aide à mettre en relation les nouveaux arrivants et les locaux, le pique-nique sera suivi d'un atelier de dessin et reliure. Le 23 août, le Centre LGBTQI+ Cigale propose une séance de lecture en plein air dans le parc. Enola a choisi *Pageboy*, d'Elliott Page et Gaele Rasquin, lira *Le Cas Agnès* d'Harold Garfinkel. Le programme de septembre sera détaillé plus tard. »c

Le Pomhouse d'été



Le Centre National de l'Audiovisuel (CNA) propose également une programmation estivale avec son *So So Summer*. Ce projet, lancé pour la première fois en 2013, est une initiative visant à valoriser les fonds d'archives du CNA et à mettre en avant la richesse du patrimoine

audiovisuel luxembourgeois. Tous les jeudis soirs jusqu'au 31 août, les visiteurs sont invités sur la terrasse idyllique du Pomhouse. Cet événement est l'occasion de découvrir une sélection de documents inédits.

Une brocante avec les trésors des productions du CNA à des prix avantageux, un atelier photo et des performances musicales (The X, Pascal vu Wooltz, Dontnot), ponctueront le mois d'août. Rendez-vous est également pris le 31 août avec Yves Steichen. Il animera une discussion autour du cinéma d'horreur, en particulier autour des personnages de loups-garou. Il présentera de nombreux extraits de films pour illustrer son propos (photo : *The Company of Wolves*, 1984). Pour assurer la restauration au long de ces soirées, le CNA collabore avec Rucolino, restaurant végétarien de Dudelange qui proposera des plats, locaux, frais, de saison. »c

Sélections multiples

Les festivals d'été sourient aux coproductions luxembourgeoises. À commencer par le festival du Film de Locarno (du 2 au 12 août) où pas moins de six films figurent dans la sélection. *Do not expect too much from the end of the world* du réalisateur roumain, Radu Jude (dont le précédent film, *Bad Luck Banging and Looney Porn* déjà coproduit par Paul Thiltges Distributions, a remporté l'Ours d'Or à Berlin en 2021) s'affiche en compétition

officielle internationale. Dans la section hors-compétition, on retrouve le long-métrage *Conann* de Bertrand Mandico ainsi que le court-métrage *Nous les Barbares* tourné par même le réalisateur sur les ruines des décors du tournage du film à Esch/Schifflange (coproduction Les Films Fauves). Les films d'animation *A Greyhound of a Girl* d'Enzo d'Alò (Paul Thiltges Distributions) et *Nina and the hedgehog's secret* (Doghouse Films) feront partie des « Locarno Kids Screenings ». Enfin, dans le cadre de la programmation d'expériences immersives l'œuvre en réalité virtuelle *Missing Pictures* réalisée par Clément Deneux (Wild Fang Films) sera également présentée au bord du lac.

L'investissement dans la réalité virtuelle commence à payer puisqu'un autre film *Floating with Spirits* de Juanita Onzaga (Tarantula) a été sélectionné pour la Mostra (du 30 août au 9 septembre) dans la section Venice Immersive. Dans son travail, la réalisatrice colombienne formée à Bruxelles mélange des éléments de fiction à la réalité, créant des œuvres hybrides. Ici, elle raconte l'histoire de deux sœurs se préparant pour le Jour des morts dans



les montagnes mystiques du Mexique en se souvenant de leur grand-mère chamane. Une autre coproduction de Tarantula a été sélectionnée en compétition officielle de ce 80^e Festival international du film de Venise : *Holly* réalisé par la Belge Fien Troch (photo). La jeune Holly, quinze ans, appelle son école pour dire qu'elle reste à la maison pour la journée. Peu après, un incendie se déclare à l'école, tuant plusieurs élèves. Suite à la tragédie, une enseignante, intriguée par l'étrange prémonition, invite l'adolescente à rejoindre le groupe de bénévoles qu'elle dirige afin d'aider le reste de la communauté. »fc/nc

Plus de quarante millions d'euros

Il faut s'armer d'une calculatrice pour entrevoir le rapport complet de l'activité du Film Fund en 2022. Le document qui vient de sortir ne comprend pas d'addition finale de toutes les aides accordées ou de toutes les dépenses réalisées. L'exercice nous amène à un total de 41 645 915 euros précisément auxquels il faut retirer 2 442 655 euros de montants extournés à la suite de retraits de projets ou de régularisations lors du décompte final de dépenses. Les aides financières sélectives représentent bien évidemment la très grande majorité de ce budget. Le Film Fund vient en effet en aide au secteur audiovisuel à toutes les étapes de la création. 22 aides à l'écriture et au développement ont été accordées pour un montant total d'un million d'euros (c'est

un peu plus qu'en 2021, avec 19 projets aidés). 46 aides à la production ont été accordées pour un montant total de 37,3 millions d'euros (47 en 2021). Enfin, 25 réalisations ont été soutenues dans leur promotion (sortie nationale, participation à des festivals) pour un montant total de 276 000 euros. On ajoutera 17 projets « Carte blanche » pour des œuvres à budget réduit portées par des réalisateurs luxembourgeois ou résidant au Luxembourg. On peut encore parler d'aides plus marginales, pour la réalisation de clips musicaux, des bourses de formation continue, des aides directes aux auteurs. En analysant le détail des aides à la production, on notera que la société Iris Production rafle la mise avec plus de six millions d'euros pour quatre projets. Il faut dire que la moitié revient à *Droneland*, la série de six épisodes de 52 minutes réalisée par Christophe Wagner (Capitani) et l'Allemand Adolfo Kolmerer à partir du best-seller de Tom Hillenbrand qui dépeint un monde, pas si lointain, dévasté par les catastrophes climatiques et ravagé par des guerres pour le contrôle des rares ressources encore exploitables. Avec notamment deux long-métrages de réalisateurs luxembourgeois (qui sont les mieux dotés), Samsa Film se voit attribuer près de 4,5 millions d'euros. Eric Lamhène et Eileen Byrne signent leurs premiers longs.

Plusieurs partenariats sont engagés par le Film Fund pour encourager le développement, la coproduction et/ou la diffusion

d'œuvres audiovisuelles réalisées au Luxembourg. On connaît bien la collaboration avec RTL (notamment avec les séries *routwäisgro* ou *Capitani*), mais c'est aussi le cas avec la télévision belge, pour favoriser la participation d'auteurs, réalisateurs, comédiens et techniciens luxembourgeois sur des séries télévisuelles de fiction belge, avec Arte ou avec le Canada. Un petit million d'euros est destiné à ces collaborations.

Au niveau de la visibilité internationale, l'année 2022 a été l'une des plus remarquables avec un nombre record de sélections, de nominations et de récompenses lors de festivals et de grands prix. Pour ne citer que ces quelques exemples, des films portés par le Luxembourg ont ainsi été honorés d'un César, d'un Prix aux European Film Awards, de six Prix à Cannes et à Annecy, d'un Prix à Venise et de deux récompenses à San Sebastián. »fc

DE PAYSAGE EN PAYS SAGE (1)

Le Deisermillen, disparu dans les entrailles de la terre

Erwan Nonnet

C’est un drôle d’endroit sur la Moselle. Un espace boisé, aujourd’hui protégé, qui a été un haut lieu de la viticulture et de l’ingénierie avant de disparaître corps et biens en quelques jours à l’hiver 1964

Sur la route du vin, le long de la Moselle, entre le village de Machtum et Grevenmacher, on passe devant sans y prendre garde. On remarque à peine cette petite pause boisée perdue dans un océan de vignes. L’endroit est très beau et les vins produits tout autour sont fameux. Ouvrir un riesling des caves Schlink ou un autre du Clos des Rochers, par exemple, n’est jamais une mauvaise idée. Mais revenons à ce bois. Sa partie supérieure est intégrée dans la zone Natura 2000 « Machtum - Pëlembierg/ Froumbierg/ Greivenmaacherbiërg ». Un tel classement n’est pas rare, un peu plus de 28 pour cent de la superficie du Grand-Duché est ainsi protégée. En la matière, le pays est vertueux : il se situe dans le Top 3 de l’Union européenne. La zone forestière qui borde le Kelsbaach, ce ruisseau tumultueux qui court entre les rochers, est même classée en tant que zone protégée d’intérêt national. Une dénomination plus contraignante, signe d’un écosystème riche qu’il est impératif de conserver, voire d’améliorer.

Cette forêt, si paisible et tranquille de nos jours est pourtant née d’une catastrophe d’une dimension exceptionnelle. « C’est la seule fois où notre village a été connu presque partout en Europe », sou- rit aujourd’hui Henri Hengel, un habitant de Machtum particuliè- rement alerte pour ses 79 ans et passionné par l’histoire locale. Il collectionne tout ce qu’il peut, témoignages oraux comme sources écrites. « Si je ne m’y intéresse pas, qui le fera ? » soupire-t-il un peu dépit. Lorsque le prêtre de la paroisse décède, il demande même l’autorisation au Conseil échevinal de photocopier le recueil des actes célébrés à l’église. Comme une sauvegarde d’un patrimoine qu’il a l’impression d’être le seul à protéger. « Depuis, je ne passe pas une journée sans regarder quelques pages », assure-t-il.

Le début de la grande catastrophe est daté le 19 décembre 1964, même si a posteriori, des signes précurseurs sont apparus dès le mois précédent. En novembre, « en se rasant le matin, M. Schock- mel, qui habitait la belle villa du Deisermillen, a aperçu une faille dans sa salle de bain », retrace M. Hengel. Ça ira de mal en pis.

Le recueil d’articles parus par l’Entente des Sociétés de Machtum en 1982 à l’occasion des 90 ans de la Chorale Ste-Cécile, des cinquante ans du corps des sapeurs-pompiers du village, des quinze ans du club de tennis de table de l’Entente des Sociétés fourmille d’articles passionnants sur l’histoire locale et cet événement en particulier. Retenons en passant l’incroyable dynamisme associatif d’un village de moins de 200 habitants à l’époque. Jean Mersch, auteur d’un texte bien documenté dans le recueil, explique qu’à l’hiver 1964 la tranquillité a décidé de tourner le dos à Machtum. Depuis le 20 novembre, les villageois venant de « la montagne » (la route des coteaux qui file vers l’ouest et Niederdonven) remarquaient que de nombreuses fissures lézardaient de manière inquiétante la chaus- sée « cent mètres au-dessus et cent mètres au-dessous de la Villa

Schockmel ». Le macadam se déformait chaque jour un peu plus, labouré par « des dépressions et des renflements. » Devenue impra- ticable, la route est fermée. Une vraie contrainte puisque les habi- tants doivent faire un détour de quinze kilomètres pour se rendre à Grevenmacher, pourtant éloignée de moins de quatre kilomètres par l’ancienne route.

Après quelques jours où l’inquiétude monte au sein de la popula- tion, tous ceux qui résident à Deisermillen sont évacués. Il faut dire que les failles devenaient « béantes » entre le lieu-dit et le Kelsbaach. Le dimanche 20 décembre, un premier glissement de terrain sape le secteur. « Dans la Villa Schockmel, on entend un crépitement per- manent dans la maçonnerie », écrit Jean Mersch. Dans la nuit du di- manche au lundi, les fissures de la belle maison bourgeoise s’écarternt considérablement. « On a l’impression que seule la charpente main- tient en place les deux parties du bâtiment ». Plusieurs annexes (entrepôt, pressoir) sont déjà par terre. Ce lundi 21 décembre, tout le village est sourd et muet : le câble téléphonique souterrain a été sectionné par ce sol scélérat. Les villageois louent cependant les mérites des techniciens de la Poste qui mettent en service, le jour du réveillon, une ligne d’urgence longue de 1200 mètres qui passe par la fameuse montagne.

Le mardi 22 décembre, à 0 h 52, la Villa Schockmel s’effondre. Tout autour, la terre se dérobe inéluctablement. « Tout le monde était impressionné par l’ampleur de la destruction, note Jean Mersch. Les fissures se sont élargies et tout s’est écroulé autour, au ralenti. Les vignes s’effondrèrent, la route de la montagne était dévastée. »

« J’ai vu des arbres courir »

Henri Hengel, vingt ans à l’époque, est un témoin direct. « Beau- coup de gens sont venus voir ce qu’il se passait, se remémore-t-il. Moi, je n’y suis pas allé tant que ça, mais ce jour-là, j’étais venu avec mon cousin et je m’en souviens comme si j’y étais encore. J’ai vu des arbres courir vers la Moselle, c’était un spectacle absolument incroyable. C’était de grands arbres qui étaient plantés dans le parc de la villa, et ils ont tous glissé, encore debout, sur une cinquantaine de mètres. C’était surréaliste, on n’en croyait pas nos yeux... »

Dans la journée, pas moins de quatre hectares dévalent en direc- tion de la rivière. Un million de mètres cubes de terre vient de se décrocher des coteaux. Toutes les maisons de Deisermillen, les plus simples comme les plus cossues, sont éparpillées au sol. Les ruines sentaient misérablement pour former un paysage apocalyptique. Les photos sont impressionnantes.

Le jour même, les autorités bâtissent à la hâte une palissade en bois de quatre mètres de haut pour interdire le passage. Peine perdue :

Entre deux zones de vignes, la forêt marque l’emplacement de l’ancien Deisermillen



Les causes du glissement de terrain sont aussi géologiques qu’économiques : la canalisation de la Moselle a provoqué une hausse de son niveau de huit mètres

« On voit tout de même des jeunes, des photographes et des journa- listes sur place », raconte Jean Mersch. À 16 h, le ministre de l’Agriculture, Émile Colling vient constater les dégâts. Il est accompagné d’Aly Duhr, député-maire de Wormeldange et aussi vigneron d’un beau domaine dirigé aujourd’hui par ses petits-fils, les frères Ben et Max Duhr. Le mercredi 23 décembre, le Grand-Duc Jean se déplace à son tour sur un site qui capte désormais l’attention de tout le pays. À ses côtés se trouve le ministre des Travaux publics et des Trans- ports Albert Bousser.

L’épisode connaît même un retentissement européen, tous les médias en parlent et, parfois, l’information semble avoir du mal à passer. « À la fin de la guerre, nous avions un prisonnier allemand à Machtum, relève Henri Hengel. Il s’appelait Rudi Ziegler et, une fois la paix revenue, il est parti faire sa vie à Halle um Saale, en Alle- magne de l’Est. Eh bien, il nous a écrit en demandant si nous étions tous morts ! Il avait entendu que le village avait été complètement détruit par un glissement de terrain et il s’était inquiété pour nous. »

Fort heureusement, la catastrophe n’avait fait aucune victime, mais il a fallu longtemps pour en déterminer les causes. Puisque les avis d’experts divergeaient, un procès long de six ans a permis d’établir les responsabilités, qui se sont avérées autant géologiques qu’économiques.

Le 26 mai 1964, la Grande-Duchesse Charlotte, le général de Gaulle et le chancelier Adenauer embarquent sur le Strasbourg à Apach (en France, juste après la frontière luxembourgeoise) pour un voyage en grande pompe jusqu’à Trèves. Ils inaugurent la Moselle nouvellement canalisée, une œuvre titanessque qui a nécessité sept ans de travaux. Henri Hengel se souvient : « Avant, lors des saisons sèches, on pouvait traverser la rivière à pied à certains endroits, il suffisait de trouver les bonnes pierres. » Désormais, la Moselle est navigable en toute saison, offrant à l’industrie un débouché vers la mer. Mais cette évolution va aussi coûter quelques dommages collatéraux, comme vont le confirmer les forages de 120 mètres réalisés du côté de Machtum entre mai et juin 1965 par la société nancéienne Bachy.

La canalisation de la Moselle et la construction du barrage de Gre- venmacher, achevé au printemps 1964, quelques mois seulement avant le glissement de terrain, ont provoqué une hausse de huit mètre de la Moselle au niveau de Deisermillen. Cette situation a eu pour conséquence de relever aussi le niveau des eaux souterraines, qui se sont concentrées dans les couches argilo-limoneuses. Satur- rées d’eau, celles-ci se sont mises à gonfler jusqu’à déstabiliser tout le coteau et notamment le calcaire coquiller dans lequel sont plantées les vignes. Cette dynamique a été renforcée par le fait que la pres- sion exercée par les eaux souterraines a empêché le bon écoulement des sources qui affleuraient en surface.

« Notre sol est très complexe : Machtum est construit sur des allu- vions apportées par la Moselle depuis sa source dans les Vosges, les vignes sont plantées dans du Muschelkalk (calcaire coquiller), mais

le cimetière se trouve sur un sol de marnes argileuses du Keuper (typiques du sud de la Moselle luxembourgeoise). Nos vignerons passent donc leur vie sur du Muschelkalk, mais l’éternité dans le Keuper », assure Henri Hengel

Parallèlement à la montée des eaux, il a fallu refaire les routes qui bordaient la rivière. Et justement, quelques jours avant le glissement de terrain, la firme en charge des travaux avait démoli l’ancien mur de soutènement. Poussé par la pression de l’eau, sans point d’appui, le coteau n’avait aucune chance d’être maintenu en place et il a fini par s’effondrer sur lui-même, causant la perte de Deisermillen.

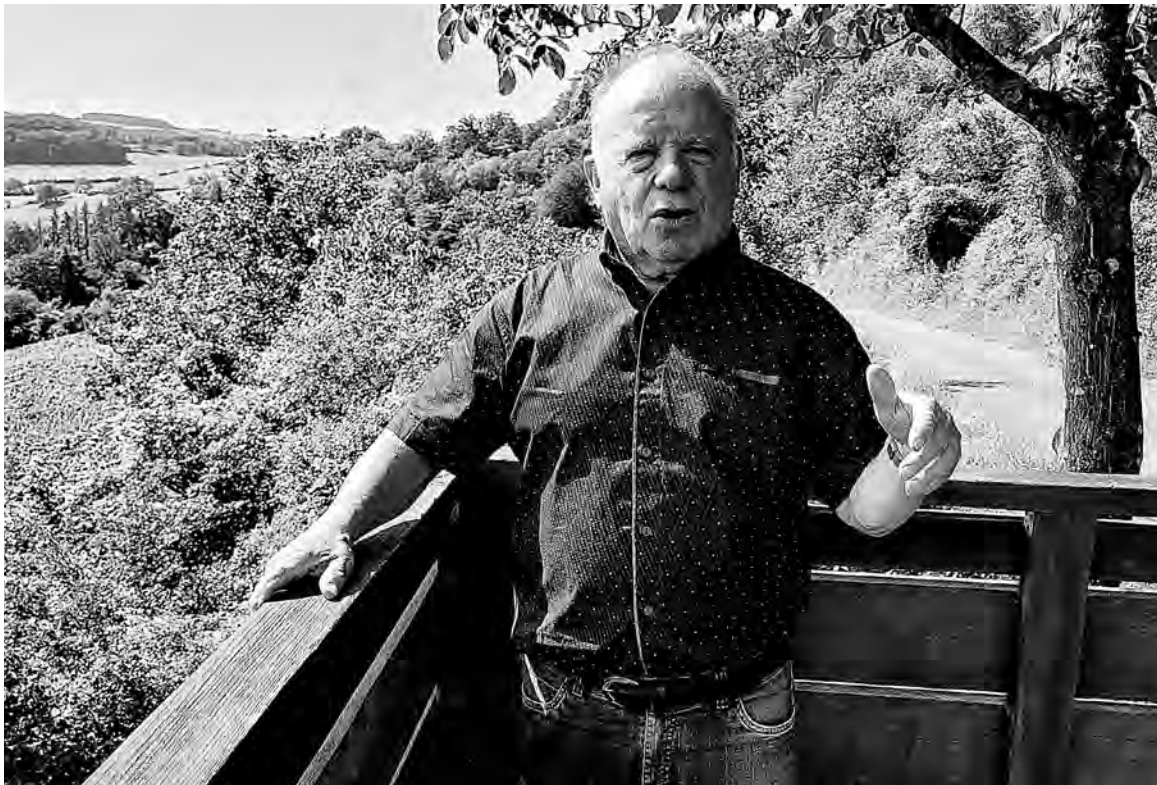
Un lieu à la pointe du progrès

Cet endroit était unique sur la Moselle luxembourgeoise. Porté par une succession de propriétaires visionnaires (les familles Brahy, Pescatore, Schorens, Wagner, Welter...), le site a été un laboratoire du modernisme. Lorsqu’il a été rayé de la carte, le domaine était le plus grand d’un seul tenant au Luxembourg. En 1892, l’Alsacien Chrétien Oberlin (ingénieur spécialiste de la viticulture et de la lutte contre le phylloxéra, fondateur de l’Institut du Vin d’Alsace à Colmar en 1897) a été convié par la commission viticole grand- ducale et le ministre d’État Paul Eyschen pour visiter le vignoble luxembourgeois. Ce pont de la science viticole ne tarit pas déloges sur les vignes de Deisermillen : « Le propriétaire de ces belles pro- priétés, Monsieur J.-P. Welter de Remich, s’est acquis les plus grands mérites en mettant en œuvre les méthodes plus efficaces. Au mou- lin Deisermühle, toutes les vignes sont plantées en rangées dans toutes les directions, et même si toutes les parcelles n’ont pas une composition pure (la complantation était la règle à l’époque, ndlr), les variétés sont assorties de telle manière qu’elles peuvent être vendangées ensemble. Outre l’Elbling, qui constitue l’assemblage principal, on trouve également du riesling, du sylvaner pinot gris, du kniperle, du morillon blanc (improprement appelé pinot blanc), ainsi que quelques autres cépages. Toutes les erreurs et les défauts que l’on trouve dans les autres vignobles ont été soigneusement évi- tés ou éliminés au Deisermühle. » La productivité du domaine est considérée comme étant le gage de la bonne conduite de la vigne, « le rendement de l’année dernière a été estimé à 400 hectolitres sur une surface de 60 000 ceps, alors que dans les autres vignobles du Grand-Duché, on n’avait que très peu, et même absolument rien pour beaucoup. »

Christian Oberlin poursuit son panégyrique par des louanges sans équivoque : « Nous n’avons quitté que le magnifique parc de M. Welter [...] à la tombée de la nuit, plein d’enthousiasme pour les beautés qu’il nous a fait découvrir. De tous les vignobles du Grand-Duché, celui de la Deisermühle est cultivé et entretenu de la manière la plus rationnelle. [...] Il peut être considéré comme un vignoble modèle. »

L’Alsacien est un spécialiste de la vigne, pas de l’énergie hydraulique. Si tel avait été le cas, il aurait pu évoquer l’intelligence de l’ingé- nierie mise en place pour tirer profit de la force du Kelsbaach et des sources avoisinantes. Le premier moulin est mentionné dans un acte notarié de 1656. En 1821, Jean-Nicolas Brahy obtient l’auto- risation de construire un moulin à huile, qui s’ajoute aux moulins à chaux, à tannage, à grains qui tournent grâce aux quatre étangs alimentés par huit sources. En 1846, Antoine Pescatore ajoutera une huilerie (grâce aux noix). Plus tard, la famille Welter avait espéré tirer à profit des étangs en lançant une activité de pisciculture qui n’a pas rapporté grand-chose. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la famille Wagner qui venait de construire un moulin pour produire de l’électricité a offert l’énergie à tout le village, un luxe inouï pour un pays qui s’éclairait avec des lampes à pétrole ou à carbures. L’af- faire périlclitera dans l’après-guerre, faute de rentabilité.

Le petit bout de forêt d’aujourd’hui clôture pour l’instant cette chronologie. Il ne reste plus rien de sa grandeur éconómico-in- dustrielle. Le Deisermillen est devenu une zone naturelle abso- lument délicieuse à traverser. Les regards curieux repèreront les ruines de sa gloire passée : quelques vieux murs et dérivations du Kelsbaach. Désormais, l’ancien parc planté d’arbres exotiques est une aire de repos où l’on vient allumer des barbecues en famille. Cela ne plaît pas beaucoup à M. Hengel, qui aimerait que l’on res- pecte davantage l’endroit pour ce qu’il était. Mais c’est le propre de l’histoire que de tourner les pages. ●



Henri Hengel avait vingt ans à l’époque de la catastrophe

CULTURE ET ÉCO-RESPONSABILITÉ (3)

L'écologie comme éthique militante

Loïc Millot



À l'entrée du site de la Kufa, la Give Box incite au recyclage

Il a fréquenté la Kufa au début des années 1990, quand ce n'était encore qu'un squat frémissant installé dans l'ancien abattoir de la ville. Il y retrouvait ses amis pour les répétitions. René Penning faisait alors partie d'une formation musicale de tendance punk, au nom révélateur d'un degré certain de politisation : Wounded Knee, en référence au massacre d'une tribu Lakota survenu en 1890 dans cette localité du Dakota du Sud. Le jeune homme en était le bassiste jusqu'à ce que l'aventure s'achève en 1995, puis qu'il intègre en cours de route le comité de la Kulturfabrik, en pleine phase de rénovation.

Débute ensuite au même endroit une autre expérience collective, professionnelle cette fois-ci : celle de programmateur musical, un métier qu'il exerce passionnément de 1998 à 2006 avant

d'occuper la direction administrative du centre culturel eschois. Il prend alors part à la mise en œuvre du projet « Green Kufa », il y a tout juste dix ans. À l'époque, Myriam Schiltz, consultante environnement à Oekozer, met à disposition de l'établissement 40 000 gobelets, un reliquat hérité de l'année culturelle de 2007. Lesquels seront réutilisés tout au long de l'année grâce à l'acquisition d'un énorme lave-vaisselle, un geste banal qui aboutira cependant à une profonde prise de conscience écologique. En effet une refonte générale du fonctionnement de la Kufa va suivre pendant presque deux années. Une phase de transition pionnière, souligne René Penning, qui servira de « projet pilote » au futur cahier des charges de Green Events. Un inventaire est réalisé, passant en revue toutes les dépenses de la structure (merchandising, fournitures, imprimerie...) et ciblant les moyens pour réduire au

quotidien l'empreinte carbone de l'équipe : toilettes sans eau, récipients en verre consignés, installation d'ampoules LED, produits et boissons issus du circuit court ou du commerce équitable, etc. « Soit, au total, entre 200 et 300 actions », précise celui qui a pris la succession de Serge Basso à la tête de l'établissement en 2020. Et d'insister sur la nécessité d'impliquer l'ensemble de l'équipe, car il est important d'engager collectivement ces transformations, en toute transparence, et d'expliquer les raisons pour lesquelles on les met en œuvre. » Dans cet élan, le centre culturel eschois se munit dès 2014 de sa propre charte environnementale, appliquant à la lettre la règle des « trois R » (réduction de la production, recyclage et réutilisation des déchets) tout en menant parallèlement en interne et en direction du public des actions de formation et de sensibilisation. L'écologie est vécue comme une éthique collective, une façon d'incarner des valeurs qui renouent avec l'esprit du lieu à ses débuts. Un engagement militant érigé aussi en mode de fonctionnement, dès lors que ces principes écologiques ont été intégrés aux statuts de l'association puis à son plan de développement stratégique (2021-2025).

Ce n'est donc pas un hasard si la Kufa a accueilli en novembre 2022 le workshop sur le thème de l'éco-responsabilité organisé par le ministère de la Culture. Lequel ne cesse d'encourager cette transition, depuis la recommandation n°13 du Plan de développement culturel relative à l'instauration d'« un nouveau mode de gouvernance des institutions culturelles », à la Charte de déontologie entrée en vigueur en juin 2022 qui impose des obligations en matière de communication, d'événementiel (sur le modèle de Green Events) et d'économie circulaire. Dans son discours de bienvenue tenu lors de ce workshop, René Penning en a profité pour épingle certaines pratiques de ses confrères, comme le fameux festival Hellfest en France, qui a « arraché 37 hectares de vignes pour faire un parking pouvant accueillir 13 000 voitures, presque aussi grand que celui de Disneyland et qui est utilisé seulement une semaine dans l'année. Les organisateurs ont arrosé d'eau les 420 000 personnes pendant deux week-ends de canicule cette année, en pleine période de sécheresse et ceci dans un département en alerte rouge... » Le directeur de la Kufa n'a pas manqué de cibler non plus les efforts qu'il restait à accomplir au sein de sa propre structure, comme l'isolation sonore et thermique du bâtiment et s'est dit prêt à envisager une « décélération » de la production de l'ordre de dix à vingt pour cent. L'enjeu consiste, selon lui, à sortir d'une « logique

L'écologie est vécue comme une éthique collective, une façon d'incarner des valeurs qui renouent avec l'esprit du lieu à ses débuts

de production et de résultat » en ménageant davantage des plages de temps et de réflexion aux artistes en résidence. Parmi les projets abandonnés figure notamment l'Urban Art Esch, dont l'organisation a beaucoup pesé sur l'équipe.

Autre réalité complexe sur laquelle il est difficile d'avoir prise : le public, dont les déplacements représentent en fait l'empreinte carbone la plus lourde à supporter. Un problème similaire se pose du côté des artistes avec les vols à longue distance, dont la Kufa va sensiblement réduire la part. En interne, l'équipe s'est imposé l'usage du train pour les trajets de moins de mille kilomètres. Dans un bref accès d'autosatisfaction, René Penning admet avoir atteint un seuil : « Il n'y a pas de nouvelles idées pour nous, ou tout ou moins qui soient techniquement ou logistiquement possibles ». Et de rétro pédaler aussitôt après avoir remis le nez dans son ordinateur. Le chantier semble infini à la lecture des prochaines mesures à mettre en œuvre et conforté, une fois de plus, la Kufa comme une entité singulièrement en pointe dans le paysage culturel transfrontalier. Il y est question de recourir à des matériaux locaux comme le bois, d'entreprendre la transformation écologique du site internet, mais aussi de rénover le bâtiment en vue d'y installer des panneaux solaires. Il faudra aussi procéder au « nettoyage » du serveur après plusieurs décennies d'histoire et de travail, soit plusieurs téraoctets de volume... L'objectif de toutes ces initiatives ? Mettre fin à la dépendance au gaz et faire de la Kufa un lieu cent pour cent autonome. ●

PEINTURE

De la Grande Région ou provinciale ?

Marianne Brausch

À la lecture du titre de l'exposition *Dans la lumière de l'impressionnisme* ?, on croirait que les commissaires de l'exposition, Angelika Glesius et Gabriele Grawe se posent la question : Dominique Lang et ses contemporains ont-ils travaillé la lumière sur le mode impressionniste plus que le motif ? Sans doute les historiennes de l'art ont-elles utilisé le terme « impressionnisme » de manière univoque pour attirer le public à l'exposition d'été à la Villa Vauban. Mais on le retrouve quand même ad nauseam dans les textes d'introduction des six salles divisées par thèmes.

Dominique Lang naît en 1874, deux ans après que le tableau de Claude Monet *Impression soleil levant*, forge le mot qui décrira ce courant artistique. Comme pour donner raison au grand historien Eric Hobsbawm, qui qualifia la période qui rompit avec l'académisme « de long 19^e siècle », le même Monet commença en 1895 et termina en 1922, le cycle des *Nymphéas*, sa consécration absolue. Pourtant, la dernière exposition impressionniste eut lieu en 1886 et essaima ensuite en une multiplicité de courants : le post-impressionnisme (chef de file Gauguin), le pointillisme (Seurat), les nabis, dont Félix Vallotton est dans l'exposition à la Villa Vauban.

Comment interpréter le point d'interrogation du titre Dans la lumière de l'impressionnisme ? l'exposition autour de Dominique Lang à la Villa Vauban

Dominique Lang et ses contemporains luxembourgeois et de la Grande Région ont été tout cela à la fois. Y compris naturalistes, c'est-à-dire « passésistes ». L'exposition ouvre d'ailleurs avec les deux tableaux de Dominique Lang de 1913, et 1915 *Le barrage et Aux bords de l'Alzette*. Heureusement, ils sont pointillistes...

Né à Dudelange, issu d'un milieu paysan, l'essor de l'industrie n'intéressa jamais Dominique Lang. Il ignore le phénomène métallurgique de son sud natal. De son ami le peintre Frantz Steinmetz (1858-1934), plus connu pour ses tableaux de paysages mosellans, on découvre ici une petite œuvre naturaliste ou plutôt un moment intimiste, *En barque* (1905). Steinmetz avait épousé une Arlonnaise. Mais il eut plus la bougeotte que Lang. En témoigne ici une vue de la *Citadelle d'Antibes* dont les larges coups de pinceau ne sont pas sans rappeler *Les Rochers de Belle-Île* de Monet.

Dominique Lang (1874-1919) connut des périodes de pessimisme et de mélancolie, voire d'ésotérisme, qui correspondent au courant du symbolisme. On le retrouve dans ce qui aurait pu être la raison principale de l'exposition : l'acquisition par la Villa Vauban en 2021 d'une série de visages, expressifs, usés, coiffés ou vêtus à l'ancienne. Sont-ce des esquisses pour des peintures néo-gothiques qu'il réalisa pour l'église Saint-Martin de Dudelange ? Il n'en est pas fait mention. L'exposition revient plus loin sur le style symboliste de Lang à la fin de sa vie, dans une expression de dévotion quasi religieuse, *Reconnaissance de la nature* (1918). Cette grande pièce côtoie un Nu masculin, peint à ses débuts, en 1905. Le style est Art Nouveau, la tendance déjà au ravissement et à l'extase.

Le fameux « ? » ne facilite pas la lecture de certains rapprochements entre les peintres. Furent-ils amis,

eurent-ils des échanges épistolaires ? Ils ne formèrent en tout cas pas un groupe à l'esprit commun. Parfois même, des rapprochements dans l'exposition sont plus perturbants qu'éclairants. Ce n'est pas parce que August Trümper (1874-1956), peintre originaire de Trèves montre les traits expressifs d'un visage d'homme dans *Portrait d'un vieil homme barbu* (1915) qu'il aurait fallu classer dans la salle des *Portraits de caractère*. Ni rapprocher le magnifique *Portrait d'une jeune fille ou d'une jeune femme* (1913), de facture clairement expressionniste, peut-être le seul tableau moderne de l'exposition, ni le portrait d'Umberto Cappelari avec qui Lang ouvrit un studio photographique, las de ses échecs en tant que peintre.

Mais revenons à l'ordre de la visite. La salle des visages des proches permet de comparer l'atmosphère impressionniste, le jeu d'ombre des arbres sur le chapeau et les épaules d'une robe blanche par le peintre Camille-Nicolas Lambert, né à Arlon et le portrait de la petite fille blonde au nœud dans les cheveux par Dominique Lang. Le premier tableau est vaporeux, le second a l'épaisseur de la peinture à l'huile. Ils sont de 1906 et 1907. Pourquoi ne pas le dire ? On a pensé à Auguste Renoir.

Un peintre qui rentre dans sa région est-il condamné à devenir provincial ? À peindre des tableaux qui représentent femme et enfants sous le feuillage des arbres de son jardin, les paysages de sa région ? Des scènes pittoresques ? Ce serait cruel et c'est là où le talent – et le tableau réussit priment comme cet étonnant *Double portrait* de Lang en 1909, où deux femmes endimanchées, avancent bras dessus-dessous, un peu raides, comme allant à une cérémonie ou à la messe solennelle.

De Lang, *Bettembourg*, tableau pointilliste de 1918, peint un an avant sa mort, est un chef d'œuvre, comme l'inspirèrent les paysages en général : *Paysage*



de la Mess (1916), *Peupliers et saules près de Schiffflange* (non daté) et la récente acquisition de la Villa Vauban, *Paysage à Schiffflange avec arbres et fermes*, (premier quart du 20^e siècle). On n'y échappe pas, on pense à Van Gogh. Autre découverte : des femmes peignaient aussi et sur les mêmes sujets. Une ferme et son jardin fleuri à l'avant, *Derniers rayons*, est de Juliette Wytsmann (1866-1925). À approfondir ?

Une fois un premier tour fait à la recherche de ce fameux point commun impressionniste qui n'existe pas et l'accrochage en vis-à-vis de tableaux aux écarts de dates souvent trop importants pour les comparer, le visiteur pourra faire un tour à sa guise et des rapprochements personnels. On a imaginé voir côte à côte le portrait d'Anne-Marie Ney (1917), l'épouse du peintre et le grand tableau de Félix Vallotton

(1865-1925), *Femme assise à demi-nue*, ainsi que le *Nu assis* de Frantz Steinmetz.

Pour voir virevolter des personnages, il faut s'arrêter devant un des rares tableaux en milieu urbain, *Promenade au parc* (Lucien Frank, 1857-1920). Puis, ils sont d'ailleurs accrochés côte à côte, *Journée de l'aviation à Mondorf* de Dominique Lang (1911) et, de Albert Weisgerber, *La Procession à Saint Ingbert*. Ce tableau date de 1904. Est-il impressionniste ? ●

Dans la lumière de l'impressionnisme ?, Dominique Lang (1874-1919) et ses contemporains, est à voir à la Villa Vauban jusqu'au 15 octobre



The Faggots and Their Friends Between Revolutions à partir de l'ouvrage culte de Larry Mitchell paru en 1977

Aix s'encanaille

Paul Rauchs

Zoom sur le festival d'art lyrique en cinq étapes

Wozzeck : du Lied au Leid

Commencer un festival d'art lyrique, comme nous l'avons fait, avec *Wozzeck* servi par Sir Simon Rattle, Simon McBurney et Christian Gerhaher, c'est comme faire débiter un Tour de France en enchaînant le Tourmalet, le Mont Ventoux et l'Alpe d'Huez. Le dessert, non, le chariot des desserts, avant la ronde des amuse-bouches ! Cette production marquera l'histoire du festival comme, disons, *Elektra* de Patrice Chéreau. Il est facile, bien sûr, de rapprocher l'histoire avec l'Histoire actuelle. Des histoires de soldats, la scène en a produites, du *Woyzeck* de Büchner, en passant par le brave soldat Chvéïk de Hasek, jusqu'au pauvre soldat de Ramuz/Stravinsky, les uns plus misérables que les autres.

Les trois actes du *Wozzeck* d'Alban Berg correspondent aux trois actes de l'histoire de ce pauvre hère. Le véritable *Woyzeck* fut décapité publiquement à Leipzig en 1824 pour l'assassinat de sa compagne. L'exécution fut précédée d'une longue polémique d'expert-psychiatres qui opposait le célèbre Heinroth, partisan de sa responsabilité, au (presque) non moins célèbre Marc qui défendait la folie de l'assassin. L'histoire a donné raison au second, notamment par l'entremise du jeune médecin et écrivain Georg Büchner qui a retrouvé les annales du procès dans la bibliothèque de son paternel, célèbre savant dans le Land de Hesse. Au 19^e siècle, il en a tiré une pièce, montée au vingtième, anticipant le 21^e. Après le premier acte du drame réel et le deuxième de la pièce, Berg alla composer le troisième acte avec son opéra.

Le personnage de Büchner reçoit à peine accès à la parole, il est en-deça du langage quand les personnages de Beckett (et le *Wozzeck* de Berg) sont au-delà de ce langage : *Woyzeck* woyzifère et *Wozzeck* a perdu ses vocalises. Christian Gerhaher qui l'incarne à Aix, nous fait, en effet, oublier le chant : merveilleux ambassadeur du *Lied*, c'est un acteur à la voix parfois blanche, au-delà déjà du *Sprechgesang*, chère à la Deuxième Ecole de Vienne. Simon Rattle évoque le souffle de Gerhaher, et c'est vrai qu'il nous fait penser à Ben Webster dans son intérieur, comme aurait dit Lacan. « Un homme comme un arbre », chante Marie à propos du *Tambourmajor*, faisant écho à la scène où *Wozzeck* coupe le bois mort des arbres qui se cabrent comme des hommes. Dans la folie du pauvre soldat, la nature est animée et *unheimlich* comme dans l'*Erlekönig* de Goethe.

Comme dans le jazz encore, l'émotion, ici, est omniprésente, suscitée par la mise en scène de Simon McBurney qui n'a pas peur de montrer une nuit étoilée digne d'un Van Gogh, des tableaux à la lumière blafarde sortis tout droit d'un film noir d'Orson Welles, des scènes d'une forêt fantastique empruntée au Freischütz. La vidéo, parcimonieuse, illustre la folie hallucinatoire de *Wozzeck* en mettant en pièce l'intimité de sa pensée, en faisant revenir le réel dans son intérieur, comme aurait dit Lacan. « Un homme comme un arbre », chante Marie à propos du *Tambourmajor*, faisant écho à la scène où *Wozzeck* coupe le bois mort des arbres qui se cabrent comme des hommes. Dans la folie du pauvre soldat, la nature est animée et *unheimlich* comme dans l'*Erlekönig* de Goethe.

On pourrait en faire des tonnes sur le livret de *Wozzeck*, sur la folie induite ou non par les expérimentations du médecin, caricature

d'un professeur de Büchner, sur la scène finale avec l'enfant qui continue sa ronde, préfigurant la joyeuse apocalypse du monde d'hier et d'aujourd'hui, j'en passe et des meilleurs, préférant, comme Berg et Büchner, rester fragmentaire dans ma chronique. En saluant les magnifiques décors, cercles tournants qui éloignent et rapprochent les personnages, manège de kermesse autant que roue de la fortune. En applaudissant Malin Byström, éblouissante Marie dont le jeu, la technique et le timbre ont livré un condensé de l'histoire de l'opéra ; en rendant hommage aux chœurs et aux acteurs du Estonian Philharmonic Chamber Choir, vibronnant de vie ; en bissant, last but not least, la performance du London Symphonic Orchestra, jamais pris en défaut du kairo, ce sens du moment et du rythme justes. Le toujours fringant chef a su faire une lecture analytique de la partition, livrant les détails des différents traits avec une précision et une pertinence inouïes, sans jamais pour autant sacrifier l'émotion. Pierre Boulez avait mille fois raison quand il disait que dans la Sainte Trinité Schönberg était le Père, Webern le Saint Esprit et Berg le Fils.

Così fan tutte : du côté de chez Sade

Après avoir enfermé en 2017 Carmen dans un asile de fous, Dmitri Tcherniakov récidive en 2023 en confinant les amoureux de *Così fan Tutte* dans un huis-clos échangiste, tenu par un vieux couple de libertins. Mais tel est pris qui croyait p(r)endre, et Don Alfonso sera victime de sa propre mise en scène où Tcherniakov convie le spectateur à ce qui pourrait s'intituler « Le week-end de Sodome » : tel le divin marquis, il soumet ses victimes à un subtil jeu du désir de domination et de cruauté, de violence d'abord feutrée et jouissive, ensuite mortifère, et enfin létale. Eros se fait Thanatos, et Dorabella s'appelle Juliette quand Fiordiligi se fait Justine.

On a tout dit de l'impossibilité de monter cet opéra après la vague #MeeToo, de l'in vraisemblance psychologique de l'intrigue, de la beauté sublime aussi de la partition et de la subtile (re)conjugaison des tessitures de voix qui révèlent la face inconsciente des désirs (mis) en jeu, voire, comme ici, mis en joue. Car, comme le marquis de Sade, Tcherniakov flingue à coups de carabine, tirés par Despina, la morale bourgeoise du dix-neuvième siècle et aussi et surtout la néomoralite petite-bourgeoise du vingt-et-unième siècle. Le carnage final convie Chabrol et les sœurs Papin, et quand Despina, la désormais ex-soubrette, s'interroge : « si eux, ils le peuvent, pourquoi nous, nous devrions nous en priver ? », la révolution sociale épouse la révolte féministe.

Thomas Hengelbrock, à la tête de ses aix-cellents chœur et orchestre Balthasar Neumann, tout comme les cantatrices et chanteurs, rendent à César ce qui lui appartient, en faisant entendre une musique si exquise qu'elle finit par l'emporter sur le regard pervers (mais combien lucide) de la mise en scène. Qu'importe si la fougue et la virtuosité de la passion juvénile ne sont plus au rendez-vous, Tcherniakov ayant choisi à dessein des voix (légèrement) au delà de leur maturité. Au fil des ans, ils ont tellement intériorisé leurs rôles qu'ils sont devenus des mozartiens dans le sens plein du terme qui font jouir et réfléchir. Ah, s'ils faisaient tous comme ça !

Point besoin d'audit pour évaluer le courage de Pierre Audi sous la direction duquel Aix la bourgeoise s'encanaille, en faisant la part belle à Berg, Brecht et Benjamin, tout en n'hésitant pas à égratigner Mozart, son enfant fétiche

Faggottitude

Avec leur pièce *The Faggots and their Friends between Revolutions* Philippe Venables (compositeur) et Ted Huffman (auteur et metteur en scène) ont sorti un petit chef d'œuvre de derrière les fagots, soit dit sans aucun, mais vraiment aucun, jeu de mots, une sorte d'OMNI, d'objet musical non identifié, d'OSNI, d'objet sexuel non identifié aussi et surtout, qui brouille les hiérarchies et les frontières, entre femme et homme, puissant et faible, artiste et spectatrice, mythe et histoire, théâtre et danse, parole et musique et, last but not least, entre le Festival d'Art Lyrique d'Aix et le Festival de Théâtre d'Avignon. C'est un *no man's land* lyrique qui devient un *all wo-man's land*, tiré du livre culte éponyme paru en 1977 sous les plumes de Larry Mitchell et Ned Asta. Cette pièce qui n'est pas ni-ni, mais plutôt mi-mi, voire et-et, raconte l'histoire d'un paradis mythique où l'humanité est une et un-divisée, « neutre » dirait Roland Barthes, dont le cours éponyme, donné en 1978 au Collège de France, vient opportunément de sortir. Après une révolution qui sépare les femmes et les hommes, ces derniers prennent le pouvoir, reléguant les sexes « faibles » (femmes, queers, etc) dans les rôles subalternes. Il s'en suit une espèce de social-démocratie où ces soi-disant faibles s'accommodent tant mal que bien de la situation, avant de prendre le pouvoir et d'instaurer une société généreuse de partage, de jouissance sexuelle et esthétique, de fraternité et de sororité, une société qui ne va pas céder sur son désir, comme on disait en 68.

Nous assistons alors à un kaléidoscope visuel et auditif où les quinze acteurs, chanteuses, musiciens et danseuses se livrent à d'antiques bacchanales, d'orgies de paroles et de musiques qui mêlent le baroque et le classique, le contemporain et le populaire. Il faut voir ce diabolin de Yandass virevolter d'une à l'autre, réciter sa révolte et chanter sa joie ; entrer dans le jeu de Kit Green, personnage mi-homme, ni-femme, qui promène lascivement sa longue silhouette pour venir séduire la foule ; tomber sous le charme féminin (mais oui) de Deepa Johnny, mezzo-soprano au timbre envoûtant, admirer Yshani Perinpanayagam, qui dirige de ses claviers tout ce joyeux monde. *The peace and love* des années soixante ressuscite, purgé de

sa naïve hippitude pour incarner une faggottitude bien actuelle qui retourne l'insulte (*faggott* étant l'injure anglaise pour pédale) pour en faire une fierté, voire une joie de vivre, un peu comme Senghor, Césaire et Fanon l'ont fait pour le mot nègre. Nous sommes tou.te.s des nègre.sse.s et vive les faggotts !

Picture a Day like this : Kindertotentlied

Onze ans après leur succès planétaire de *Written on Skin*, George Benjamin et son « librettiste » Martin Crimp ont fait (presque) aussi bien avec *Picture a Day like this. Ce Kindertotentlied* ni contemporain, ni classique, mais « unzeitgemaess » dans le sens nietzschéen du terme, raconte l'histoire d'une mère orpheline de son enfant dès après qu'il avait « commencé à faire des phrases complètes. » La résilience, comme on dit aujourd'hui, lui dicte de demander un bouton à une personne heureuse, afin de récupérer son enfant. Elle rencontre un couple d'amants (magnifique dans leur pose digne d'une sculpture baroque d'un Michel-Ange), un artisan fou qui réclame sa dose de Largactil (extraordinaire John Brancy), une compositrice limite hystérique (autoportrait ironique de Benjamin), un collectionneur en (con)quête d'amour, mais à chaque fois la désillusion est au bout de la rencontre. La femme finit par arriver dans le jardin enchanté de Zabelle, incarnée par la lumineuse Anna Prohaska qui évolue dans une sorte d'aquarium imaginée par le vidéaste Hicham Berrada. Elle lui tend enfin le bouton tant convoité. Nouveau leurre ou bonheur dans le jardin extraordinaire cher à Trenet ? Ce véritable opéra initiatique fait référence autant à *La femme sans ombre* qui ne peut pas avoir d'enfants qu'à *La flûte enchantée* où la Reine de la Nuit perd elle aussi en quelque sorte son enfant. Le chant et le jeu de la mezzo-soprano Marianne Crebassa sont parfaits de dignité et de noblesse pleine d'humanité, non dénués d'une certaine froideur distante. George Benjamin himself dirige le Mahler Chamber Orchestra dont les cuivres surtout étaient admirables de précision et d'à propos.

L'Opéra de quat'sous : quand l'humour se fait comique

Wer würde es heute noch wagen die Traviata auf französisch zu singen, die Carmen in spanisch vorzutragen oder gar Pelleas et Melisande auf deutsch zu produzieren ? A firwat nèt d'*Zauberflöte* op lëtzeburgesch ? C'est pourtant ce que Thomas Ostermeyer a osé en produisant le *Dreigroschenoper* en français. Un *Verfremdungseffekt*, un effet de distanciation, dans la pure tradition brechtienne en quelque sorte. Et pourquoi pas d'ailleurs, dans la mesure où le chef d'œuvre de Brecht et de Weill tient autant du théâtre que du lyrique, et que cantatrices et chanteurs sont en fait des comédiens. Le directeur de la Schaubühne a donc fort logiquement fait appel à des sociétaires de la Comédie Française qui n'ont pas boudé leur plaisir et se sont surpassés dans le jeu comme dans les numéros de chant. Dommage seulement que l'humour de Weill a trop souvent dégénéré en simple comique de situation et que le cru de la langue brechtienne a plus d'une fois versé dans la vulgarité. Réussite totale par contre du côté de Maxime Pascal qui dirigeait avec maestria son merveilleux ensemble « Le Balcon » où des instruments actuels comme la guitare et le clavier électriques se fondaient parfaitement dans le message populaire du couple Weill/Brecht. ●

AU TEMPS DES FESTIVALS

L'opéra, objet de toutes les interrogations

Lucien Kayser

La pandémie est passée par là, avec les doutes qui se sont installés, plus guère de certitudes en tout cas

Il peut être utile de s'attarder à telles situations, très différentes, voire opposées, extrêmes peut-être, pour se rendre compte de l'état de l'opéra en cet été 2023, au long des festivals et au lendemain d'une pandémie dont la vie culturelle a du mal à se rétablir. On gage que rien ne sera plus comme avant, le public peine à revenir, quels moyens pour le convaincre, quelles chances pour en gagner un plus large. Et faire démentir tous ceux qui sont prêts à définitivement rattacher l'opéra au passé, près de décider que le genre a fait son temps.

Deux situations frappent en ces mois d'été. L'une doit bien être qualifiée de grotesque, un chef d'orchestre qui monte sur scène les yeux bandés au festival Puccini. Non pas pour prouver qu'il connaît sa *Bohème* par cœur, il voulait ainsi protester contre la mise en scène, qui a transposé Paris et sa jeunesse de 1830 au mois de mai 68. Difficile de dire s'il a triché ou non, avec quelque transparence de son bandeau, il a en tout cas interdit tout contact visuel avec mes musiciens. Il y a autre chose, et son geste s'est avéré plus politique qu'esthétique. Cet Alberto Veronesi milite à l'extrême droite, a bien sûr immédiatement eu l'appui de ce côté-là, s'est trouvé limogé quand même. L'épisode ramène une cinquantaine d'années en arrière, ça bataillait ferme contre Chéreau, à se demander si l'opéra est si innocent qu'il en a l'air, a peut-être gardé un pouvoir explosif.

L'histoire des représentations, sur un petit siècle, montre tels glissements, des chanteurs aux chefs, et de là aux metteurs en scène (à partir du moment où des hommes de théâtre ont franchi le seuil, voici Brecht à Aix interprété par Ostermeier et la troupe de la Comédie-Française). Mais l'autre situation remarquable ramène à Bayreuth, l'ouverture du festival mardi dernier, où pour le nouveau *Parsifal*, du metteur en scène américain Jay Scheib, quelque trois cent trente spectateurs (sur 2 000) ont vu le Bühnenweihfestspiel à travers

leurs lunettes de réalité augmentée. Ils ont donc assisté à un autre spectacle, enrichi si l'on veut, par tels effets virtuels. On est assis au Festspielhaus, il y a ce qui se passe sur la scène, et il s'y ajoute autre chose, on verra ce que cela va donner, ce qu'on y gagne ou non, tant pis pour ceux qui n'en bénéficient pas, contrairement à l'idéal même de

la communauté du public de Wagner. Il restera à trouver l'argent pour d'autres lunettes.

Bayreuth innove donc, cette année-ci dans la technologie. Et se montre heureusement toujours à même de remplacer à la dernière minute quasiment jusqu'aux chanteurs des principaux rôle, défaillances

des Stephen Gould, John Lundgren et Joseph Calleja (qui devait passer du répertoire italien au « tumber Tor »). La faute à la canicule, avec des infections qui inquiètent les médecins, des engagements aux quatre coins du monde, allez savoir. Une mise en question en tout cas des festivals qui ne sont plus ces moments hors pair censés être à leur départ. D'au-

tant plus ou moins que les finances poussent à des coproductions reprises ailleurs dès la rentrée. Bonne chose pour beaucoup de gens, mais les festivals y perdent leur statut, et les reproches s'élèvent qu'ils ne font rien pour se renouveler, comptant paresseusement sur la fidélité de leur public.

Un festival entièrement voué à Wagner, à lui seul et un canon réduit d'œuvres, ne peut compter que sur des interprétations changeantes, des lectures nouvelles, pour attirer attention et intérêt (quitte à décourager et décourager ceux qui restent attachés à la tradition, tels amis du festival, qu'on dit très influents par leur contribution d'argent). Ailleurs, le recours est à des créations, comme à Aix-en-Provence, avec cette année *Picture a day like this*, de George Benjamin (lire aussi en page 17). Un opéra de chambre, la quête d'une femme qui a vu son enfant mourir, apprend qu'il sera ramené à la vie si elle réussit à trouver une personne heureuse et à obtenir un bouton de la manche de son vêtement. Après la rencontre avec Zabella qui lui ouvre les yeux sur la réalité, la fin reste toutefois ouverte. Avec beaucoup de succès, côté musique, côté mise en scène, on est dans le conte, dans l'onirisme, de façon moderne, contemporaine. Il y a quelques années, à Munich, pour la nième reprise de *Frau ohne Schatten*, Warlikowski avait eu recours comme introduction aux images de Marienbad, au film d'Alain Resnais.

Warlikowski, sans doute l'un des plus inventifs, des plus ingénieux metteurs en scène d'aujourd'hui, a donné, il y a deux ans, une fascinante *Elektra* à Salzbourg ; cet été, il y revisite *Macbeth* (retrouvant Asmik Grigorian dans Lady Macbeth), et Verdi sera encore au programme avec *Falstaff*, dans la mise en scène de Marthaler. On privilégie les classiques, d'un siècle passé, certes dans des réalisations qui promettent, attendues avec impatience ; Aix, à côté de George Benjamin, avait poussé jusqu'à *Wozzeck*, c'est souvent ce qu'on croit pouvoir en toute confiance proposer. ●



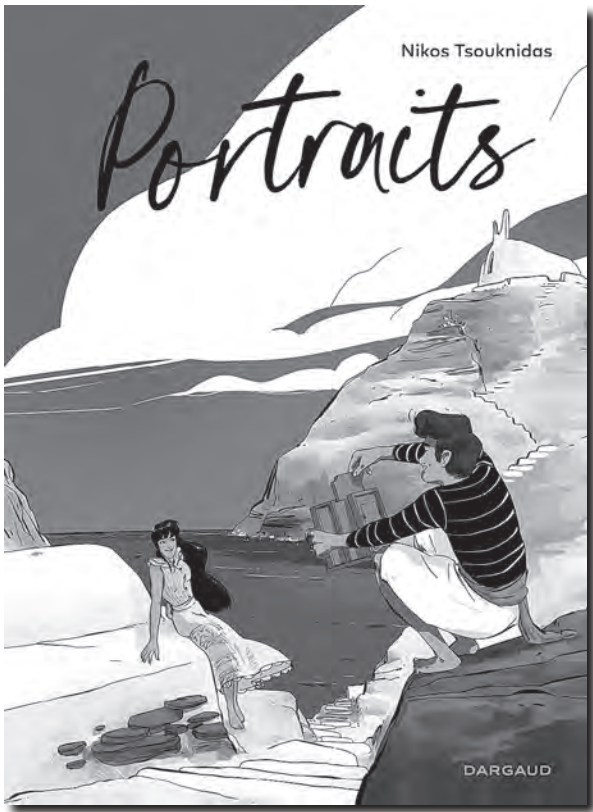
BANDE DESSINÉE

L'immortalité sur plaques d'argent

Pablo Chimienti

Portraits, premier album du Grec Nikos Tsouknidas, est un coup de maître désavantagé par des choix malheureux de l'éditeur. Un album, malgré tout, au récit riche et au dessin éblouissant

Il y a quelque chose de contradictoire dans ce *Portraits*. On parle de l'objet, non du récit. L'album est plutôt petit – 190 x 260 mm contre du 210 x 297 pour un album franco-belge « standard »



– et il est souple, ce qui est habituellement un format prévu pour des rééditions pas chères ou des albums avec un faible potentiel. À l'opposé, la couverture, dont le dessin déborde tout autour de la tranche pour finir sur la quatrième de couverture, avec cette couleur pastel et ces grands espaces blanc, ces traits libres et ce décor entre mer et montagne, donne à espérer un album remarquable. Ouvrons donc l'album et espérons que le public ne passe pas outre.

Portraits débute en juin 1838, dans « le tout récent Royaume de Grèce ». Le pays a depuis peu recouvré son indépendance de l'Empire Ottoman après quatre siècles de domination turque. Il a tenté une première République hellénique avant que, en 1832, le traité de Londres n'en fasse une monarchie avec à sa tête Othon de Bavière. Une situation politique à peine évoquée dans le récit de Nikos Tsouknidas, mais discrètement présente dans quelques commentaires et surtout, visiblement, dans les pensées des personnages. Une situation et à la source d'un grand esprit de liberté.

C'est à ce moment-là, sous un soleil de plomb, que Louis Daguerre débarque sur une petite île de la mer Égée. Un an plus tôt, celui que l'histoire a retenu comme étant un des pères de la photographie, venait d'inventer un procédé photographique qui produit une image sans négatif sur une surface d'argent polie, invention qui porte son nom. L'Histoire, avec un grand H, a retenu que Daguerre présentera son invention pendant l'été 1839 au savant et politicien François Arago qui l'annoncera officiellement à l'Académie des sciences de Paris.

Entre 1837 et 1839, il y a donc un gap de quelques mois dans lequel s'est engouffré Tsouknidas pour y installer son récit

fictionnel. Chez Tsouknidas, Daguerre ne sait trop comment réagir face à son invention. Pour l'heure personne n'est au courant de sa trouvaille. Doit-il la rendre accessible à tout un chacun ou au contraire, la garder secrète ? Pour trouver une réponse à cette question, il rend visite à son ancien condisciple Taki. Celui-ci avait quitté Paris et sa carrière académique pour rentrer « dans cette nation toute neuve ». « Lorsque je suis parti d'ici au péril de ma vie, en perdant tout ce que j'avais, j'ai cru ne jamais pouvoir revenir. Débuter une nouvelle vie dans un pays qui fut jadis le mien, mais avec un esprit nouveau, sous d'autres lois et avec une perspective différente, c'est un cadeau », explique ce sage dont la demeure se trouve tout en haut d'une colline telle celle d'un anachorète. Daguerre lui fait confiance, au point de lui laisser son invention, pour qu'il puisse discrètement l'essayer, la comprendre et ainsi le conseiller au mieux.

Voilà pour le cadre, le contexte. Mais l'histoire est ailleurs. Car malgré la promesse faite à son ami français, Taki va s'empreser de faire essayer cette invention à son disciple, l'aussi génial que fantasque Marko Gavras, dont la passion première est de réparer et constamment améliorer sa bicyclette. Une île qu'il aime, où il a grandi, où il a toujours vécu, mais « où il n'y a rien » apprend-on en lisant l'album. Un lieu qu'il devra donc quitter bientôt s'il veut poursuivre ses études. Les dossiers d'acceptation des universités s'empilent chez lui, mais le jeune homme n'est pas certain de vouloir quitter ses racines. Marko, une fois le daguerréotype en main, va s'empreser d'immortaliser son île sur des plaques argent ; ses décors, ses falaises, sa faune, sa flore, ses habitations, ses habitants, ses traditions... Inconscient, à cet instant, que l'immortaliser l'aidera à faire ses choix d'avenir.

Le récit de Nikos Tsouknidas est riche en thématiques. En plus de son récit premier et de son contexte, il offre de nombreux sous-textes : la confiance, la famille, l'amitié, les racines et le déracinement, la place (le peu de place devrait-on dire) des femmes dans la société, les progrès techniques... C'est riche, jamais lassant, jamais pédant toujours et amené avec finesse et pertinence tout au long de ces 120 pages qu'on tourne avec une véritable délectation. D'autant plus que le dessin est flamboyant avec ces traits fins et expressifs, ces couleurs pastel qui laissent une grande place au blanc représentatif de ces îles grecques, mais aussi de la trop grande lumière présente dans ces lieux. Il faut aussi relever cette mise en page ultradynamique avec ces cases de toutes les tailles et toutes les formes qui se laissent déborder constamment par les phylactères, mais aussi les couleurs, les personnages, les décors... sans pour autant que la lecture soit complexe. Une explosion du cadre donc, des conventions du neuvième art surtout, qui fait un bien fou !

Pour un premier album, ce *Portraits* est un coup de maître. De grand maître. Mais toute cette beauté, ce génie, rend encore plus incompréhensible le choix d'éditer cet album dans ce format, petit et souple. Non seulement il est, ici, parfois difficile de déchiffrer certains textes – et tout particulièrement certaines didascalies –, mais surtout ce récit et ces dessins auraient mérité un album de taille normale, voire une édition de tête, pour laisser ces dessins et ces personnages s'exprimer pleinement. ●

Portraits, de Nikos Tsouknidas. Dargaud

Liveticker im Sommerloch

Stéphanie Majerus

Unter *Live – Aktuelles aus der Welt* hat die RTL-Webseite vor ein paar Wochen einen Dauer-Liveticker eingerichtet. Diese Woche knallten dort unterschiedliche Headlines aneinander: „Op d'mannst 15 Doudeger bei Bootsongléck an Indonesien“, „Gréissten Evakuatiounsaktioun, déi et wéinst Bëschbränn jeemoos gouf“ und „Drohnen-Attack op d'Krim“. Einmalige Events überdauernde Liveticker sind ein Nebenprodukt der Pandemie. Gab es zuvor kurzlebige Liveticker über die Rede zur Lage der Nation und Wahlen, gewöhnte man sich zwei Jahre lang an den gleichen Corona-Ticker und dessen Update-Getue.

Auf der Seite des *Radio 100,7* findet man einen Newsticker. Hier wird Nationales und Internationales zusammengewürfelt. Yves Cruchten referiert in einem Feed über die Dreierkoalition, in der Kurznachricht dar-

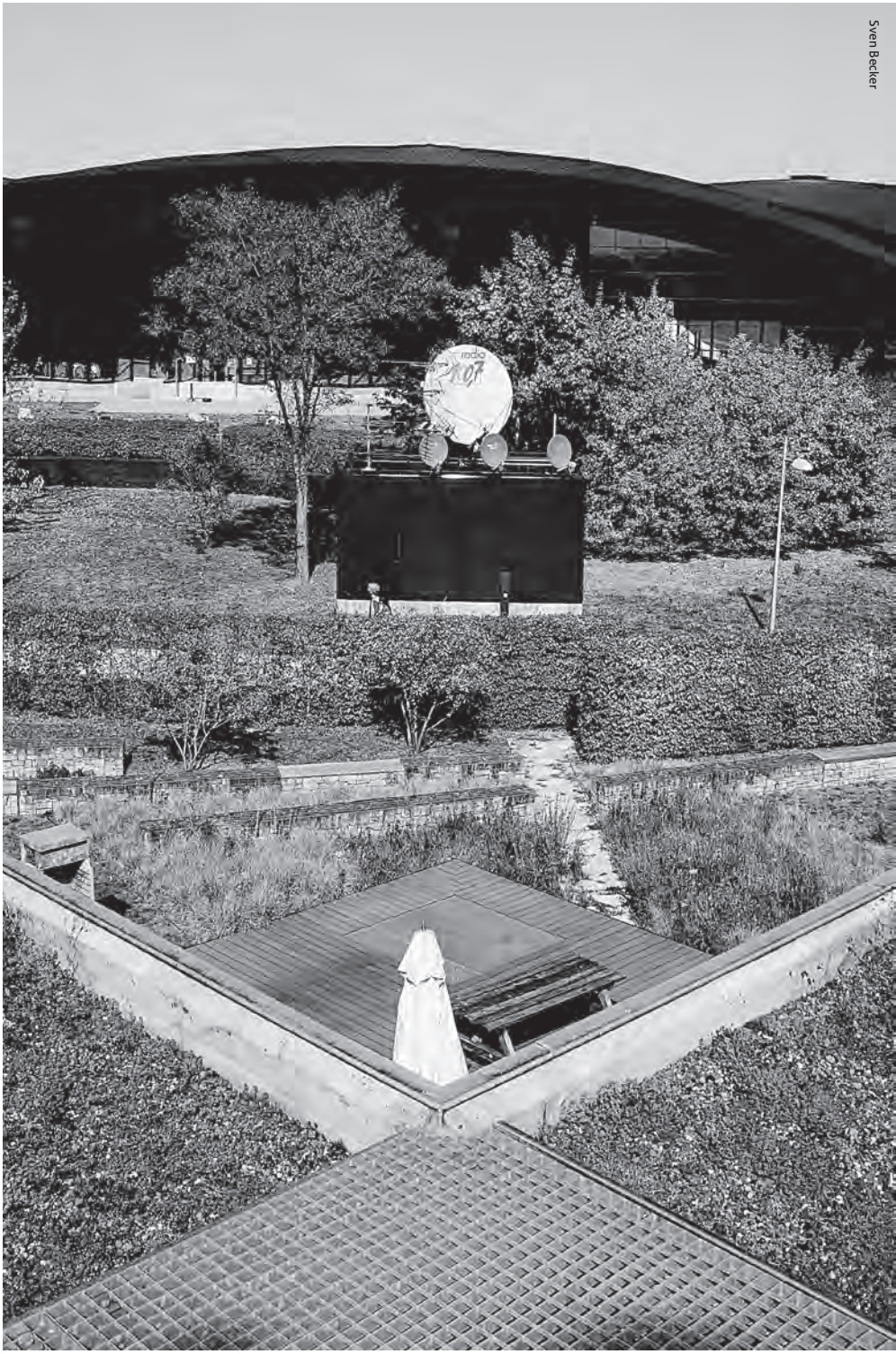
unter wird ein TV-Auftritt des französischen Präsidenten Emmanuel Macron besprochen, anschließend brennt erneut der Wald in Griechenland. Auch hier wurde die Monothematik, wie im neuen RTL-Ticker, aufgehoben. „Die Live- und Newsticker werden häufig aufgerufen“, sagt *Radio 100,7*-Geschäftsführer Jean-Lou Siweck auf *Land*-Nachfrage. Eine ähnliche Antwort erhält man von Pierre Weimerskirch aus der RTL-Online-Redaktion. Und beide versichern, dass ihre Ticker im Sommer keinen Urlaub machen – „er ist ein zentrales Angebot unserer Internetseite“, so Pierre Weimerskirch.

Früher war der Ticker eine lärmige Maschine, die pausenlos Agenturmeldungen in Redaktionen spulte. In der Regel waren das geprüfte Nachrichtentexte. Vom Format her knüpft der Newsticker von *Radio 100,7* an dieses Genre an, weil es nur journalis-

tisch aufbereitete Meldungen bringt. In der RTL-Livewelt kann es allerdings zu einer bunten Vermischung von Agenturnachrichten, Amateuraufnahmen und Social-Media-Kommentaren kommen. So verlinkte RTL vergangenes Wochenende einen Videoschnipsel von einem Sandsturm in Mexiko, der über *Twitter* geteilt wurde.

Das Fließband an News, die in ein Übersicht schaffendes Textgefäß gegossen werden, zeigt sich ideal auf einem Smartphone an. Dieses übertrumpft laut Beesecure in Bezug auf die Nutzungsdauer alle anderen elektronischen Geräte. Jeder zweite Teenie im Alter von zwölf bis 16 Jahren sitzt mehr als drei Stunden täglich an seinem Minicomputer. Noch höher fällt die Nutzungsdauer unter den 17- bis 30-Jährigen aus. Die Newsfeeds sind also dort, wo diejenigen sind, die ihre Finger und Augen nicht über die gedruckte Presse streifen lassen.

Handelt es sich bei den Livetickern demnach um eine Kopfgeburt des Medien- und Technologie-Zeitgeistes? In gewisser Weise, wenn man nicht übersehen will, wie Sender und Empfänger sich in der Mediensphäre angenähert haben, wie Mobiltelefon-User den Redaktionen Material zuspiesen und Presseinhalte fleißig kommentieren. Aber nicht nur. Das Radio war früh im *Breaking News*-Modus unterwegs und versuchte schnellstmöglich über neueste Entwicklungen zu berichten. „Insofern ist es schlüssig, dass wir die Frontstellung, die wir über die Antenne erzielen, auch in Schriftform erreichen wollen“, analysiert Jean-Lou Siweck. ●



Die Newsfeeds sind dort, wo diejenigen sind, die ihre Finger und Augen nicht über die gedruckte Presse streifen lassen

Stil

LE PRODUIT

Vinaigrette Isabel Bacano

Chez Isabel Bacano, à Hesperange, on vient pour les scampis flambés. Cela fait quarante ans que la spécialité de la maison est au menu de ce restaurant familial. À côté des scampis, plus discrète mais incontournable, figure toujours une salade servie avec une vinaigrette faite maison. Trop d'établissements



sont peu regardants sur l'assaisonnement de la verdure et se contentent de produits industriels trop sucrés, trop salés, trop gras. Ici, la sauce est préparée dans la cuisine, au même titre que les autres plats. Quand l'équipe a vu les prix des scampis grimper, et ne voulant pas pénaliser leur client, l'idée est née de mettre un peu de beurre dans les épinards ou plutôt de vinaigrette dans des bouteilles en commercialisant leur produit. Vendue à 4,79 euros pour 300 ml, la sauce est toujours fabriquée au restaurant, qui s'est doté d'une machine pour suivre les volumes et sortir plus de 400 bouteilles par semaine. Une

grande partie des supermarchés du Luxembourg distribue le produit et l'équipe envisage maintenant de conquérir un marché international. *fc*

L'ENDROIT

La Guinguette

Le jardin qui entoure la Villa Vauban est sans doute un des plus préservé et paisible de la capitale. Pendant la saison estivale, ce jardin accueille une série d'activités sous le titre générique et assez peu approprié de « Villa Plage ». Ateliers pour enfants et familles, lectures, concerts, tricot sur l'herbe, visite avec dégustation

de vins, le tout, gratuitement. Et pour rassasier les visiteurs et les gens de passage, un chalet a été installé et a pris pour nom La Guinguette, allusion aux cabarets populaires des bords de Marne et de Seine, près de Paris au 19^e siècle (photo : Les 2 Musées). Une manière de s'aligner sur la thématique de l'exposition temporaire *Dans la lumière de l'impressionnisme ?* (lire page 16). On y propose des sandwichs « à la française » (croque, jambon-beurre, pan bagnat, végétarien...), des tartes et des glaces. Pour



profiter pleinement du jardin et de la nature, la Villa Vauban propose aux visiteurs des nappes de pique-nique. Cela fonctionne aux heures d'ouverture du musée, du mercredi au lundi, en continu et les vendredis jusqu'à 21 heures. *fc*

L'INITIATIVE

Dîner dans le noir

Depuis 2004, la franchise « Dans le Noir ? » se décline un peu partout dans le monde. Comme son nom l'indique, il s'agit de déguster un repas dans l'obscurité totale. Accompagnés et servis par des guides mal et non-voyants, les convives redécouvrent

certaines saveurs, s'amusent à deviner les goûts et mettent leurs sens à l'épreuve. À Luxembourg, le Novotel Kirchberg accueille l'enseigne. Leur communication insiste sur le côté surprenant et amusant de l'aventure et sur la qualité de la cuisine. La Ville de Luxembourg proposait déjà ces dîners pour sensibiliser à la situation des personnes non-voyantes, mais dans le cadre d'un restaurant classique, avec des caches sur les yeux des convives. Les repas dans le noir ont lieu les jeudis, vendredis et samedis. Le 10 août, en première partie de soirée, Tarantula Distribution propose la projection d'un film d'auteur. Ce sera *Blanquita* long-métrage du réalisateur chilien Fernando Guzzoni,



primé au Festival de Venise en 2022. La formule unique, facturée 45 euros par personne, comprend la séance de cinéma, un cocktail ou mocktail surprise, un plat et un dessert signés par le chef des lieux, Christophe Mannebach... *fc*

